

51

*Établissements  
Humains et  
Environnement  
Socio-culturel*

# La citoyenneté à travers la participation

Projet pilote à Vila Verde, Brésil

Débora Nunes



Organisation des Nations  
Unies pour l'éducation,  
la science et la culture

*La citoyenneté  
à travers la participation*

**Projet pilote à Vila Verde, Brésil**

Débora Nunes

51

**Méthode d'intervention participative  
dans les quartiers populaires**

## Établissements humains et environnement socio-culturel

Les établissements humains sont à la fois la façon d'améliorer le développement social, économique et physique, et l'indicateur par lequel la qualité de ce développement est mesuré. Ils jouent un rôle central dans la politique économique et sociale et dans la gestion des interactions entre l'environnement bâti et le milieu naturel.

A travers la mise en valeur durable de ces établissements, deux courants de pensée concernant la gestion des activités humaines se rejoignent. L'un se concentre sur les objectifs en matière de développement, l'autre souhaite parvenir à ces buts sans nuire aux systèmes vitaux de la planète et sans mettre en danger les intérêts des générations futures.

Un développement durable n'est possible que grâce à une gestion rationnelle et réfléchie de tous les aspects des établissements humains.

La collection *Établissements humains et environnement socio-culturel* a été créée en 1996 par la Division des Établissements Humains et de l'Environnement socio-culturel du Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO en partenariat avec le programme L'homme et la biosphère (MAB) du Secteur des sciences naturelles et exactes. Elle s'adresse, entre autres, aux instituts de recherche et aux écoles d'architecture, d'urbanisme, et de géographie.

Les grandes orientations de cette collection correspondent aux thèmes suivants :

- L'interaction individu-milieu ;
- L'équilibre entre les zones rurales et urbaines ;
- L'approche interdisciplinaire sur l'utilisation rationnelle des écosystèmes en relation avec une meilleure gestion de l'expansion des établissements humains ;
- L'adéquation entre l'habitat traditionnel et les besoins et aspirations d'une population rurale qui a préservé son cadre de vie socio-culturel et environnemental ;
- Les effets de l'accroissement des activités humaines sur l'environnement naturel ;
- La corrélation entre la réussite des projets de réhabilitation urbaine et l'ensemble des conditions sociales, économiques et culturelles, qui lui sont favorables sur tous les plans de la vie sociale ;
- L'impact du tourisme sur le développement des communautés traditionnelles et la préservation de l'environnement.

Publié en 2001 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture  
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP

© UNESCO 2001

*Les idées et opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'UNESCO. Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant à leurs frontières ou limites.*

## L'auteur

Débora Nunes est architecte et urbaniste.

Née à Miguel Calmon, Bahia, Brésil, elle a terminé ses études de troisième cycle à Bahia et à São Paulo en 1993 et a obtenu un Doctorat à l'Institut d'urbanisme de Paris (Université Paris XII) en 1998.

Aujourd'hui elle enseigne l'urbanisme à l'Universidade do Estado da Bahia et à l'Universidade Salvador (UNIFACS) où elle dirige la Faculté d'architecture et d'urbanisme. Elle dirige, dans un programme de troisième cycle de l'UNIFACS, une filière de recherches sur la « Participation populaire, le développement local et l'économie solidaire ».

Faisant suite aux études qu'elle a menées dans les quartiers populaires de Salvador et pour impulser les initiatives des habitants de ces quartiers, elle a fondé en 1999 l'ONG Réseau de professionnels solidaires pour la citoyenneté (REDE) et, en 2001 à l'UNIFACS de Salvador, le Bureau de services gratuits d'architecture et d'ingénierie. Elle a publié plusieurs ouvrages et a été la directrice de publication du livre *O arquiteto e a cidade informal* (Salvador, 2000) qui parle du rôle de l'architecte dans les villes informelles.

Courrier électronique : [arquitetura@unifacs.br](mailto:arquitetura@unifacs.br)

# Sommaire

<i>Introduction</i>	<b>5</b>
<i>Première partie : Contexte intellectuel et matériel de l'expérience</i>	<b>7</b>
Notre hypothèse	<b>7</b>
Quelques présupposés théoriques	<b>8</b>
Les influences théoriques	<b>9</b>
Différences entre la pauvreté au Brésil et l'exclusion en Europe	<b>14</b>
Contexte matériel de l'expérience	<b>16</b>
Le Brésil	<b>16</b>
Salvador	<b>17</b>
Le quartier de Vila Verde	<b>22</b>
<i>Deuxième partie : Comprendre une communauté pauvre et agir avec elle</i>	<b>25</b>
Profil économique et social des habitants du quartier	<b>25</b>
1. Emplois et revenus	<b>25</b>
2. Scolarité	<b>27</b>
3. Rapports familiaux	<b>27</b>
4. Vie quotidienne des familles	<b>28</b>
5. Rapports de voisinage	<b>28</b>
6. Loisirs	<b>30</b>
7. Vie publique et vie citoyenne	<b>31</b>
8. Rapports extérieurs	<b>33</b>
Les mentalités et les comportements des habitants	<b>34</b>
Horizon de vie et d'intérêts des habitants	<b>37</b>
La stigmatisation des pauvres	<b>41</b>
L'intériorisation du stigmate	<b>42</b>
Conséquences de l'intériorisation du stigmate	<b>44</b>

<i>Troisième partie : Déroulement de l'expérience pilote</i>	<b>53</b>
Les activités pédagogiques	<b>53</b>
Activité I : La confection de la maquette du quartier	<b>55</b>
Activité II : La localisation du lot de chacun dans le grand plan du quartier	<b>58</b>
Activité III : La discussion des priorités d'intervention de la Mairie	<b>61</b>
Activité IV : La discussion des règles du <i>mutirão</i> des trottoirs	<b>64</b>
Les actions collectives	<b>67</b>
Première action collective : La création de l'association d'habitants	<b>68</b>
Deuxième action collective : Le choix du nom du quartier par élection	<b>73</b>
Troisième action collective : L'organisation de l'école communautaire	<b>75</b>
Quatrième action collective : L'organisation de la crèche communautaire	<b>79</b>
D'autres initiatives pédagogiques et quelques erreurs qui servent d'exemples	<b>83</b>
<i>Quatrième partie : Les résultats pratiques de l'expérience</i>	<b>85</b>
L'éveil de l'intérêt des gens pour le collectif	<b>86</b>
Apprentissage des démarches de travail collectif	<b>88</b>
L'émergence des leaders « mobilisateurs »	<b>89</b>
Changement dans le rapport entre la Mairie et les habitants	<b>90</b>
Capacité d'action collective autonome	<b>91</b>
Les acquis de l'expérience	<b>92</b>
L'interaction intervenant/habitant	<b>94</b>
Rompre avec les rapports hiérarchiques	<b>94</b>
Construire la légitimité de l'intervenant dans le quartier	<b>95</b>
Reconnaître la différence sans établir une hiérarchie	<b>96</b>
De la dépendance vers l'autonomie	<b>97</b>
Les rôles de l'intervenant	<b>97</b>
L'intervenant comme animateur du travail collectif	<b>97</b>
L'intervenant comme organisateur	<b>98</b>
L'intervenant comme médiateur des conflits	<b>100</b>
L'intervenant comme intermédiaire entre deux mondes	<b>100</b>
<i>Conclusion</i>	<b>102</b>

# Introduction

**C**ette publication est le produit d'un projet pilote réalisée dans le cadre d'une thèse de Doctorat en Urbanisme. La Mairie de Salvador, ayant approuvé la méthodologie participative proposée, avait promis de mettre à l'œuvre les résultats issus de ce processus. Cette expérience s'est passée dans la périphérie de Salvador/ Bahia/Brésil, dans le quartier nouveau de Vila Verde. Les 500 familles qui sont venues habiter ce quartier ont été victimes de graves accidents de glissements de terrains survenus lors des pluies de mai-juin 1995. Originaires de plusieurs quartiers populaires de Salvador, elles ont commencé à refaire leur vie à Vila Verde. J'ai ainsi pu observer depuis le début la dynamique du quartier et tester une méthode participative dans un terrain presque vierge.

Pendant l'année 1996, où se sont passés les événements traités ici, la Mairie comptait intervenir d'une façon significative dans le quartier. Le projet urbanistique était déjà réalisé, mais plusieurs décisions concernant les équipements publics (priorité, taille, emplacement, construction, mode de fonctionnement, etc.) devaient encore être prises. L'objectif de l'expérience, en accord avec la Mairie, était de pousser les habitants, très pauvres et à faible scolarité, à participer à ces décisions et à les engager à l'action collective d'amélioration de leur cadre de vie.

L'essence de la méthode que l'on voulait tester était de démontrer que l'expérience de participer et de

s'engager dans des actions collectives signifiait en soi un processus d'apprentissage de la citoyenneté. L'idée de tester une méthode venait de la conscience que la légitimation de la revendication de participation des habitants est devenue presque un piège. Les discours politiques et professionnels de tous bords se l'approprient sans vouloir en subir les difficultés concrètes de sa mise en œuvre. Pour une participation véritable, le discours n'est pas suffisant, même s'il est sincère. Il faut une volonté politique mais aussi du savoir-faire professionnel, des méthodes de travail appropriées, une connaissance profonde de la réalité et, dans le cas des quartiers populaires, une disposition pédagogique et une recherche de rapports égalitaires avec les habitants. L'idée de départ était de reprendre la question de la participation dans son sens pratique, de l'observation directe sur le terrain, pour contribuer à créer un savoir-faire, même modestement et ponctuellement.

Pour atteindre ces objectifs nous avons proposé une méthode avec des activités pédagogiques et des actions collectives qui ont été mieux cernées au fur et à mesure de l'expérience. Nous avons aussi une conception précise de la manière dont les intervenants moteurs de la participation doivent interagir avec les habitants.

Dans ce livre le lecteur va trouver des clefs pour l'action à partir de la pratique, en affrontant les difficultés quotidiennes et en réfléchissant sur celles-ci. Il faut aussi connaître les facteurs qui peuvent

bloquer cette participation : la méconnaissance des habitants à propos des mots, des logiques et des outils des urbanistes, ainsi que de la pratique de la démocratie directe ; intériorisation du stigmat qui considère les pauvres comme incapables de prendre part aux débats de ce type.

Les premiers mois de l'expérience se sont passés plus au moins comme prévu, avec les difficultés inhérentes à ce type de processus. Toutefois, en cours de route la Mairie s'est retirée du travail commun, car la conjoncture économique municipale rendait difficile l'intervention prévue dans le quartier. Ainsi, en raison du retrait de la Mairie, le but de l'intervention a changé, et les actions collectives pour l'amélioration du cadre de vie sont devenues plus importantes que la participation aux décisions. Cependant, les activités pédagogiques entamées dans le premier processus ont été très utiles pour atteindre les objectifs du second. Les deux démarches se rejoignent, en effet, dans leur but ultime qui est l'apprentissage de la citoyenneté.

L'expérience a duré 10 mois et pendant ce temps j'ai fait plus de 80 visites dans le quartier, soit trois par semaine, avec une durée minimum de deux heures. J'ai été aidée dans les premiers mois par des étudiants de troisième cycle en urbanisme et à partir de la moitié du processus je suis restée seule avec les habitants. À la fin de l'expérience avaient été construites une association d'habitants, une école communautaire et une crèche.

## *Ce que l'on va lire*

### *Première partie*

Les influences théoriques qui sont à la base de la méthode participative ainsi que le contexte au sein duquel se déroule l'expérience seront discutés. Les traits généraux de la société brésilienne seront présentés rapidement et le contexte spécifique de Salvador sera étudié pour confirmer ces traits généraux et révéler les spécificités. Le cas du quartier de Vila Verde sera ensuite présenté.

### *Deuxième partie*

Le contexte sera vu ici sous ses aspects anthropologiques tentant de répondre aux questions suivantes : Avec quels hommes et femmes a-t-on travaillé ? Quel est leur profil social et économique ? Quels sont les mentalités et les comportements les plus courants ? Pourquoi ? C'est ici que l'on va s'approcher d'une des difficultés centrales de la participation populaire : l'intériorisation du stigmat de la pauvreté.

### *Troisième partie*

Les étapes successives de l'expérience seront décrites de façon journalistique, le lecteur pourra ainsi suivre l'animateur du processus participatif et les habitants dans le déroulement concret de la méthode sur le terrain.

### *Quatrième partie*

Sera réalisé un bilan des résultats pratiques de l'expérience en termes d'amélioration des conditions de vie des habitants, mais surtout d'apprentissage de la citoyenneté. L'expérience comportant ces deux objectifs et les ayant atteints, on peut la considérer positive. Cette réussite, en rapport avec la conduite de l'animateur vis-à-vis des habitants, fera donc l'objet d'une discussion.



## *Contexte intellectuel et matériel de l'expérience*

### **Notre hypothèse**

Nous sommes allés sur le terrain avec l'hypothèse suivante : « la participation des habitants aux décisions d'urbanisme pourrait constituer un apprentissage de la citoyenneté ». Pour bien comprendre cela, quatre concepts clefs doivent être expliqués : participation, décisions d'urbanisme, apprentissage et citoyenneté.

« Participer » signifie prendre part à des discussions et décisions, depuis le moment où le problème se pose jusqu'à l'évaluation de la mise en pratique des solutions. Participer est une attitude volontaire, continue et de longue durée. Pour la participation, tout un savoir-faire démocratique est nécessaire, et il faut l'instaurer si la population appelée à participer est inexpérimentée.

Les « décisions d'urbanisme » sont celles qui, prises au niveau de la ville ou du quartier, concernent l'avenir de leurs habitants. Elles se traduiront

en actions concrètes, soit d'application physique, soit d'organisation de ces lieux.

« L'apprentissage » est le processus par lequel un individu assimile des connaissances, et/ou des comportements, et/ou du savoir-faire, qu'il n'avait pas (ou peu), avant le démarrage de son expérience « d'apprenti ». L'apprentissage se passe selon certains principes de cognition, qui ont été pris en compte.

La « citoyenneté » est un concept double : d'une part, elle est la condition concrète de l'individu dont les droits politiques, civiques et sociaux sont respectés. D'autre part, elle est l'engagement de l'individu dans la lutte pour le maintien et l'augmentation de ces droits, dans une dimension collective. Il existe ainsi une dimension sociale (involontaire, donnée) et une dimension personnelle (volontaire, acquise) dans le concept de citoyenneté utilisé. L'apprentissage de la citoyenneté se réfère plutôt au processus de changements

de mentalités et d'attitudes qui démontrent un plus grand engagement envers les questions collectives.

### *Quelques présupposés théoriques*

- L'urbanisme, parce qu'il se constitue à partir d'un regard d'ensemble, peut inciter les habitants du quartier – qui vont apprendre à voir la réalité comme un tout – à se reconnaître en tant que groupe.
- La compréhension qu'ont les habitants des questions d'urbanisme est facilitée par le caractère concret de ces questions dans leur vie quotidienne. La longue durée du processus participatif de discussion et de négociation des décisions d'urbanisme favorise l'assimilation par les habitants des données, des plans, des raisonnements, etc. Le caractère concret des questions urbaines et la longue durée du processus peuvent rendre compréhensibles les enjeux urbains d'autant plus qu'existe un intérêt des dirigeants de l'expérience participative dans ce sens.
- Les décalages linguistique, symbolique, temporel et culturel qui existent entre les habitants et les techniciens et administrateurs publics peuvent être réduits, et donc permettre le dialogue entre eux lors du processus participatif. La démarche de « communication d'intercompréhension » entre ces interlocuteurs (comme on la proposera par la suite) est un moyen de rendre possible ce dialogue.
- La démocratisation des décisions urbanistiques,

issue de la participation, rend possible l'entrée de nouveaux protagonistes – les habitants – dans la discussion et la formation de leurs leaders. Pour les habitants-participants, il s'agit d'une possibilité de sortir de leurs horizons personnels et quotidiens, pour parvenir à des vues plus amples et plus collectives. Ils peuvent ainsi passer d'un état prédominant de spectateurs à celui d'acteurs dans la ville.

- La participation des habitants à un processus comme celui qui est proposé (avec ses réunions, ses discussions, ses polémiques, ses négociations, ses votes, etc.) constitue un apprentissage des mécanismes démocratiques et des règles qui leur sont implicites (ordre du jour, tour de parole, décisions à la majorité, etc.). Ces règles ne sont pas forcément connues de tous et leur apprentissage n'est pas sans conséquence pour la citoyenneté.



© Débora Nunes

Réunion pour discuter de l'organisation d'un événement dans le quartier.

- Dans la littérature actuelle sur la citoyenneté, ce concept est défini comme étant opposé à celui d'exclusion, la citoyenneté est traduite en urbanité et en engagement. Dans ce contexte, parler en même temps de citoyenneté et d'urbanisme prend une signification particulière, car l'acte de devenir partie prenante de l'avenir de la ville implique l'exercice et/ou l'apprentissage de la citoyenneté.
- Au-delà de tous ces présupposés, existe l'idée générale que les discussions sur l'urbanisme peuvent constituer, pour les habitants, un moyen effectif de prendre connaissance des enjeux de la société, parce que les formes d'organisation economico-sociale de celle-ci sont inscrites dans la forme et dans le fonctionnement de la ville (par exemple, l'inégalité sociale s'inscrit dans la forme de la ville à travers la ségrégation urbaine).

### ***Les influences théoriques***

L'idée à la base de la présente méthode d'intervention est la revendication d'un urbanisme participatif, qui propose d'intervenir dans la ville de façon démocratique. Pour ce faire, dans le cas spécifique de cette méthode, des influences théoriques sont présentes : l'étude de l'intellectuel qui intervient au sein des plus démunis (Antonio Gramsci), le travail accompli auprès d'eux (Paulo Freire) et le type de communication qui scelle les rapports entre partenaires (Habermas). Ces quatre références sont traitées brièvement ici.

### **L'urbanisme participatif**

L'urbanisation accélérée des cinquante dernières années et l'évolution politique du monde dans les années 1960 ont suscité la mobilisation des habitants pour défendre leurs intérêts. C'est ainsi qu'apparaissent sur la scène urbaine de nouveaux types de représentation des citoyens : associations, comités et conseils se sont constitués pour donner voix aux habitants lors des interventions dans leurs quartiers. Issues de ce mouvement, et à partir de l'initiative de militants, chercheurs et professionnels qui le soutenaient, plusieurs expériences d'urbanisme participatif ont été mises en route pour établir une logique plus proche du citoyen.

Le premier pays à se mettre dans la voie « participationniste » a été les États-Unis. Dans les années 1960, une nouvelle pratique s'impose dans les quartiers délabrés des grandes villes, pour faire face aux rénovations. Il s'agit de l'*Advocacy Planning*, une nouvelle dimension des urbanistes qui se veulent avocats des pauvres et des noirs, et tentent de les défendre lorsqu'ils sont menacés d'expulsion de leur territoire (Katan, 1979). Ces professionnels s'engagent ainsi auprès des habitants défavorisés et travaillent à partir de leurs avis et de leurs revendications. Des expériences inspirées ou proches de la pratique de l'*Advocacy Planning* se sont répandues dans le monde ; d'autres exemples de participation des habitants ont suivi en Europe, par exemple à Bruxelles (Belgique), Pavie et Bologne (Italie), Delft (Pays-Bas), Roubaix (France), etc.

Le mot participation rencontre des retentissements partout. Dans les pays riches il voulait d'abord signifier « donner le crayon aux habitants », avec le professionnel de l'urbanisme comme médiateur. Dans les pays pauvres la participation a un sens plus ample de répartition des pouvoirs de décision et pression sur l'utilisation de l'argent public. Cependant, dans tous les horizons, une partie de cette demande de participation a été dénaturée par les pratiques manipulatrices de municipalités ou de politiciens.

Au Brésil, la question de la participation aux décisions d'urbanisme s'est posée de façon plus importante dans les années 80, au moment de la redémocratisation du pays. Elle a pris alors une ampleur particulière et les mots de « participation » et de « citoyenneté » reviennent souvent dans le langage local. Dans un pays où le pouvoir de décision a été historiquement monopolisé par les représentants d'une élite économique très restreinte, la participation de la population signifie une démocratisation de ce pouvoir de décision. Au Brésil, on aborde difficilement une intervention urbaine sans s'interroger sur sa viabilité économique et sa priorité par rapport aux immenses demandes des habitants. Ainsi, faire participer les habitants aux décisions d'urbanisme veut dire, implicitement, leur donner du pouvoir afin de décider où et comment dépenser l'argent public. La participation est ainsi porteuse d'un espoir de changement des priorités d'investissement et d'action de l'État envers les nécessités de la population déshéritée.

La demande de participation des habitants a été en quelque sorte reconnue par la Constitution brésilienne de 1988. Celle-ci spécifie que les associations représentatives d'habitants doivent participer à la planification municipale. Cependant, ce sont les initiatives des municipalités dirigées par des anciens militants opposés à la dictature qui ont donné un sens concret à l'idée de participation. Ils l'ont soudée, dans la pratique, à l'idée de citoyenneté. Parmi les initiatives pionnières au Brésil on trouve l'expérience de débat public du budget de la ville de Porto Alegre.

### L'intellectuel organique gramscien

L'idée que, dans une situation donnée, une intervention extérieure est nécessaire pour sa transformation, vient du concept selon lequel *les idées ne « naissent » pas de façon spontanée dans le cerveau de chaque individu. Elles possèdent un centre de formation, d'irradiation, de diffusion, de persuasion ; un groupe d'hommes, ou même un individu qui les a élaborées et présentées sous la forme politique d'actualité* (Gramsci, 1966). Cela veut dire qu'il y a toujours un catalyseur des changements, car *une masse humaine ne se « distingue » pas, et ne devient pas indépendante « par elle-même », sans s'organiser (au sens large) ; et il n'existe pas d'organisation sans les intellectuels, c'est-à-dire, sans organisateurs et dirigeants* (Gramsci, 1966).

Une des innovations de Gramsci par rapport à d'autres révolutionnaires de son époque était sa préoccupation profonde d'une liaison étroite entre l'intellectuel organique et les opprimés. Le rôle des



Antonio Gramsci  
(1891-1937).

intellectuels organiques dans le sens gramscien est d'instaurer un *mouvement philosophique transformateur ensemble avec le peuple : Un mouvement philosophique mérité ce nom dans la mesure où, dans le travail d'élaboration d'une pensée supérieure au sens commun et scientifiquement cohérente, il n'oublie jamais de rester en contact avec les « simples », ou mieux, trouve dans ce contact la source des problèmes qui doivent être étudiés et résolus* (Gramsci, 1966). C'est ainsi que Gramsci a beaucoup nuancé les propositions révolutionnaires de l'époque : l'intellectuel organique était un catalyseur de changements et non pas l'avant-garde « illuminée » qui arrive avec un projet prêt à l'usage, devant être appliqué sans contestation. La nouveauté de Gramsci par rapport à la pensée militante de son époque était la profondeur avec laquelle il pensait à la nécessité d'une réforme intellectuelle et morale : *toute relation d'hégémonie est nécessairement une relation pédagogique* (Gramsci, 1966).

Il tenait compte du caractère hétérogène du « bloc historique », et de la façon dont il serait possible d'entretenir des rapports en son sein : les idées de base de ses rapports seraient la négociation et le compromis. Dans l'esprit de ces idées, Gramsci a créé encore deux concepts qui seront utiles dans l'exercice de l'interférence dans le quartier : le « consentement actif » et la « volonté col-

lective ». Le « consentement actif » serait l'attitude d'approbation consciente et de participation à un projet basée sur des compromis de la part de chacune des personnes concernées : *Qui consent s'engage (...) d'être en tête d'un travail actif et responsable* (Gramsci, 1966). La « volonté collective » serait l'objectif atteint après une démarche de négociation d'intérêts entre les sujets du projet hégémonique : *le fait de l'hégémonie présuppose indubitablement qu'il faut prendre en compte les intérêts et les tendances des groupes sur lesquels l'hégémonie sera exercée* (Gramsci, 1976).

### La communication d'intercompréhension d'Habermas

Nous pensons que, pour la réussite du processus participatif, la question de la communication entre les habitants, les animateurs, les techniciens et les autorités publiques était fondamentale. Comment rendre possible un rapport d'égalité, sans manipulations, dans un climat d'entente et en envisageant des accords ? Comment réussir à ce que le rapport « intellectuel/groupe » ne dérive pas vers le rapport « dirigeant/dirigé », trop voisin de celui de « dominant/dominé » ? Pour éviter ces écueils, nous avons affronté ce problème en utilisant certains concepts d'Habermas.

L'approche habermasienne de la communication consiste à classer les rapports communicationnels en deux types : la communication qui vise un accord partagé entre les interlocuteurs (intercompréhension), et celle qui est orientée vers



l'obtention de l'accord chez l'interlocuteur (stratégique). Habermas définit l'intercompréhension comme un *processus d'entente entre des sujets capables de parler et d'agir (...) comprenant de la même façon une expression langagière*. Il ajoute encore que *les processus d'intercompréhension visent un accord qui satisfasse aux conditions d'un assentiment, rationnellement motivé, au contenu d'une expression*. Dans la communication stratégique, qui n'est pas un rapport d'entente, l'accord peut être obtenu par la manipulation d'un des interlocuteurs, car le succès est son objectif (Habermas, 1987).

Pour Habermas, l'accord qui survient lors d'une communication d'intercompréhension est un accord construit, en contraste avec l'accord « obtenu » par la communication orientée vers le succès.

Cette différenciation renvoie aux participants de la communication : dans le premier cas il s'agit d'un rapport SUJET – SUJET et dans le deuxième, d'un rapport SUJET – OBJET. Cependant, dans l'expérience concrète, il n'est pas aisé d'identifier les types de communication : il y a toujours une certaine ambivalence (communication stratégique et inter-compréhensive).

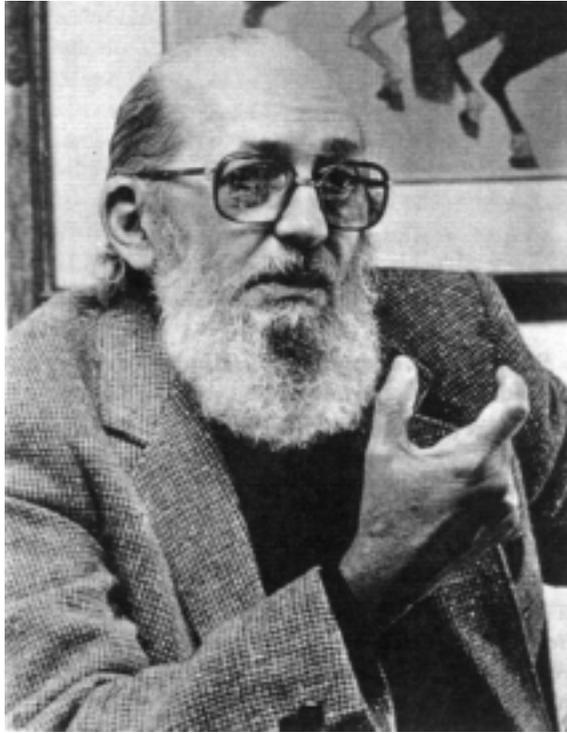
La différence entre les deux types de communication est surtout identifiée par leur prépondérance : dans l'intercompréhension on dépasse l'ambivalence, qui peut être maintenue dans le stratégique. L'évaluation du dépassement de l'ambivalence est une question interprétative ; elle ne fournira pas des certitudes « quantitatives ». On est dans le domaine de la compréhension. La distinc-

tion faite par Habermas entre les deux actions renvoie au contexte et à l'intention du locuteur.

Yves Jeanneret, dans un article sur Habermas, résume parfaitement l'idée que rendent les écrits de cet auteur, utiles à la construction de la méthodologie d'intervention, objet de ce livre : *Tenir l'autre pour un sujet et non pour un objet, c'est ce qui distingue l'agir communicationnel d'une simple manipulation*<sup>1</sup>. L'apport théorique d'Habermas s'est fait ainsi dans deux domaines comme une des inspirations de la méthode participative et comme une des bases d'analyse du déroulement du processus de participation. Sur le terrain, les concepts d'Habermas ont été utilisés pour observer comment se passait la communication entre les intervenants et les habitants, ainsi que d'autres rapports dans le quartier. Le fait qu'il y ait des participants ayant un statut préalable qui leur confère plus de pouvoir qu'aux autres participants peut s'avérer un obstacle à l'intercompréhension. Pour cela, l'idée de caractériser la communication inter-compréhensive s'impose comme objet d'intérêt.

Selon mon interprétation, les conditions nécessaires pour qu'il existe un rapport d'intercompréhension entre les partenaires d'un processus participatif peuvent être résumées ainsi :

1. Jeanneret, Yves. *Jungen Habermas – La communication, fondement du social*. Revue « Sciences Humaines », n° 20, août/sept 1992.



Paulo Freire (1921-1997).

© Arquivo de Moacir Godotti

1. Les partenaires se reconnaissent mutuellement comme des sujets et désirent l'échange.
2. La recherche de l'entente est le moyen choisi pour construire l'accord, donc, il n'y a pas d'imposition des points de vue : la communication entre les partenaires n'utilise pas les arguments d'autorité et de pouvoir.
3. Une compréhension mutuelle du langage des uns et des autres est essentielle à l'intercompréhension. Ainsi, l'étape préalable d'écoute et d'apprentissage mutuels du langage de l'autre est indispensable, tout comme la construction d'un savoir commun à travers les échanges, les activités collectives, etc.
4. Les convictions acquises au cours du processus sont basées sur l'exigence réciproque de validité dans trois domaines :

- Vérité : La possibilité de vérification, dans le monde objectif, de ce que disent les locuteurs est toujours présente car les arguments partent de la rationalité et de la possibilité de réfutation.
- Justesse : c'est dans le monde social, donc dans la légitimité morale de chacun que l'on cherchera la validité de ce qui est dit.
- Sincérité : L'authenticité de ce qui est dit par rapport au contexte personnel.

### La pédagogie de l'opprimé de Paulo Freire

La troisième influence théorique – et la plus importante – décisive dans cette élaboration de la méthodologie d'intervention est celle de la « Pédagogie de l'Opprimé » de Paulo Freire. La pédagogie créée par cet éducateur brésilien reflète un moment important de la pensée engagée typique des années soixante ; à cette époque, le Brésil vivait une période d'intense mobilisation pour des réformes structurelles devant permettre de mettre un terme aux injustices sociales et à l'oppression. Freire participait à ce moment à l'histoire du pays et critiquait la pratique de l'éducation existante, se reposant sur le lien entre le manque d'alphabétisation du peuple et le retard du développement du pays.

Paulo Freire considérait l'éducation régnante à l'époque comme une éducation « bancaire », dans laquelle le professeur avait un « dépôt » de connaissance du professeur envers l'élève. Ce rapport était basé sur l'existence d'une hiérarchie écrasante entre le « maître » et l'élève, conçu comme un mendiant du savoir. Freire proposait une « éducation de problématisation » où l'élève, situé dans son contexte et reconnu avec sa richesse particulière et son savoir-faire, était incité à la créativité et à une attitude critique. Dans cette démarche, fondée sur le dialogue, l'apprentissage devait être effectué conjointement par l'éducateur et l'éduqué.

Pour lutter contre l'analphabétisme répandu

dans le pays, Paulo Freire a créé une méthode qui proposait d'alphabétiser des adultes en 40 heures de discussion dans les « Cercles de culture ». Les débats devaient être animés par un « coordinateur de débats » apte au dialogue, et non pas par un « maître ». Les bases pratiques de la méthode freirienne d'alphabétisation sont les suivantes :

1. L'alphabétisation doit sortir de la vie quotidienne de l'élève dans un processus où il est le sujet et non pas un objet. Ainsi, les « mots-générateurs » de débats et d'apprentissage dans le Cercle de culture doivent sortir de « l'univers vocabulaire » des alphabétisés.

2. Le moyen pour l'alphabétisation est le dialogue, ainsi il faut créer des situations existentielles typiques de la vie des alphabétisés pour promouvoir le débat et inciter à la parole les participants du groupe.

3. L'objectif fondamental est le passage de la conscience magique, à la conscience critique, en dépassant aussi la conscience naïve<sup>2</sup>. Les objectifs à atteindre sont l'alphabétisation et la « conscientisation ».

C'est ainsi qu'alphabétiser serait « rendre la parole » à l'alphabétisé, et arriver avec lui à la « conscientisation ». Pour Weffort<sup>3</sup>, *l'alphabétisation et la conscientisation ne se séparent jamais. Ce principe, d'ailleurs, n'a pas besoin d'être limité à l'alphabétisation, puisqu'il est applicable à tous les types d'apprentissage*. En effet, l'apprentissage de la citoyenneté dont il est question est très proche de ce que Freire a appelé « *concientização* ». La conscientisation est



© Débora Nunes

L'auteur utilise la méthode d'alphabétisation de Paulo Freire.

un mot clé de la pédagogie de Paulo Freire puisqu'il renferme tous ses concepts de base. Selon lui *la conscientisation implique que nous surmontions la sphère d'appréhension spontanée du monde, pour arriver à une sphère critique dans laquelle la réalité devient un objet passible de connaissance et dans laquelle l'homme assume une position épistémologique (...), la conscientisation est un compromis historique (... elle) ne peut pas exister hors de la praxis, c'est-à-dire, sans l'acte action-réflexion. Cette unité dialectique constitue, de manière permanente, le mode d'être et de transformer le monde qui caractérise les hommes* (Freire, 1979 (2)).

Dans ses ouvrages, Paulo Freire dépasse le simple constat de l'existence de l'oppression ; il

2. Conscience magique, ou intransitive : l'homme voit la réalité, les faits comme une force supérieure, et devient fataliste. Conscience naïve : l'homme se croit supérieur aux faits, les interprète comme il le veut, et devient fanatique. Conscience critique : l'homme voit la réalité dans ses relations causales et circonstancielles et peut ainsi agir d'une façon flexible, analytique. Ainsi, il s'insère dans la réalité et ne s'adapte pas, ni ne se soumet.
3. Dans la préface *Reflexões sociológicas sobre uma pedagogia da liberdade*, de l'ouvrage de Paulo Freire, *Educação como prática da liberdade*. Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1985, 16<sup>e</sup> édition.

révèle les mécanismes psychologiques qu'elle produit chez les opprimés. Il s'agit d'un mépris de soi, qui est dû à l'introjection des idées que les oppresseurs ont du peuple. L'opprimé intériorise l'idée qu'il est un être inférieur, s'identifiant ainsi aux gagnants, et veut paraître avec eux. C'est l'« adhésion » au dominant, où les opprimés « hébergent en eux l'opresseur<sup>4</sup> » et sont poussés à une dépendance émotionnelle.

Ainsi, dans la pratique pédagogique, il faut briser ce mécanisme d'identification et de dépendance de l'opprimé envers l'opresseur. Cet acte ne peut pas être purement intellectuel, il doit aussi être pratique, lorsque l'opprimé prend la parole et reconnaît la valeur de son action dans le monde qu'il transforme, même modestement, jour après jour. Dans la mesure où il se rend compte de sa condition d'opprimé et de sa valeur en tant qu'être humain, il a envie de changer l'état des choses. C'est la conscientisation.

Paulo Freire souligne souvent que la conscientisation n'est jamais donnée, qu'elle n'est pas le fruit de la répétition des mots d'ordre, qu'elle est toujours construite en chacun, à travers son rapport avec les autres. Il rappelle aux leaders révolutionnaires, ainsi qu'aux éducateurs, que leur engagement dans la lutte a été précédé de leur conviction de la nécessité de lutter : « c'est votre insertion lucide dans la réalité, dans la situation historique, qui vous a amenés à la critique de cette situation et à l'élan de la transformation ». L'éducation critique, souligne-t-il, comprend ainsi la conscientisation. Dans le tableau ci-dessous, j'ai tenté de faire une synthèse des idées de Paulo Freire en y présentant le mouvement, toujours souligné par Freire, du passage possible d'une situation d'oppression à une autre de libération. Ce passage s'accomplit dans des échelles variées (individu, société, conscience), qui ont été prises en compte.

Synthèse des constats et des propositions de Paulo Freire

<i>Individu</i>		<i>Société</i>		<i>Conscience</i>	
Objet/massification	Sujet/humanisation	Société fermée	Société ouverte	Conscience intransitive	Conscience transitive (qui demande un complément)
Contacts dans le monde	Contacts avec le monde	Aliénation	Participation	Instinct et émotion Simplification	Intellect et Problématisation
Réactions : non-réflexives et figées	Réactions : réflexives, dynamiques et plurielles	Solutions importées	Études et projets propres	Absence de compromis	Responsabilité
Aujourd'hui constant	Historicité	Pessimisme	Auto confiance	Explications fabulatrices	Principes causals
Abstention	Interférence	Sectarisme	Tolérance	Polémique	Dialogue

### *Différences entre la pauvreté au Brésil et l'exclusion en Europe*

Avant de passer au contexte matériel et anthropologique du quartier, il est nécessaire d'avoir une introduction, à l'usage du lecteur européen, sur la différence entre le sens donné à la notion de pauvreté, au Brésil et en Amérique latine, et la notion d'exclusion, dans le sens européen du terme. La pauvreté se distingue de l'exclusion sur plusieurs points, et, pour bien comprendre le contexte de l'expérience, il ne faut pas voir la situation seulement à la lumière des concepts dérivés de la situation sociale européenne.

Pour dresser un cadre comparatif, j'ai utilisé l'ouvrage collectif coordonné par Paugan (1996) qui, dans le contexte de l'Europe, voit des différences manifestes dans les concepts d'exclusion et de pauvreté. Pour lui, « le paupérisme caractérisait l'entrée dans la société industrielle, avant les conquêtes sociales et les régulations étatiques "alors que" l'exclusion traduit la crise structurelle de ses fondements, après plusieurs décennies au cours desquelles la misère semblait avoir disparu ».

4. Cette affirmation est proche de celle de Marx, du *Manifeste Communiste*, qui dit que l'idéologie de la société est l'idéologie de sa classe dominante.

En termes concrets, les deux situations sont caractérisées par la précarité de l'emploi, l'absence de qualification, le chômage et l'incertitude de l'avenir. L'espace de l'habitat est aussi une caractéristique commune des pauvres et des exclus, malgré les différences matérielles et technologiques entre la cité « chaude » de la banlieue parisienne et la favela brésilienne. Ce qui les rapproche c'est le fait qu'elles soient localisées généralement loin des centres villes et sont souvent perçues d'une manière négative.

La plus grande différence vient du contexte moral et social des pauvres et des exclus. Comme toile de fond, il y a le fait que la pauvreté est un phénomène plutôt « héréditaire », c'est-à-dire que seuls les enfants des pauvres risquent d'être pauvres, alors

que l'exclusion est plus large, elle est un processus pouvant conduire une large frange de la population à la misère matérielle et morale. Pour Paugan, dans l'ouvrage cité, l'exclusion est due à un cumul de handicaps et à une rupture progressive des liens sociaux qui exposent tous ceux qui vivent en situation d'instabilité (chômage, travail précaire, rupture conjugale, difficulté d'accès au logement) au risque de marginalisation. Cette différence d'échelle – la pauvreté numériquement étendue, mais socialement circonscrite, l'exclusion restreinte numériquement, mais socialement large – est accompagnée d'une différence de contexte qui rend la souffrance morale de l'exclusion plus importante, à notre avis, que celle de la pauvreté.

La différence que j'ai établie ici entre l'état

moral des gens qui vivent la pauvreté et ceux qui vivent l'exclusion est basée d'un côté sur les discours sur l'exclusion en France et ce que l'on connaît au Brésil et, d'un autre côté, sur ce que j'ai perçu dans le quartier de Vila Verde. Je n'ai pas observé, dans le quartier populaire où j'ai travaillé, les symptômes classiques d'exclusion dont on parle partout en France – le sentiment de solitude, d'ennui, de vide de l'existence, d'amertume. J'y ai trouvé le sentiment d'abandon, le fatalisme, la révolte, la vie au jour le jour, mais pas la détresse morale. Et, comme je l'ai signalé pour Salvador, j'y ai trouvé aussi la joie de vivre. Ceci n'est pas un discours pour attirer les touristes, mais une réalité, que ce soit à la plage ou dans la favela.

Cadre comparatif entre les notions de pauvreté et d'exclusion.

<i>ÊTRE EXCLU — dans l'Europe d'aujourd'hui</i>	<i>ÊTRE PAUVRE — dans le Brésil d'aujourd'hui (similitudes avec le XIX<sup>e</sup> siècle en Europe)</i>
Sentiment d'être hors de tout, hors de la société de consommation.	Sentiment d'appartenir à une majorité — au peuple.
Perte d'identité. Honte de la défaite sociale.	« Conscience d'intégration périphérique », inconscience, ou, moins souvent, identité en tant qu'exploités par les riches.
Manque de perspectives collectives, désintérêt pour la politique et distanciation par rapport aux questions religieuses.	Espoir religieux d'une récompense dans une autre vie ou vie au jour le jour, ou, moins constant, rêve ouvrier d'une société plus juste qui pourrait être fondée.
Sentiment de défaite vis-à-vis du fait que la génération précédente avait plus de réussite sociale et économique.	Impression de suivre une destinée de pauvre héritée des parents ou, parfois, le sentiment de quelques améliorations par rapport à la génération précédente.
Faibles liens et indifférence.	Esprit grégaire de l'entourage, solidarité de voisinage.
Perte des liens sociaux dans la détresse. Contact avec une famille très réduite et moins engagée.	Soutien familial dans la détresse. Liens maintenus avec une parenté large, avec le sentiment de devoir envers la famille.
Proximité physique des riches et de la classe moyenne : sentiment d'être démuné par rapport à la consommation partout présente. Énormité de l'offre de consommation.	Pour une grande partie, distance physique des riches et de la classe moyenne, mais présence d'un sentiment d'être démuné devant la sollicitation à la consommation encouragée par les médias.
Absence de vie sociale, perte des traditions.	Vie sociale parallèle au mode de vie des riches : fêtes populaires, traditions.
Moindre souffrance matérielle (comparative).	Grande souffrance matérielle.

## Contexte matériel de l'expérience

### *Le Brésil*

Au Brésil, la concentration des richesses est l'une des plus fortes du monde. L'héritage de l'époque coloniale (jusqu'à 1822) – la concentration des terres et l'esclavage – est une des origines de l'inégalité en général et de la pauvreté des descendants d'esclaves en particulier. L'industrialisation venue après la République (1889) n'a pas radicalement changé la société duale de maîtres et d'esclaves, même si elle a contribué à l'urbanisation foudroyante et à la création d'une classe moyenne presque inexistante auparavant. Tout est changé et rien n'est changé depuis un siècle car il n'y a jamais eu un vrai État providence pour remettre en cause le modèle de richesse concentrée et de misère généralisée.

Dans les dernières décennies, pendant la période de la dictature militaire, le processus de modernisation s'est accéléré ; le pays est devenu la septième puissance économique du monde, mais la concentration de richesses a été encore plus aiguë qu'auparavant. En 1999, le PIB brésilien est d'environ 800 milliards de dollars (soit environ cinq mille dollars par habitant), alors que le salaire minimum mensuel n'est que d'environ 100 dollars. Bien plus, la précarité des emplois et l'ampleur du marché informel font que même ce salaire, et les

garanties sociales minimales acquises au fil du temps, ne sont pas accessibles à tous.

Comme on le verra plus tard, l'ensemble de ces données sur l'inégalité pèse lourd dans le déroulement de l'intervention. Il s'agit de membres d'une « élite » retrouvant dans le quartier une conjonction de facteurs liés à la pauvreté – bas revenus, faible scolarité et une forte présence de population métisse. Ainsi, l'expérience-pilote sera vue à plusieurs reprises comme le côtoiement de deux mondes, celui des pauvres et celui des riches. Le rapport intervenant/habitant, qui reflète cette dualité du pays sera donc un élément essentiel dans nos analyses.

La société duale apparaît aujourd'hui de façon flagrante dans les villes, où l'opulence et la haute technologie côtoient la pauvreté et le retard socio-économique. Les gratte-ciel frôlent les maisons en carton ; les communications e-mail coexistent avec les lettres qui n'arrivent pas aux destinataires en raison de la boue qui envahit des rues de quartiers pauvres empêchant le facteur d'accéder aux maisons ; les machines sophistiquées de contrôle automatique du trafic attachées aux poteaux des feux rouges suscitent l'intérêt des enfants, mais c'est dans le but de mendier auprès des automobilistes arrêtés. Ce cadre a été bien exprimé par le néologisme « Belíndia » créé par Delfin Neto : cet ancien Ministre de l'Économie de la période militaire reconnaissait à travers ce mot que le Brésil était à la fois la petite Belgique développée et l'immense Inde pauvre. Cette expression peut être actualisée,

dans le monde néolibéral globalisé, par l'image des décorations lumineuses de Noël qui ornent les façades des immeubles riches ainsi que celles des baraques des bidonvilles : les unes, venues des États-Unis ont été achetées dans les imposants « shoppings centers » (centres commerciaux) vitrés ; les autres, venues de Chine, l'ont été dans des magasins improvisés dans les rues des centre-villes.

Pour maintenir ce cadre d'inégalité potentiellement explosif, la tradition politique brésilienne a mélangé autoritarisme et paternalisme (Leal, 1975). Les rapports entre les pauvres et les riches, les puissants et les « faibles » sont fondés sur ce double support (Freire, 1982). Depuis l'esclavage jusqu'à certains rapports politiques d'aujourd'hui, on retrouve cette formule : « moi je te rends service, toi tu me restes fidèle ». Dans les rapports de pouvoir observés à Vila Verde, cette caractéristique a toujours été présente. Il va de soi que ce vécu de l'autoritarisme et du paternalisme est contraire à la participation et à l'autonomie présupposant l'idée de citoyenneté ; c'est ainsi que pour maints observateurs, la citoyenneté est une construction non accomplie au Brésil (Santos 1987 ; Da Matta, 1986 ; Santos, 1978).

Le Brésil a repris la voie démocratique après les grandes campagnes civiques des années 80, tout en continuant à être un des pays les plus inégaux du monde. Ce sont les mouvements qui existent aujourd'hui, de contestation plus quotidienne et plus pratique de la société duale, qui mettent plus profondément en cause le modèle brésilien de

société. Ils cherchent « la citoyenneté pour tous » et apparaissent plutôt au niveau local, alors qu'existe au Brésil une importance grandissante des pouvoirs locaux, se constituant ainsi en expériences et pratiques alternatives. Ces mouvements et mairies ont été dirigés maintes fois par des personnalités politiques et des militants des mouvements sociaux actifs dans les dernières décennies. Notre expérience dans le quartier de Vila Verde, à Salvador de Bahia, appartient à ce mouvement où des petites réussites viennent au grand jour pour montrer une autre voie de développement, celle qui est faite avec la participation du peuple.

Il semble que la société brésilienne soit en cours de changement. Après la tourmente de l'inflation galopante, le pays retrouve le temps et la capacité de regarder ses misères. Il y a une sensibilisation croissante aux problèmes sociaux, peut-être parce qu'ils se posent même en dehors des quartiers pauvres et dégénèrent en violence urbaine. La réforme agraire qui était, il y a 20 ans, un mot d'ordre subversif, « chose des communistes », est maintenant une question nationale et des sondages montrent que la majorité de la population brésilienne l'approuve. Récemment, la société civile a soutenu un grand mouvement de solidarité aux plus démunis, appelé « Campagne contre la faim et pour la citoyenneté<sup>5</sup> ». Les problèmes de racisme et de violence policière, qui touchent plutôt les pauvres, occupent davantage de place dans les journaux. La question de l'environnement se rallie de plus en plus à celle des conditions de vie de la

population pauvre. Des ONG sont créées partout dans le but de contribuer à changer le cadre du pays, et des expériences liées à l'Université (comme celle-ci) deviennent plus courantes.

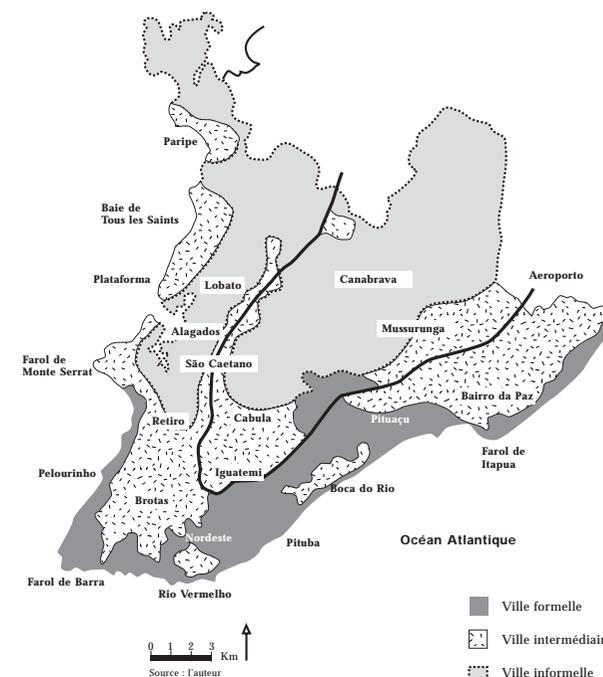
## Salvador

Salvador a été la première ville et la première capitale du Brésil (1549 à 1763) et pendant trois siècles sa plus importante agglomération urbaine. Aujourd'hui, Salvador est la troisième municipalité brésilienne en population (2 209 465 habitants), après São Paulo et Rio de Janeiro. Située dans la région la plus pauvre du Brésil, le « Nordeste », elle est la capitale de l'état de Bahia, le plus développé de la région, et a le sixième PIB parmi les 26 états brésiliens. Salvador est une métropole régionale moderne, où les classes défavorisées ont été rejetées à la périphérie, mais où il existe aussi des îlots de pauvreté à côté des quartiers riches.

On peut dire, d'une manière schématique, que Salvador est divisée, en termes urbanistiques, en ville « formelle », ville « intermédiaire » et ville « informelle ». Cette division n'est pas entièrement inscrite dans l'espace urbain, mais la carte ci-jointe illustre, en gros, la distribution de ces « secteurs » urbains.

*La ville « formelle »* est constituée de la pointe de la péninsule vers les terres de la côte nord-est de l'océan Atlantique. Elle présente un cadre urbain bien desservi par les infrastructures, avec tout le confort moderne en commerces et services, avec

Schéma des conditions urbanistiques et sociales dans la ville de Salvador



5. Selon l'institut de sondages IBOPE (déc./93 et juin/94), 62 % de la population étaient au courant et 11 % des Brésiliens se sont engagés directement dans la campagne, dite « de Betinho », nom de son inspirateur, ancien militant contre la dictature militaire.



© Débora Nunes

une architecture de niveau esthétique et technologique bien plus élevé que dans le reste de la ville. De nombreuses tours se dressent, et on y voit de beaux quartiers. Dans cette partie de la ville se concentrent tous les équipements qui font de Salvador une métropole moderne ; c'est là que circulent la classe moyenne et les riches. Ces quartiers représentent la vitrine extérieure de la ville, mais c'est aussi l'image qu'a l'élite de Salvador, comme si le reste n'existait pas.

*La ville « intermédiaire »* est située au bord de la baie et à l'intérieur de la deuxième bande de la côte atlantique. Les habitants ont des revenus bas mais qui leur permettent d'avoir une vie stable. On y voit des quartiers populaires et moyens, où l'on

peut remarquer plusieurs grands ensembles, ainsi que des quartiers d'urbanisation ancienne (surtout au bord de la baie), et d'anciens quartiers d'« invasion », ayant pu évoluer avec le temps. Les services publics sont intermittents, mais ils existent. L'infrastructure est plus ou moins présente, les maisons sont modestes, mais solides et confortables.

*La « ville informelle »* se concentre dans le « Miolo » (noyau) du triangle qui forme la ville. Une partie importante de cette région urbaine n'est pas encore très densifiée et ses liaisons avec les régions les plus densifiées de la ville sont faibles. Elle est composée des favelas et des invasions les plus récentes. Le cadre urbain est caractérisé par une occupation désordonnée, par l'inexistence

La ville « intermédiaire » est située au bord de la baie.



© Débora Nunes

Pituba, un quartier de Salvador.



d'infrastructures, la défaillance des services publics et l'insalubrité des maisons. La population qui y habite est composée, dans la plupart des cas, de chômeurs, de travailleurs du marché informel, et de ceux qui occupent les places les plus humbles du marché du travail formel. La taille de la ville informelle à Salvador varie de 30 à 40 % du total de la ville, selon les sources.

Cette description générale de la ville en trois parties est certainement une simplification de la réalité. Pour faire un schéma des conditions urbanistiques et sociales de la ville, j'ai utilisé une carte des prix de terrains (Carvalho, 1997), une carte des invasions à Salvador (Gordilho Souza, 1990), les données sur les revenus de la population (voir

Ci-dessus, favela, ville informelle.

Ci-contre, groupe d'appartements, ville intermédiaire.



contexte social plus loin), le cadre des services publics (IBGE), et, accessoirement, l'observation personnelle.

En plus de la défaillance relative des services publics, Salvador présente un cadre de conditions de vie encore plus défavorable pour la population pauvre. Une bonne partie de cette population habite dans les vallées et sur les pentes de la ville, qui sont les surfaces les moins disputées par le marché immobilier. Ces zones sont considérées à haut risque, puisque les glissements de terre y sont fréquents. Les vallées aussi sont dangereuses car, à l'époque des pluies, elles reçoivent les débris provenant des glissements et subissent des inondations.

Les accidents à Salvador ont deux causes : l'une naturelle et l'autre urbanistique. La conjonc-

tion de fortes pluies (concentrées essentiellement durant les mois de mars, avril et mai) liées à l'existence d'un escarpement dû à une faille et à un sol friable est la cause naturelle. La cause urbanistique est l'occupation désordonnée de ces pentes. Lors de la construction des « maisons », l'aménagement du terrain n'est pas fait de manière correcte, pour permettre l'écoulement des eaux et ne pas surcharger le sol. Il y a destruction de la protection végétale naturelle des versants, coupure des pentes de façon abrupte et sans remparts de protection (pour construire ou agrandir les maisons) et dépôt des déchets ménagers sur le trajet naturel d'écoulement des eaux de pluies.

Le nombre de glissements de terrain dus à l'occupation inadéquate des collines escarpées s'est accru dans les dernières décennies du fait de l'urbanisation accélérée. De temps en temps, la ville est lieu de tragédies à l'époque des pluies : les inondations dans les rues et avenues provoquent le chaos dans la ville « formelle ». Dans la partie « intermédiaire » de la ville il y a, parfois, des écroulements de maisons anciennes. Cependant ce sont les quartiers pauvres de la ville « informelle » qui subissent les plus grands dégâts, dus à la précarité des constructions. Dans ces lieux, les glissements de terrain ensevelissent des maisons et provoquent aussi l'effondrement d'édifices qui tombent les uns sur les autres. Conséquences : des morts, des centaines de blessés, des familles sans abri, des pertes de biens familiaux, le désespoir. C'est ce qui s'est passé avec les familles de Vila Verde.



© Débora Nunes

La Mairie a ignoré pendant longtemps les écroulements puisqu'il s'agit d'une question de l'urbain périphérique, qu'elle n'a jamais pris sérieusement en considération. Entre autres, affronter le problème des glissements de terrain dans les versants implique des interventions de grande portée, devant être planifiées et gérées minutieusement. Cela n'est pas aisé pour une institution qui n'a pas une tradition d'action continue, car il faut déménager les familles en danger vers d'autres quartiers, et réaliser des ouvrages longs à construire et coûteux. Comme la Mairie intervient dans la ville principalement d'une façon ponctuelle et dans l'urgence, le problème s'éternise.

Le nombre de glissements de terrain dus à la construction de maisons est en augmentation.

Quelques chiffres vont permettre de donner un cadre précis des conditions de vie de la population de Salvador, qui est un échantillon plus ou moins représentatif de ce qui se passe au Brésil. Tout d'abord, il faut garder en mémoire que dans la Région Métropolitaine de Salvador (RMS), les 10 % les plus riches concentrent 52,6 % des revenus alors que les 10 % les plus pauvres détiennent à peine 1,3 %<sup>6</sup>.

Cependant, Salvador est une ville particulière, puisque à côté de la grande pauvreté de sa population, elle a la réputation d'une ville où règne la joie de vivre, avec la danse et les rythmes de la culture populaire, et qui est riche de la beauté du site et de son patrimoine architectural. Cette apparence joyeuse est due à l'organisation urbaine de Salvador, dont le secteur « formel » se développe non loin de belles plages et cache derrière lui les favelas et invasions. Néanmoins, celui qui vit pendant quelque temps parmi la population d'un de ces quartiers misérables se rend compte qu'il ne s'agit pas seulement d'une apparence, mais qu'il y a en effet cette portion de joie « presque gratuite » à Salvador, qui révèle une « pauvreté plus sûre d'elle-même, plus gaie, moins triste » (Faria, 1980)<sup>7</sup>.

Il y a certainement un penchant pour jouir de plaisirs simples qui sont aussi à l'origine de la créativité et de la vivacité de la culture populaire. Il est difficile de dire si l'explication de cela tient au climat, au métissage, à la spontanéité dans les rapports humains, ou à d'autres facteurs, mais il m'a

paru utile de signaler ce constat avant de passer aux données qui montrent la pauvreté existant dans la ville.

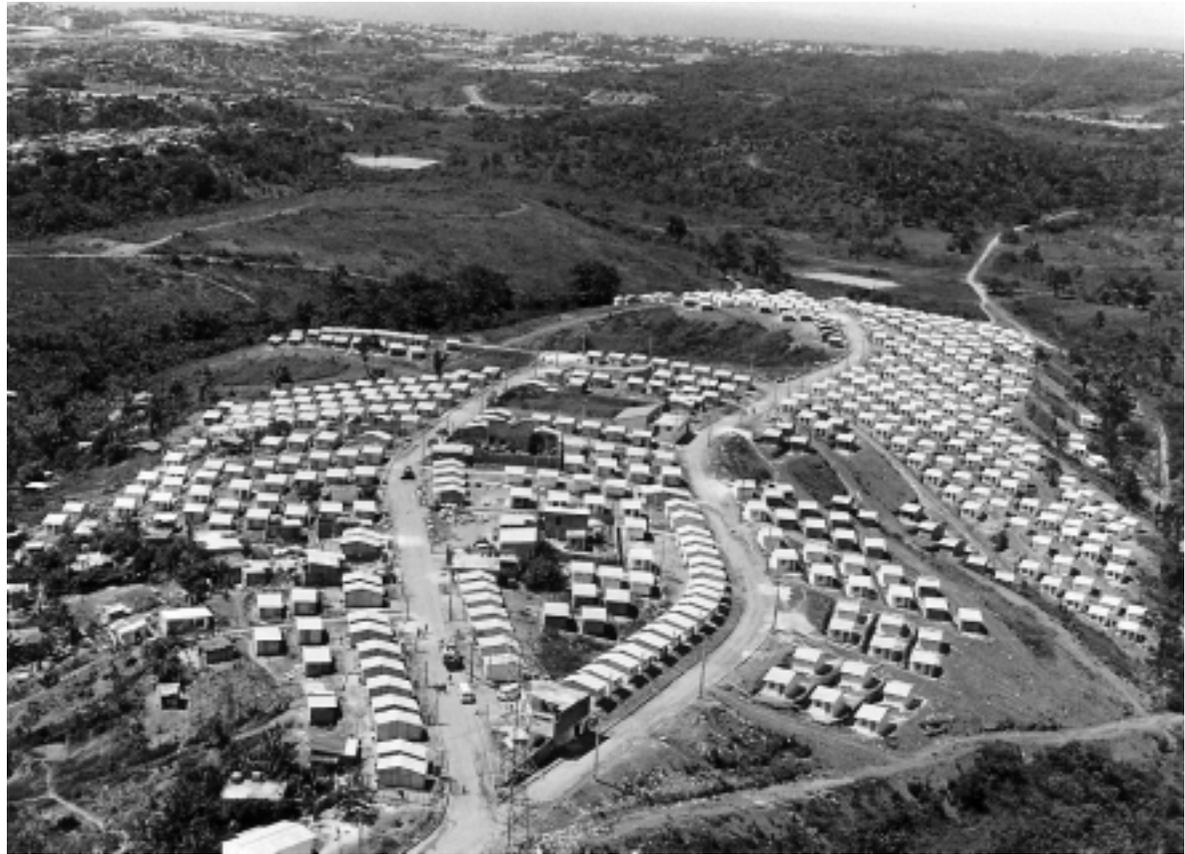
Le taux de chômage total dans la Région Métropolitaine de Salvador, en février 1997 est de 19,9 %. Ce chiffre est encore aggravé par le fait qu'il n'y a pas de protection sociale réelle au Brésil. Parmi les chômeurs, seulement une partie très restreinte reçoit une assurance chômage pendant sept mois, les autres sont abandonnés du point de vue institutionnel. Selon les données du gouvernement de l'État, le taux de précarité, c'est-à-dire, l'addition des sans-emplois et de ceux ayant un revenu inférieur à 100 dollars par mois (environ un salaire minimum) s'élève à 31,71 % de la population économiquement active<sup>8</sup>.

Si l'on prend les données par domicile, on voit que les familles « indigentes » – celles qui ne peuvent pas alimenter leurs membres décemment – représentent 11,95 % du total. Les familles pauvres, considérées ici, sont celles dont le revenu total de leurs membres reste compris dans la tranche entre un et cinq salaires minimums, qui représentent 54,55 %. La classe moyenne, c'est-à-dire les familles qui gagnent entre six et vingt salaires minimum, représentent 30,82 % du total, et les familles riches ayant des revenus supérieurs à vingt salaires minimum, 9,8 %.

Pour compléter le panorama actuel de la pauvreté et de l'inégalité, nous pouvons ajouter des données qui témoignent de la difficulté de changer ce cadre dans l'avenir : la plupart des emplois de la

6. Revue « Analise & Dados Bahia », page 9, Salvador, 1996. Ce cadre s'est amélioré quelque peu depuis 1993, inversant une tendance consolidée depuis plusieurs décades. Cette inversion est due à la stabilisation économique consécutive au Plan Real qui a entraîné aussi la chute des emplois formels dans la ville. L'immense inflation brésilienne touchait surtout les pauvres qui n'avaient pas d'indexation des salaires, contrairement aux classes moyennes et aisées. Celles-ci pouvaient perdre moins avec l'inflation, grâce aux comptes bancaires rémunérés par jour existants à l'époque, ou même gagner beaucoup avec l'inflation si elles avaient de l'argent à mettre sur le marché financier.
7. Plusieurs chercheurs et écrivains, dont Jorge Amado, ont déjà fait cette observation, que Vilmar Faria a résumé ainsi : « Pour le visiteur occasionnel (...de Salvador...) l'impression persiste toujours qu'il est devant une pauvreté facile et joyeuse, peu ressentie, coquine, sinon dédaigneuse du bien-être moderne (...). Même pour le chercheur le plus attentif, s'il n'est pas baianais, il n'est pas facile de comprendre le sens, l'ampleur et la profondeur de la pauvreté. (...) Une grave erreur serait de se maintenir dans ce plan, soit pour le dénoncer comme une mystification, soit pour s'émerveiller de cette pauvreté heureuse » (page 23, traduction de l'auteur).
8. Revue « Analise & Dados Bahia », page 132, Salvador, 1996.

Vue aérienne de Vila Verde.



© Débora Nunes

ville sont dans le tertiaire (83,7 % de la population) qui conserve des vestiges de rapports esclavagistes, car une grande partie des employées de maison habitent encore chez leurs patrons, ce qui fait qu'elles peuvent être sollicitées à tout moment. L'emploi domestique nous intéresse particulièrement parce qu'il constitue pratiquement l'unique option d'emploi pour les femmes du quartier de Vila Verde.

### *Le quartier de Vila Verde*

Le lotissement est situé à Mussurunga, dans la région appelée « Miolo de Salvador » où se concentrent la plupart des favelas et invasions de Salvador et où existent encore plusieurs espaces ayant une apparence presque rurale.

Le quartier d'accueil est situé au milieu d'une grande ferme. Cette situation rend le climat agréable, très aéré ; de certains endroits on peut apercevoir la mer, et il y a de la verdure partout. Une

rivière coule à un kilomètre du quartier, et divers chemins, passant par les champs non cultivés, mènent à d'autres quartiers populaires. Presque toutes les frontières du quartier sont ainsi tracées par les champs, sauf un côté qui touche un autre ensemble urbain, l'invasion appelée « Vila Verde », d'où le nom du quartier.

Le quartier compte environ 500 lots de 84 m<sup>2</sup>, avec des maisons de 20 m<sup>2</sup>, appelées « maisons-embryons », d'une surface totale d'environ 15 ha

(150 649,00 m<sup>2</sup>). Le parti pris urbanistique pour le quartier a été basé sur deux voies d'accès situées au sommet des deux collines, les rues « A » et « B », de six mètres de largeur revêtues d'une couche de goudron simple avec des trottoirs non pavés. La rue « A », située sur la première colline, rejoint la rue « B » qui, elle, continue vers la colline suivante mais se termine en impasse. Le quartier s'organise avec une vingtaine de « chemins » qui, partant des deux voies, descendent les pentes vers les marécages. Les chemins sont piétonniers, ayant deux mètres de large et recouverts de béton ; seules les rues « A » et « B » permettent le transit de véhicules.

Les petites maisons de 20 m<sup>2</sup> ont été placées les unes à côté des autres au long des chemins, dans des lots de 6 m de large par 14 m de long. Les maisons ont des toitures en fibrociment à deux « pentes » ; le sol est en ciment rustique et les portes et fenêtres en bois sont peintes en jaune. Chaque maison a un réservoir d'eau de 250 litres et est reliée à une fosse collective, qui déverse les eaux usées dans les marécages. Chaque maison a son compteur d'eau et d'électricité.

Les premiers habitants sont arrivés en décembre 1995, suivis petit à petit par d'autres jusqu'en septembre 1996, quand toutes les maisons étaient prêtes. Au début, l'ensemble ressemblait à un jeu d'enfants, à cause de la petitesse des maisons et de leur homogénéité – toutes blanches et jaunes, avec la même distance entre elles – et aussi à cause de l'isolement de l'ensemble. Avec l'arrivée des habi-



© Débora Nunes

tants, des changements remarquables ont été apportés au quartier et il était possible d'observer des nouveautés presque tous les jours. Ce qui était à peine un ensemble de petites maisons devient un endroit plein de vie, avec le transit constant de gens dans les rues, la musique des radios qui se répand partout et des changements personnalisés dans les maisons.

Afin d'avoir un aperçu des besoins du quartier et de son atmosphère dans les premiers temps, il

est intéressant de connaître les réponses données par les habitants sur les carences. Il y manquait tout, selon eux, dans la hiérarchie suivante (par ordre décroissant) : 1. l'eau ; 2. le dispensaire ; 3. l'école ; 4. le poste de police ; 5. le transport public ; 6. le pavage des rues ; 7. la crèche ; 8. le téléphone public ; 9. la propreté des rues et la collecte des ordures ; 10. l'éclairage public ; 11. le marché ; 12. les loisirs.

À la fin de l'année 1996 plusieurs de ces problèmes étaient déjà solutionnés. Les réponses à la même question que celle posée l'année précédente étaient les suivantes (par ordre décroissant) : 1. l'absence d'un poste de police (30 citations sur 38 réponses) ; 2. le transport public (19 sur 38) ; 3. le dispensaire (18 sur 38) ; 4. l'école (13 sur 38) ; 5. le commerce de proximité (6 sur 38) ; 6. d'autres problèmes (10 sur 38).

Contrairement à ce que je croyais, les gens trouvaient que les maisons reçues de la Mairie étaient pires que celles qu'ils avaient avant (72,8 % pire ; 13,2 % égale ; 14,0 % meilleure). Connaissant certains des quartiers d'invasion d'où venaient les habitants, j'avais espéré que, dans la plupart des cas, ils feraient une évaluation favorable des maisons, de leur taille, du matériel de construction, de la finition, de la présence de l'assainissement et de l'électricité, des équipements de cuisine (évier) et sanitaires (douche, lavabo et latrines). Cela n'a pas été le cas. Les réponses à la question étaient révélatrices des échelles de valeurs accordées par les habitants à l'habitabilité des maisons. Une bonne

partie d'entre eux a jugé leur maison par rapport à des notions urbaines et non par rapport au confort de la maison elle-même. La facilité pour acheter les aliments, la proximité de l'arrêt de bus, le voisinage, étaient des critères importants, bien plus que les détails de construction. Bien sûr, il y avait des personnes parmi les interviewés qui avaient en effet une maison meilleure grâce au temps qu'ils avaient eu pour l'améliorer. Il y avait aussi ceux qui disaient que leur nouvelle petite maison était un vrai palais. Mais le quartier – qui, pour un « étranger », était certainement plus ordonné et disposait d'une meilleure infrastructure que la plupart des quartiers populaires de Salvador – ne correspondait pas entièrement, au départ, aux critères de confort des habitants.



## *Comprendre une communauté pauvre et agir avec elle*

L'ensemble des données présentées ci-dessous a été obtenu à partir des résultats du premier questionnaire<sup>9</sup>. On peut dire d'emblée que ce qui fait la cohésion des habitants du quartier de Vila Verde, c'est leur origine. La majorité d'entre eux est originaire de cinq quartiers qui ont deux caractéristiques communes : situation à proximité de l'escarpement de Salvador (qui a entraîné des glissements de terrain) ; et lieux traditionnels d'occupation illégale (invasions) par la population pauvre de Salvador (Gordilho Souza, 1990).

### ***Profil économique et social des habitants du quartier***

#### ***Emplois et revenus***

Le cadre qui sera tracé maintenant est une sorte de « portrait instantané » des habitants car, comme nous allons le voir, les changements d'occupation

et revenus sont courants, même s'il n'y a pas de modifications substantielles dans leur condition sociale.

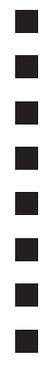
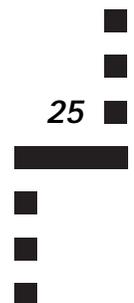
Il s'agit d'une population très peu insérée dans le marché formel du travail, comme cela est courant dans le milieu pauvre à Salvador. Plus de 50 % de la population du quartier n'a pas d'emploi fixe. Puisqu'il n'existe pas de politique du type « Revenu Minimum d'Insertion » au Brésil, ceux qui n'ont pas d'emploi doivent trouver seuls les moyens de survivre.

Pour toutes ces familles qui n'ont pas de revenu fixe, les stratégies de survie sont les suivantes : les petits boulots, l'aide de la famille ou des amis et voisins. Pour les hommes, il est courant qu'ils apprennent une autre profession peu spécialisée, telles qu'aide-maçon ou peintre, pour pouvoir s'occuper – parfois dans le quartier même – pendant les périodes de chômage.

Les femmes font des petits boulots pour les familles aisées : le ménage, le lavage et repassage



9. En mars 1996, lors de l'arrivée de la plupart des familles dans le quartier, nous avons utilisé 114 questionnaires, ayant chacun 84 questions. Celles-ci versaient sur le profil économique des familles, ainsi que sur la vision du monde de l'interviewé, ses connaissances des mots et logiques de l'urbanisme, ses idées sur le quartier et sur ses voisins, son expérience d'action collective, etc.



du linge, etc. Elles font du porte-à-porte pour vendre des produits de beauté et d'autres produits. Il y a aussi la production domestique de produits alimentaires qui sont vendus à la maison, ou dans les rues du quartier et ailleurs, par d'autres membres de la famille, y compris les enfants.

L'autre partie des familles, qui peut toujours compter sur un revenu mensuel sûr, est formée par les employés, les commerçants et les autonomes qui rendent régulièrement des services. Les occupations les plus courantes sont bien sûr les plus humbles et mal payées de la société. Pour les hommes : porteurs, maçons, vigiles, ouvriers peu qualifiés, peintres, menuisiers, mécaniciens d'autos. Les femmes sont des employées de maison, femmes

de ménage, lavandières, couturières, coiffeuses, manucures, etc.

Si l'on observe attentivement les données de l'emploi d'une part et des revenus de l'autre, on constate un écart entre les deux ; en effet, très peu de familles ont un revenu de moins d'un salaire (15,8 %), bien que 55,5 % des ménages aient un chômeur chef de famille. Cela reflète bien l'économie informelle brésilienne, où la possibilité d'une grande variété d'activités permettent à beaucoup de familles de survivre. Il faut souligner ici la capacité d'adaptation des gens, les arrangements provisoires qu'ils réalisent pour survivre, mais qui vont de pair, certainement, avec une inquiétude constante sur l'avenir.



© Débora Nunes

### Occupations et revenus de la population de Vila Verde

<i>Avec revenus</i>		<i>Sans revenus fixes</i>	
Emploi fixe :	26,5 %	Petits boulots :	20,5 %
Retraite :	6,0 %	Chercheur d'emploi :	35,0 %
Commerçants/ autonomes :	8,8 %		
Total :	41,3 %	Total :	55,5 %

### Revenus des familles à Vila Verde

<i>Revenus</i>	<i>Familles</i>
Moins d'un SM *(< 1)	15,8%
Égal à un SM (= 1)	36,8%
Entre un et deux SM (> 1 et <2)	6,1%
Égal à 2 SM (= 2)	27,2%
Entre deux et trois SM (>2 et >3)	3,5%
Égal ou plus de trois SM (>= 3)	10,6%

\* Le Salaire Minimum 1998 correspond à environ 100 dollars.

### Comparaison entre les revenus à Vila Verde et à Salvador

<i>Revenus</i>	<i>Vila Verde</i>	<i>Salvador</i>
De zéro à 2 SM	86 %	28,8 %
De 2 à 10 SM	14 %	57,7 %
Plus de 10 SM	-	13,5 %

Il s'agit d'un quartier très homogène du point de vue des revenus, car l'écart entre les revenus de la majorité de la population active et les revenus les plus élevés n'est pas très important, contrairement à ce que l'on peut observer dans l'ensemble de la ville. Le plus haut revenu familial rencontré est de huit salaires minimums, plutôt dans des familles dont plus d'un membre travaille, qui représentent 20,2 % du total.

Si on compare les données du quartier avec celles de l'ensemble de la ville de Salvador, il est évident qu'il s'agit d'un quartier pauvre.

### **Scolarité**

La population de Vila Verde est très peu scolarisée. Le nombre d'analphabètes fonctionnels est encore bien plus grand que celui que les habitants eux-mêmes ont déclaré<sup>10</sup>. La honte de montrer le manque d'instruction a certainement joué un rôle dans les réponses faites dans certains cas. Quoiqu'il en soit, le nombre de personnes aptes à s'insérer dans un marché du travail qui exige de plus en plus une scolarisation poussée est très bas.

Scolarité de la population de Vila Verde

<i>Scolarité</i>	<i>Population</i>
Analphabètes	8,8 %
Jusqu'à 4 ans de fréquentation de l'école	50,9 %
Jusqu'à 8 ans	30,7 %
Jusqu'à 11 ans	9,6 %
plus de 11 ans (université)	0 %

### **Rapports familiaux**

Les familles de Vila Verde sont pour la plupart formées de couples (plus de 70 %), avec ou sans enfants, plutôt jeunes et sans mariage officiel. Les personnes séparées représentent environ 10 %, et les célibataires environ 20 %. Les unions ne sont pas très stables, il s'agit souvent du deuxième ou du troisième concubinage. Pendant mon séjour au quartier j'ai pu observer plusieurs « échanges » de couples parmi des personnes plus ou moins proches. J'estime qu'une grande partie des familles sont constituées par un remariage.

Même si les familles sont peu stables, ce sont les rapports intra-familiaux et de voisinage qui donnent les repères aux enfants pour la vie en société, car l'école est fréquentée pendant peu de temps. Dans plusieurs cas, le père naturel s'éloigne : à cause de son remariage, des déménagements liés au travail ou des morts précoces dues à la maladie ou à la violence. Pour les enfants, la présence continue à leur côté est plutôt celle de la mère et parfois de la grand-mère. Cette donnée rejoint les discussions récentes sur la féminisation de la pauvreté et sur les responsabilités qu'assument de plus en plus les femmes au sein de la famille, notamment dans le milieu urbain (Conférence de Beijing, Conférence d'Istanbul).

Contrairement aux prévisions, les familles ne sont pas très grandes : 68,4 % ont de deux à cinq membres ; cette situation est due au fait que parfois les enfants du couple ou d'un ancien mariage



© Débora Nunes

Marchand à côté de son inventaire.



10. Cette estimation vient du contact que nous avons eu avec les habitants à propos de l'école communautaire, où nous avons pu constater que plusieurs personnes qui ne se disaient pas analphabètes l'étaient en vérité.

habitent avec les parents d'un des conjoints dans d'autres quartiers. Cette circonstance démontre que les rapports familiaux relèvent encore beaucoup de la « famille élargie », même si les parents habitent loin les uns des autres. L'absence d'enfants à la maison, le remariage à plusieurs reprises, ainsi que d'autres caractéristiques que nous signalerons plus loin, sont la marque de l'instabilité de la vie des pauvres.

### *Vie quotidienne des familles*

Le contact constant avec les personnes les plus engagées dans les activités pédagogiques et les actions collectives, ainsi que la fréquentation de leurs maisons, permettent une description approximative de leur vie au jour le jour. Il y a eu aussi des contacts, certainement moins intimes et constants, avec les autres habitants du quartier qui ont eu lieu lors du passage de porte en porte pour les inviter aux réunions et activités, pour emprunter un outil quelconque, pour faire les interviews et appliquer les questionnaires ou tout simplement pour bavarder.

Lors de ces contacts, il est devenu clair qu'une famille dont le revenu est fixe, même s'il s'agit d'un salaire minimum (environ 100 dollars, plus le transport et l'alimentation du travailleur), peut être considérée comme une famille ayant une vie « organisée ». Ces familles ont des difficultés dans le quotidien et certainement se font du souci pour l'argent des déplacements, pour payer la facture d'eau et d'électricité et les dépenses d'une manière

générale, mais, en comparaison à celles qui n'ont pas de revenu fixe, leur mode de vie est proche de celui des classes sociales plus favorisées. Du point de vue matériel, on peut voir dans leurs maisons la présence des objets ménagers les plus courants – des meubles, du linge, de la vaisselle, des appareils électroniques et même quelques objets de décoration. L'aménagement de ces maisons est semblable à celui que l'on peut trouver dans la majorité des maisons au Brésil. Certainement, leur revenu fixe permet à ces familles d'avoir des crédits et donc d'avoir accès à des produits plus sophistiqués.

Du point de vue de la vie quotidienne, en raison de la stabilité de l'emploi du chef de famille, on peut constater que le rythme de vie de ses membres est régulier : il y a une heure plus ou moins fixe pour dormir et se réveiller, manger, travailler ou aller à l'école, etc. Les habitants prennent davantage soin d'eux-mêmes, il y a une grande différence entre les vêtements pour sortir et ceux d'intérieur, les gens quittent davantage le quartier, il y a les « achats du mois » de nourriture, etc. Cette situation tend à durer même si advient le chômage, pourvu qu'il ne soit pas trop long ou que la famille réussisse à trouver quelques petits travaux.

Par contre, pour les familles qui sont sans revenus fixes pendant longtemps, le désordre de la vie est évident. Il y a des cas où la maison est plus un entassement d'objets divers qu'un arrangement organisé. Souvent les enfants ne vont pas à l'école et, comme le travail est incertain, la référence de la

discipline d'horaires et d'obligations n'est pas présente ; les gens se réveillent tard ou dorment pendant l'après-midi. L'oisiveté est très répandue, sauf pour les femmes qui ont des petits enfants. Il est probable que cette vie en dehors des rythmes les plus ordinaires peut renforcer une tendance à l'anomie dans les cas les plus extrêmes.

### *Rapports de voisinage*

Selon leurs récits, les gens de Vila Verde habitaient presque toujours à proximité de leur parenté dans leurs quartiers d'origine. Hors les rapports de parenté, très étroits, il existait des rapports rapprochés avec le voisinage de longue date. Les nouveaux arrivants dans le quartier ne sont pas solitaires car la communication est facile et la solidarité entre les gens presque automatique. Dans certains cas, les fonctionnaires de la Mairie ont donné leur accord pour placer les membres d'une même famille à proximité les uns des autres.

Avec le temps, de nouvelles relations sociales se sont créées, basées surtout sur des échanges entre voisins selon des besoins occasionnels : outils de maison, nourriture et services, par exemple. Pour les femmes il y avait aussi la garde réciproque des enfants lors des achats et des engagements divers des mères. Pour les hommes, la fréquentation des bars, le football et autres jeux collectifs ont donné lieu à des rencontres. Un nombre significatif de personnes a fait connaissance et établi un contact continu à travers des activités que nous

avons développées dans le quartier et du travail communautaire.

Le questionnaire initial, établi au moment où les gens venaient d'arriver dans le quartier, laisse apparaître que des rapports de voisinage commençaient à se nouer :

Qu'est-ce que les voisins signifient pour vous ?

de l'aide en cas de nécessité	50,9 %
les amis de toutes les heures	21,1 %
disent agir cordialement avec mais n'avaient pas besoin d'eux	21,1 %
rien du tout	5,3 %
ils sont gênants	1,8 %

La rapidité avec laquelle s'établissent des rapports de voisinage vient probablement de la tradition de solidarité qui existe dans les quartiers populaires brésiliens, déjà perçue par d'autres observateurs. Cette « solidarité privée » a été mise en contraste par Paulo Freire avec la solidarité sociale et politique, qui serait plus rare au Brésil (Freire, 1985). Dans son étude sur le développement des crèches communautaires à Belo Horizonte, au Brésil, Almeida (1992) a identifié ce processus de prise en charge privé des problèmes sociaux qu'elle a appelé « société providence » et qui se développe lorsque l'État fait défaut.

Les moteurs concrets du rapprochement des gens sont variés, mais il est certain que les difficultés du cadre de vie ont été, au minimum, un des

sujets de conversations entre eux. Quand nous avons demandé aux habitants avec qui ils discutaient sur les problèmes du quartier, 43,9 % ont dit que c'était avec les voisins ; 27,2 % à peine à la maison avec la famille ; 3,5 % à l'église, au travail, ou à l'école ; 25,4 % ne discutaient jamais du sujet.

La religion a été une des occasions de rapports entre les gens de Vila Verde, surtout les églises pentecôtistes. Pendant l'année de l'expérience, l'influence de ces églises a fortement augmenté dans le quartier<sup>11</sup>. Récemment, quatre maisons du quartier portaient l'enseigne d'église. Le phénomène était déjà perceptible lors du premier questionnaire : 57,9 % des gens se disaient catholiques ; 24,6 % étaient membres d'autres églises ; et 17,5 % n'avaient pas de religion. Cependant, 49,1 % des interviewés ne vont jamais à l'église, probablement en grande partie des catholiques ; 21,9 % y vont toutes les semaines ; 14,0 % presque jamais ; 10,5 % ont une fréquence journalière ; 4,4 % y vont tous les mois. Il est probable que cette fréquentation journalière concerne une partie des évangéliques, car c'est leur pratique.

La vie de voisinage s'est intensifiée avec le temps, due à la proximité physique des gens et au fait que beaucoup d'entre eux, surtout les femmes, ne sortent pas du quartier. Certainement l'aspect informel de la société brésilienne et l'esprit grégair des gens sont des moteurs de ces liens, mais d'un point de vue pratique, les voisins sont aussi les amis les plus souhaitables. Le coût du déplacement fait que les amitiés formées au long de la vie



11. Ce phénomène est de grande importance aujourd'hui au Brésil. Selon la revue *Veja* (2 juillet 1997) le nombre de croyants des églises évangéliques au Brésil est de seize millions en ce moment, alors qu'ils étaient huit millions il y a dix ans. Soit une croissance de 100 % alors que la population s'est accrue de 31 % dans la même période. Il existe plus de cent dénominations différentes de ces églises aujourd'hui, dont quelques-unes effectuent un travail social important. La création d'un réseau de solidarité entre les croyants est constante dans tous les cas.

deviennent presque inaccessibles. Le téléphone n'est pas répandu dans les milieux pauvres et à Vila Verde il a été possible d'observer la difficulté pour les gens de contacter leurs amis par téléphone même dans leurs lieux de travail, car l'unique téléphone public du quartier était toujours occupé.

Le lieu public qui permet la rencontre entre des voisins inconnus est l'arrêt de bus – surtout pour ceux qui travaillent hors du quartier et avaient des horaires fixes – et les gens ont l'habitude d'y bavarder. Les bars aussi sont très fréquentés, surtout pendant les week-ends. Cependant, les lieux de rencontre les plus utilisés étaient, et sont encore, l'ombre offerte par les maisons particulières, où les conversations entre voisins sont courantes. Le siège de la Mairie dans le quartier est devenu aussi un lieu de rencontre à cause de nos réunions pédagogiques et lors du travail communautaire.

Si les contacts sociaux ont lieu plutôt avec des gens du quartier, chacun participe aux événements de la vie personnelle des autres, bien plus que dans le cas des classes sociales plus favorisées. Ainsi, des événements privés par excellence, tels que les disputes de couple, les railleries des parents envers les enfants, les visites de parents, la grossesse, les maladies, l'avortement, les voyages, deviennent des événements du domaine public et tout le monde en parle. Si d'un côté on a l'impression que la vie du quartier est monotone parce que très peu de choses se passent dans le cadre de la vie collective (fêtes publiques, manifestations, foires, etc.), la socialisation des rapports privés donne du mouve-

ment, des sujets de discussions. La contrepartie de cela est le manque de vie privée entraîné par la promiscuité dans une maison trop petite pour le nombre d'occupants.

### *Loisirs*

Le plus grand loisir de la population de Vila Verde se déroule, d'une manière générale, au sein de la famille, lorsque les personnes regardent ensemble la télévision à la maison, notamment le soir. Il y avait un poste télé dans 70 % des maisons et on a pu observer que la télévision ne s'éteint pas, même pour recevoir des invités ; parfois les gens viennent chez les voisins juste pour voir la télévision. La radio est utilisée largement et souvent à un volume maximum, ce qui donne au quartier une ambiance bruyante mais aussi gaie ; les émissions populaires, où il y a une intimité entre les animateurs et les auditeurs, sont très appréciées, notamment par les femmes.

L'espace extérieur est largement utilisé aussi bien par les enfants que par les femmes et les hommes, mais les activités culturelles organisées y sont rares. Les bars sont les lieux de rencontre et de loisir dans le quartier pendant les week-ends. Ils sont surtout fréquentés par les hommes et par les femmes plus jeunes. Les gens y prennent de la bière ou de la « cachaça » (rhum brésilien) et discutent en écoutant la musique ; quelques groupes de samba se sont formés là.

Le terrain de football, qui existait déjà au



© Débora Nunes

Les bars sont des lieux de rencontre, surtout pendant le weekend.

milieu des champs, est utilisé souvent à la fin de la journée, par les hommes notamment.

Le fait que le quartier soit situé au milieu des champs fait que la population peut avoir quelques pratiques typiques des milieux ruraux, comme la cueillette de fruits, la coupe de bois pour faire des clôtures, mais aussi des distractions, comme le bain du dimanche dans un ancien barrage des environs, construit pour l'approvisionnement en eau de Salvador. Les gens ont aussi la possibilité de chasser, mais cela exige du matériel et du savoir-faire ; c'est une activité courante seulement pour quelques-uns.

Selon le questionnaire, très peu d'habitants

sortent du quartier pendant les week-ends, soit pour visiter les parents, soit pour aller à la plage. Pour quelques-uns, ces sorties sont aussi pour travailler en vendant de la nourriture et d'autres produits. Mais la plupart reste dans le quartier, à la maison, ou d'autres vont à l'église, ce qui fait un changement dans la vie quotidienne. Même la plage, loisir gratuit, n'est pas très fréquentée, car il faut quand même payer le transport et cela n'est pas aisé pour les gens de Vila Verde.

### *Vie publique et vie citoyenne*

Que signifie la vie citoyenne pour les gens de Vila Verde ? Sortir de la vie familiale et de voisinage n'est pas aisé car les déplacements sont difficiles et chers, comme on l'a vu, et le contact avec des personnes d'autres milieux n'est pas courant. La vie citoyenne sera comprise ici de deux points de vue : le rapport avec les pouvoirs publics et l'action collective des habitants.

Si on pense à la vie publique comme étant la somme des rapports individuels et collectifs avec les pouvoirs publics, on pourra y trouver des

contrastes. Les habitants de Vila Verde ont plutôt de bons repères en ce qui concerne les pouvoirs publics, dans le sens des prestations de services. Dans le questionnaire initial nous avons demandé aux gens de faire des liens entre le service public (alimentation en eau, électricité, téléphone et collecte d'ordures), l'entreprise qui assure les prestations et l'autorité publique qui en est responsable (Mairie ou Gouvernement de l'État). Pour tous les services, 80 % environ des réponses ont été correctes, malgré la difficulté de faire un rapport double pour chaque service. Les gens savaient à qui s'adresser en cas de problème, tant du point de vue de l'entreprise que de l'autorité publique.

Cependant, au cours de mon séjour dans le quartier, j'ai pu constater que si les habitants savent, théoriquement, à qui s'adresser, ils ne s'adressent pas aux entreprises publiques en tant qu'usagers ayant des droits. Ceci fait partie d'une problématique brésilienne plus globale qui se traduit par l'absence de citoyenneté pour la plupart de la population (Santos, 1987). Pour comprendre cela il faut prendre en compte aussi les empêchements qu'on pourrait appeler « psycho-sociologiques » qui rendent difficile un comportement plus revendicatif, à cause de l'intériorisation de la stigmatisation sociale, qui sera analysée plus loin. D'un autre côté, il y a une demande plus forte envers les autorités municipales, qui sont à la fois plus proches des habitants et plus fréquemment responsabilisées par les événements en ville.

Pendant quelque temps, au moment des tra-

voux de finition du quartier, l'autorité municipale a été très présente à Vila Verde. Cependant, dès l'achèvement des ouvrages, le quartier a pris l'aspect normal des autres quartiers pauvres de Salvador, où l'État est quasiment absent du point de vue matériel. Il n'y a pas de services ou d'équipements, et seule la police y vient de temps en temps. Malgré cela on ne peut pas dire qu'à Vila Verde et dans d'autres quartiers pauvres l'État soit ignoré.

Le pouvoir public est légitimé en tant qu'autorité générale de la société (ce que Weber appelle « la domination légale ») et cela est vrai pour les habitants de Vila Verde, malgré la fragilité de la Mairie. Ils croient avoir un interlocuteur puissant et légitime. Toutefois, vu leurs conditions de vie, ils doutent – et il y a des raisons pour cela – de voir leurs demandes prises en considération ; cela est dû soit au manque d'intérêt historique pour l'urbain périphérique, que nous avons déjà mentionné, soit à la fragilité institutionnelle et financière de la municipalité.

La question posée aux habitants lors du premier questionnaire sur leur appui à « l'invasion » de terrains dans le quartier lui-même révèle une légitimation de la Mairie, car en effet 71,1 % disent qu'ils sont d'accord, mais qu'il faut consulter d'abord la Mairie ; 6 % sont d'accord tout court ; 17,5 % ne trouvent pas cela correct et 5,3 % ne s'en mêlent pas. Même dans les questions dont le but était de saisir le potentiel de participation, on voyait que pour les gens l'autorité du pouvoir public et sa responsabilité étaient évidentes. Par

exemple à la question « Comment sera-t-il possible de résoudre les conflits d'intérêt des habitants, par exemple, l'ordre de priorités des interventions dans le quartier ? » 77,2 % des interviewés estiment que les habitants et les autorités doivent résoudre cela ensemble ; 6,1 % pensent que les habitants doivent le faire tout seuls et 16,7 % que les autorités doivent tout résoudre elles-mêmes.

L'absence dans le quartier de la police, le représentant de la force légitime de l'État, ainsi que des institutions publiques de toute sorte, fait que les gens vivent dans un monde où les lois sont moins présentes. Les règles de vie en commun viennent de la tradition ; mais, du fait que les gens ont des origines locales diverses, les possibilités de conflit sont grandes, car rien n'était encore figé. La classe moyenne a ses institutions intermédiaires d'organisation de la vie collective qui n'ont pas recours à l'État ; par exemple, les règles de cohabitation dans des immeubles sont établies de façon conjointe et le syndic de chaque immeuble est légitime pour résoudre les conflits. Ce n'est pas le cas des habitants de Vila Verde, où la plupart des gens pensent qu'il faut l'intervention de la police pour résoudre tout conflit.

L'organisation collective des habitants n'est pas quelque chose de naturel pour eux, du moins à long terme. Dans le cas présent, cette organisation a dû être stimulée du dehors.

Participation de la population de Vila Verde à des associations diverses

Participation personnelle	Quelqu'un de la famille participe	Aucune participation
14 %	16,7 %	69,3 %

Type d'association auquel participent les habitants de Vila Verde

Sportive ou religieuse	14 %
Associations d'habitants	8,8 %
Politique ou syndicale	6,1 %
Autre	3,5 %
Aucune	67,6 %

A la question « Vous, ou quelqu'un de votre famille, a-t-il déjà participé à une association, groupe, club, etc. ? » La réponse est que presque 70 % des gens n'ont jamais participé – ni eux, ni leur famille – à des organisations collectives d'activité continue.

Pour les 30 % des personnes ayant déjà eu une expérience directe ou indirecte de participation, de même que leur famille, on peut voir que la participation se situe plus dans le domaine personnel, que dans le domaine collectif. Par domaine personnel on entend les associations liées à la religion et au sport, qui d'ordinaire proposent plutôt des activités d'épanouissement individuel, soit physique, soit culturel, ou même caritatif. Le domaine collectif est celui des syndicats, par exemple, qui d'habitude proposent des activités concernant tout le groupe –

les revendications salariales, par exemple – et qui, au Brésil en particulier, va jusqu'à l'engagement politique. Les associations d'habitants étant un mélange de participation des domaines personnel et collectif, chaque cas doit être étudié de plus près.

Malgré le fait que les habitants de Vila Verde ne sont pas expérimentés dans l'action collective continue, on peut remarquer qu'une grande partie d'entre eux a déjà participé à des luttes ponctuelles autour de questions d'amélioration du cadre de vie. Devant la question *Avez-vous déjà eu une expérience de lutte avec d'autres personnes pour obtenir un bénéfice pour tous ?* la population se répartit en deux groupes : 50,9 % disent oui, et 49,1 % disent non. De quel type de participation s'agissait-il ? Normalement, selon les réponses des habitants, il s'agissait d'une action brève, comme une manifestation de rue pour revendiquer une action urgente de la Mairie ; une action concertée par l'école du quartier pour aider des victimes d'une catastrophe ponctuelle, etc. Habituellement, ce genre d'actions ne sort pas le participant ponctuel de ses habitudes, de son cadre mental quotidien. Il s'agit d'un spasme d'action collective où le participant suit l'appel ponctuel d'un voisin, puis il manifeste ou agit, mais revient par la suite à son quotidien.

## Rapports extérieurs

Dans les quartiers pauvres les gens restent plutôt dans leur propre quartier et leurs rapports les plus fréquents sont avec les voisins. Dans le cas de Vila Verde, une série de rapports extérieurs ont été créés au départ du fait que le quartier était planifié. Il y a eu notamment des rapports fonctionnels, qui ont été plus importants lors du processus d'installation du quartier. Le plus grand contact était celui établi avec les vigiles de la sécurité ; ensuite venaient les fonctionnaires de la Mairie, les gens de l'église catholique, les ouvriers et fonctionnaires des entreprises de construction qui sont restés dans le quartier pendant quelque temps et notre équipe d'intervenants.

Les habitants du quartier limitrophe, le Vila Verde originel, se sont introduits petit à petit, malgré les résistances dues aux préjugés de certains, provenant du fait que c'était un quartier d'invasion. Les rapports entre les gens des deux quartiers existaient surtout à travers les groupes de samba qui existaient déjà dans l'invasion, plus ancienne, et qui séduisaient de nouveaux adhérents dans les bars les weekends. Le commerce du quartier planifié, plus développé, a aussi attiré les voisins.

La presse, qui a accompagné les habitants dès le début de la tragédie et les a suivis dans les hangars jusqu'à leur déménagement vers le quartier, a aussi été présente par la suite, lors de plusieurs événements qui ont attiré l'attention de la société sur le cas des « sans-abri ». Plus de 70 articles de

presse parlant du quartier et de ses habitants ont été répertoriés, sans citer ceux de la période des écroulements (nombreux), ni ceux du journal officiel de la Mairie.

Hors ces contacts avec les non-résidents qui venaient au quartier, il existait des contacts personnels de chaque habitant avec l'extérieur. Ceux-ci sont intra-classe, familiaux ou amicaux, mais aussi inter-classe. Les contacts inter-classe sont rares, quand ils n'ont pas un caractère fonctionnel comme ceux cités précédemment, sauf en ce qui concerne la religion. Comme on l'a vu, l'abîme social prévalant au Brésil fait qu'il existe deux mondes séparés : d'un côté la ville formelle qui appartient aux riches et à la classe moyenne, avec ses commerces, services et loisirs réservés et où l'on roule en voiture ; de l'autre côté, la grande ville intermédiaire et informelle. C'est ici que se trouvent les endroits fréquentés par les pauvres : des commerces spécifiques, des groupements de camelots, les marchés populaires, quelques places publiques. Les gens y circulent en utilisant les transports collectifs. Riches et pauvres ne se côtoient pas, contrairement à ce qui se passe dans les villes où il existe des transports publics de qualité. Les rapports entre eux sont limités aux relations hiérarchisées de travail, à la mendicité, ou à certaines festivités populaires.

Parmi les rapports de travail les plus proches de la réalité de l'expérience, on peut citer le cas des employées de maison, nombreuses dans le quartier. Leur cas est très particulier car elles ont

un rapport faussé avec leurs patrons : au quotidien, les échanges interpersonnels sont à la fois importants, à cause de la proximité, et faibles, à cause de l'écart social et de l'ancrage de l'inégalité dans les mœurs. On ne verra pas souvent des patrons et leurs bonnes discutant de sujets culturels, politiques ou autres, dans un échange qui puisse enrichir ces dernières qui ont du mal à avoir accès aux informations, ou qui puisse rapprocher les employeurs de toute une réalité culturelle qui appartient à la majorité de la population du pays (Knabel, 1992).

### *Les mentalités et les comportements des habitants*

Nous allons présenter ici, toujours à partir du questionnaire, mais aussi à l'aide d'observations personnelles, des données sur la vision du monde et les comportements des gens de Vila Verde. L'intérêt est de comprendre l'ensemble, mais aussi, plus particulièrement, la potentialité de participation des gens aux activités de la méthode d'intervention. Il faut dire qu'il n'existe certainement pas d'homogénéité de pensée et d'action des gens dans le quartier. Ce que j'ai rencontré, comme d'autres observateurs, sont des caractéristiques plus ou moins partagées par les habitants ; ceci est dû au fait que les mentalités sont tributaires des conditions de vie.

Cependant, selon l'intérêt de la compréhension

sion du thème, il est possible de dégager des caractéristiques polarisant les habitants sur le point de vue de leur engagement dans les activités. Ainsi, à titre d'image qui favorise la compréhension, j'ai classé les habitants en deux pôles où se placent, d'un côté, les personnes difficiles à mobiliser, nommé ici « pôle anomique<sup>12</sup> », et de l'autre, un pôle qui regroupe des gens plus enclins à la participation, appelé pôle « engagé potentiel ».

Ces deux pôles indiquent des tendances, et non des groupes fermés ou des déterminismes figés. En réalité, il existe des variables qui se confortent mutuellement et engendrent des probabilités de comportement extrême, car cela ne vaut pas pour la majorité des habitants. Pour dresser les caractéristiques de ces deux pôles potentiels, j'ai utilisé les réponses à quelques questions clés de l'enquête menée dans le quartier, à partir

des hypothèses issues de la connaissance empirique.

Certes, les pôles identifiés théoriquement ne peuvent pas être quantifiés puisqu'il s'agit plutôt de probabilités approximatives de la réalité des faits. C'est pour cela que les frontières qui définissent les groupes restent plutôt floues.

Les questions clés sont : 1. les revenus ; 2. le type d'emploi ou d'occupation ; 3. la scolarité ;

### Caractéristiques des pôles indiquant les tendances à la participation ou à l'abstention des habitants dans les actions collectives proposées<sup>13</sup>

<i>pôle anomique</i>	<i>engagé potentiel</i>
Les plus pauvres (en dessous d'un SM — ils sont 15,8 % du total des habitants du quartier)	Les moins pauvres (revenu plus élevé que trois SM — ils sont 10,2 % du total des habitants du quartier)
Les chômeurs de longue durée (35 %)	Ceux ayant un emploi fixe (26,5 %)
Les analphabètes fonctionnels (21,9 %)	Ceux ayant autour de huit ans d'école (30,7 %)
Ceux qui ne se rappellent rien de ce qui a marqué leurs vies (27,2 %)	Ceux qui se rappellent quelque chose de personnel qui a marqué leur vie (particulièrement la tragédie des éboulements) (44,7 %)
Ceux ne pouvant pas citer de mémoire une nouvelle de l'actualité nationale qui ait eu une répercussion dans leur vie (45,6 %)	Ceux qui peuvent citer de mémoire une nouvelle de l'actualité nationale qui a eu des répercussions sur leur vie (31,6 %)
Ceux qui n'admirent personne (31,6 %)	Ceux qui admirent quelqu'un pour ses actes vis-à-vis du collectif (artiste, sportif, homme politique, religieux, etc.) (29,8 %)
Ceux qui ne discutent jamais des problèmes du quartier (25,4 %)	Ceux qui discutent des problèmes du quartier hors du contexte familial (47,4 %)
Ceux n'ayant jamais eu d'expériences participatives (69,3 %)	Ceux (ou quelqu'un de leur famille) qui ont déjà eu des expériences participatives (30,7 %)
Ceux qui pensent que le destin est déjà écrit et qu'ainsi il ne vaut pas la peine de faire quoi que ce soit pour changer la réalité (21,9 %)	Ceux qui pensent que le destin sera tracé par les hommes eux-mêmes (14,9 %)
Ceux n'ayant aucune idée de l'ordre de grandeur du prix de leur nouvelle maison (11,4 %)	Ceux qui ont une idée de l'ordre de grandeur du prix de leur nouvelle maison (40,4 %)
Ceux qui ont une idée trop éloignée du nombre d'habitants du quartier (35,1 %)	Ceux qui ont une idée proche du nombre d'habitants du quartier (32,5 %)

- 12. C'est au sens de Merton, cité par le *Dictionnaire de la Sociologie Larousse*, que je parle d'anomie : quand l'individu ne trouve pas les possibilités d'atteindre un objectif défini et même prescrit par la culture, et que, par une limitation de moyens, il a tendance à se retirer de la vie commune et de moins se lier aux événements collectifs.
- 13. Pour que le lecteur puisse saisir l'ampleur de chaque groupe concernant chaque question clé, je donnerai les pourcentages. En effet, une réponse chiffrée ne nous apprend pas grand chose si nous considérons ces groupes comme une potentialité.



© Débora Nunes

Gessiene.

4. l'existence, ou non, de mémoire sur des faits importants de la vie ; 5. le degré d'intérêt pour les questions nationales les plus en vue ; 6. l'existence de références – personnes admirées – hors la famille et les proches ; 7. l'intérêt de discuter des problèmes du quartier ; 8. le vécu, personnel ou familial, d'expériences de participation à des organisations collectives ; 9. l'existence, ou non, d'un sentiment fataliste devant la réalité ; 10. la pertinence des raisonnements pratiques devant des questions relatives au quartier. J'ai choisi ces questions à partir de mes observations de terrain et de la littérature traitant de la pauvreté et des mouvements sociaux à Salvador – en fait très restreinte. Pour saisir la pertinence de ce choix, j'ai fait usage des observations réalisées à posteriori sur les personnes réellement engagées et sur celles qui se sont maintenues complètement à l'écart des actions menées dans le quartier.

Le deuxième pôle regroupe des personnes que j'ai côtoyées fréquemment pendant l'expérience pilote, bien que je ne puisse pas identifier précisément leur importance numérique. D'une manière générale ce sont des personnes qui ont participé à des activités pédagogiques et des actions collectives et sur lesquelles je parlerai d'une façon plus détaillée dans la quatrième partie.

Pour être cohérente avec la complexité de la réalité, je dois dire que si l'expérience de terrain m'autorise à parler de probabilités de retrouver des gens engagés dans un pôle et des gens « anonymes » dans un autre, les cas particuliers mon-

trouvent parfois le contraire. Les histoires de vie personnelles ont une influence sur le comportement des gens vis-à-vis du collectif qui parfois dépassent les contraintes de la vie matérielle. Par exemple, j'ai travaillé avec des leaders analphabètes, ainsi que des leaders chômeurs. D'autre part, j'ai pu voir plusieurs personnes dont les caractéristiques les identifieraient comme « potentiellement engagées » et qui ne sont pas du tout intéressées par les questions collectives.

Après cette image globale des habitants du quartier en ce qui concerne leur potentialité de participation, revenons aux aspects concrets de leurs mentalités et comportements. Les questions centrales traitées sont : ces horizons de vie et d'intérêt des gens restreints aux questions personnelles, familiales et immédiates ; la stigmatisation sociale des pauvres ; l'intériorisation de cette stigmatisation, qui est à l'origine d'une auto-perception négative en tant que groupe et d'un seuil de résignation élevé aux difficultés ; le manque d'expérience collective et la recherche de leaders forts et « sauveurs » (ce qui existe, sous une forme variée, dans la tradition des sociétés qui ont un pouvoir public fragile). Il faut dire, toutefois, que plusieurs des traits qui seront proposés par la suite comme étant des caractéristiques de la pauvreté (à partir de l'exemple de Vila Verde), sont avant tout des questions humaines, accentuées par la pauvreté.

## Horizon de vie et d'intérêts des habitants

Les réponses des habitants à quelques questions du questionnaire initial montrent déjà que leur intérêt majoritaire est lié aux questions proches, immédiates. Gramsci parlait d'une « vision de monde de cour intérieure », ne dépassant pas les murs de la maison. Ce concept peut certainement être utilisé pour parler des pauvres, mais aussi d'autres catégories sociales. Après avoir présenté ces réponses, je les analyserai en m'appuyant aussi sur des situations vécues et des entretiens.

Ces réponses sont proches de ce que l'on a pu observer lors des conversations dans le quartier. Les sujets de conversation des femmes, par exemple, sont plutôt liés à la vie privée : aux problèmes de famille et de la maison, les enfants, leurs amours ; elles parlent aussi des nouvelles du voisinage et de ce qui s'est passé dans les feuillets de la veille. Les hommes discutent dans les bars ; leurs sujets de discussion sont plus vastes car ils parlent aussi de la politique, mais leur sujet préféré est le travail (ou plutôt son manque) et le football. La religion est aussi un thème très débattu par les hommes et les femmes lorsqu'ils sont croyants.

Il faut souligner que l'idée d'un horizon d'intérêt restreint et immédiat n'implique aucunement un jugement sur la capacité de chacun de raisonner ou sur la « banalité » d'un raisonnement. La façon dont les gens pensent est parfaitement logique vis-

Quels sont vos trois premiers sujets de préoccupations ?

Préoccupation	Cité en premier lieu	Cité en 2 <sup>e</sup> lieu	Cité en 3 <sup>e</sup> lieu
La famille	50,0 %	-	-
La survie	35,1 %	35,1 %	-
Les problèmes mondiaux	8,8 %	7,0 %	6,1 %
Les problèmes du Brésil	0,9 %	14,0 %	1,8 %
L'avenir des enfants	2,6 %	31,6 %	35,1 %
Le quartier	0,9 %	2,6 %	42,1 %
Rien	1,8 %	9,6 %	14,9 %

Quel est le degré de votre intérêt pour les informations télévisées ?

Sujet	Beaucoup	Peu	Plus ou moins
Voisinage et quartier	64,9 %	12,3 %	22,8 %
Salvador et Bahia	53,5 %	13,2 %	33,3 %
Brésil et le monde	54,4 %	14,9 %	30,7 %

à-vis de leurs besoins, et leurs stratégies de vie sont intelligentes et adaptées. Il s'agit d'une espèce de résignation dans le sens étymologique du terme en latin, *re-signare*, c'est-à-dire donner un autre sens, ou *ré-interpréter*, les données de la vie d'une façon adaptée à nos possibilités. Je parle d'horizon d'intérêt restreint du point de vue qui nous intéresse ici : la citoyenneté, le compromis historique vis-à-vis de la société.

L'envie d'élargir les horizons de vie est d'ailleurs évident dans plusieurs situations. Par

exemple, une des réponses à la question *sur quoi aimez-vous discuter*, était *sur tout ce que je pourrais apprendre*. Les réponses à cette (deuxième) question montrent que la majorité des gens s'intéresse beaucoup à tous les sujets présentés. Quant à leur « appétit éducatif » dont parle Paulo Freire, j'ai pu aussi le constater lors des activités de l'expérience pilote et pendant les cours de l'école communautaire. Le fait que les gens adorent les feuillets est aussi une façon de s'envoler hors de cet univers restreint.

A mon avis, il n'existe pas une « culture de la pauvreté » mais plutôt une « culture de l'opprimé », comme dirait Paulo Freire. Les conditions de vie qui mènent à cet horizon étroit sont subies, et celui-ci est une donnée de plus de l'oppression. J'ai pu voir sur le terrain que la vie matérielle entraîne un horizon restreint d'intérêt, que les préoccupations quotidiennes occupent la plus grande partie du temps des gens. Toutefois, ce n'est pas une situation déterminée seulement par les conditions économiques ; plusieurs autres facteurs y participent.

Parmi les conditions objectives, nous pouvons citer : 1. les préoccupations de survie qui absorbent l'individu ; 2. la faible scolarité ; 3. l'isolement physique et social et le manque d'informations ; 4. le sentiment d'impuissance vis-à-vis des questions qui dépassent leur quotidien.

Voyons maintenant chacune de ces données constitutives du mode de vie et qui conditionnent cet horizon d'intérêt restreint.

### ***Les préoccupations de survie***

Le quotidien des pauvres, comme on l'a vu, est marqué du manque – évidemment à des degrés différents, mais c'est toujours une lutte pour la survie ou pour une vie digne. Les préoccupations de survie occupent le temps et l'esprit des personnes, et conditionnent leur regard sur la vie. Par rapport à la donnée « temps » dans l'horizon d'intérêt des gens (temps qui est plutôt le temps immédiat), il semble qu'il est tributaire des arrangements provisoires à répétition, causé par l'intermittence du tra-

vail, la fragilité de la famille, etc. Cela signifie que les gens ne se préoccupent pas tellement de l'avenir. Selon notre questionnaire, 57 % d'entre eux pensent plus à aujourd'hui (36,8 %) ou à l'année en cours (20,2 %), et 43 % pensent à l'avenir à moyen ou à long terme. Autrement dit, il leur est plus naturel de penser au lendemain que de faire des plans à long terme, puisque l'avenir implique bien plus de facteurs impondérables. Ainsi, l'horizon d'intérêt restreint serait une stratégie d'adaptation parfaitement raisonnable.

Cependant, on ne pourrait pas dire non plus, comme Beaumarchais dans son « Barbier de Séville », que seuls les individus n'ayant plus de soucis personnels pourraient s'occuper des affaires des autres. Ceci peut être vrai dans certains cas, mais des exemples contraires ont été observés dans le quartier. Parfois, s'occuper des autres est une façon de donner du sens à sa propre vie. Tout dépend de l'individu, de son histoire, de ses valeurs, mais pour simplifier, les mauvaises conditions matérielles de vie constituent une condition restrictive pour avoir un horizon d'intérêt large et qui porte sur le long terme.

### ***La faible scolarité***

Je ne parlerai pas des méfaits trop évidents de la faible scolarité en ce qui concerne la culture. Rappelons d'ailleurs que, pour l'individu peu scolarisé, son aperçu du monde est restreint à la culture orale du milieu, de la télévision ou de la radio. Néanmoins, il faut souligner un aspect moins discuté, celui

du vécu et de l'ambiance de l'école. Ne pas avoir fait un effort conscient et continu vers le savoir, même le plus simple, entraîne la méconnaissance des mécanismes « d'apprendre à apprendre ». D'autre part, la discipline, le temps dédié à la connaissance et toute la dynamique de ce qui se passe dans une classe façonnent aussi la vision du monde et le comportement. La lecture, par exemple, est une habitude que l'on acquiert ou non ; la curiosité peut être plus ou moins favorisée par l'entourage.

Dans le cas des analphabètes, il ne s'agit pas seulement de l'ignorance d'une technique, acquise pour une fonction utilitaire – lire et écrire. La non-maîtrise de ces techniques a des répercussions cognitives importantes, dans le sens de « la lecture de la parole comme lecture du monde » (Macedo et Freire, 1990). Pour ces auteurs, il n'est pas possible de passer à la lecture du mot sans avoir précédemment procédé à un déchiffrement de la réalité. Ainsi, maîtriser les mécanismes de la lecture et de l'écriture est un *aspect essentiel de ce que signifie être un acteur individuel et socialement constitué* (Giroux, 1990).

Outre la restriction de son horizon d'intérêt, l'individu comprend difficilement les choses dans leurs relations de cause à effet. C'est ce que Paulo Freire appelle la *conscience intransitive*, ou naïve, où l'individu *s'aperçoit à peine que les temps changent, mais il ne conçoit pas la signification dramatique du temps qui passe, même s'il le subit*. Ainsi, il est fréquent que les gens ne se rendent pas compte des mécanismes structurels qui conditionnent leurs conditions de vie, ou qu'ils donnent des explica-

tions superficielles et même fantaisistes aux faits de la vie courante.

Dans le questionnaire initial, nous avons proposé trois paires de quartiers, dont seulement un était composé de quartiers avec des différences sociales très marquées, et nous avons demandé quel était la paire de quartiers la moins homogène. Si la majeure partie des gens a donné la réponse correcte, il y a eu quand même 35 % de réponses fausses, démontrant la difficulté chez quelques-uns d'identifier les inégalités urbaines apparemment évidentes. Lors du questionnaire final, on a reposé la question mais en demandant aux gens d'expliquer la différence. Un interviewé a fait la remarque suivante : *Barra et Malvinas ? Ça n'a rien à voir. A Barra les gens sont biens, civilisés, l'amélioration du quartier se fait dans l'ordre. Malvinas est un quartier désorganisé, les gens ne savent pas vivre ensemble.* L'inégalité de conditions d'infrastructure et de confort des maisons est perçue comme étant déclenchée par les qualités morales des habitants et non par des conditions structurelles de la société. Il est important de garder cet exemple en mémoire car la logique de la réponse sera mieux comprise plus tard, quand nous traiterons de la stigmatisation des pauvres.

### ***L'isolement physique et social et le manque d'informations***

Le quartier est isolé de la ville, et les conditions économiques conditionnent les gens à y rester

longtemps, surtout les femmes et les hommes sans emploi. Il s'agit ainsi d'une barrière à tout ce qui est nouveauté, au hasard, qui est typique de la vie dans les grands centres urbains pour ceux qui peuvent se déplacer. Tout se passe comme si une bonne partie des habitants des quartiers pauvres – surtout ceux qui ne travaillent pas en ville – habitaient des petits villages, avec tout ce qui y est limité et prévisible.

La condition d'isolement fait qu'il y a dans le quartier des caractéristiques proches de celles des institutions « totales » – les asiles, les couvents, etc. – où la continuité d'un seul rôle social et l'impossibilité de varier les contacts, mènent à une certaine saturation (Goffman, 1968). Les contacts familiaux et de voisinage immédiat sont trop proches aussi, à cause des conditions matérielles de l'habitat. Cette impossibilité de changer de rôle social, fréquent chez l'élite (où quelqu'un peut être à la fois professionnel, mère de famille, membre d'une association, joueur de volley dans une équipe, etc.) manque dans la vie des pauvres, ce qui peut entraîner une certaine agressivité. Pour comprendre cette donnée, il ne faut pas comparer mécaniquement les besoins de celui qui a toujours eu des rôles alternatifs à jouer et de celui qui a eu peu de rôles dans toute sa vie. Ces derniers ont peut-être construit des alternatives particulières, par exemple une culture relationnelle différente de celle des classes aisées.

Un autre aspect de la question traitée ici est l'isolement social vis-à-vis des personnes qui pour-

raient agrandir l'horizon d'intérêt des gens grâce à des conversations et opinions différentes, enrichissantes. De ce point de vue, il y a une certaine homogénéité du quartier, et ainsi il y a moins de possibilité de se poser des questions nouvelles. Une conversation sur les nouveautés de l'informatique ou sur le scénario culturel, par exemple, est inaccessible aux pauvres parce que généralement, ils n'ont pas de rapports avec des personnes qui travaillent dans ce type de métier.

Le manque de connaissances variées et approfondies est une constante dans la vie des pauvres. Cela est dû non seulement à la faible scolarité dont on vient de parler, mais aussi à la condition économique des gens. C'est ainsi que l'accès à des produits culturels de qualité est difficile, à cause du prix et, dans le cas d'offres gratuites, les déplacements eux-mêmes constituent un empêchement. Il y a encore les restrictions matérielles même pour avoir accès à l'information souvent superficielle de la TV et des radios. Ces véhicules d'informations sont très présents (81,6 % des maisons ont un poste

de radio et 69,3 % ont une télévision), mais il y a quand même 30 % des maisons qui n'ont pas de poste de télévision. Dans le contexte brésilien, on peut dire avec certitude que le fait de ne pas avoir de télévision n'est pas un choix, car dès qu'il y a une amélioration des conditions de revenus (ou de crédit) populaires, la télévision est un des premiers biens acquis.

Le choix de la programmation TV a une influence sur le niveau de qualité des informations perçues. Pour comprendre ce choix, comme pour comprendre d'autres conduites, il faut tenir compte du facteur psychologique, car il est certain qu'une dépense d'énergie est nécessaire pour survivre sans se laisser abattre par les conditions de pauvreté. Les préoccupations de survie entraînent les personnes à rechercher une information plus légère, permettant l'évasion. Ceci est confirmé par le grand intérêt porté aux novelas (séries TV) brésiennes, qui sont dramatiques, comme tous les feuilletons, mais souvent très drôles aussi<sup>14</sup>.

Avec plus de 66 % de réponses en premier et

deuxième choix, les habitants de Vila Verde montrent leur attachement, comme le reste du Brésil, au journal de 20 heures. Cette participation à la « grande messe » est, outre la principale source d'informations, un lien important qui relie quotidiennement les habitants de Vila Verde à tous les autres Brésiliens, riches ou pauvres. Il va de soi que la population pauvre, particulièrement à Bahia, a des sources propres d'information orale, notamment celle liée à la culture afro-brésilienne – au candomblé et aux chansons, par exemple –, qui sont très riches. Cependant, nous traitons ici d'une aptitude civique, et si cette culture « de fond » joue un rôle au niveau des identités, elle n'arrive pas à constituer par elle-même une possibilité d'exercice de citoyenneté.

### *Le sentiment d'impuissance*

Les pauvres ont un sentiment d'impuissance vis-à-vis des questions qui dépassent le quotidien. Cette dernière caractéristique qui conditionne l'horizon d'intérêt restreint frôle déjà le sujet de la vie sub-

Dans vos sources d'information (TV surtout), quels sont les sujets qui vous intéressent le plus (en pourcentage) ?

Programme	En 1 <sup>er</sup> lieu	En 2 <sup>e</sup> lieu	En 3 <sup>e</sup> lieu	En 4 <sup>e</sup> lieu	Sans réponse
Sport	18,4	17,5	17,5	30,7	15,8
Films policiers	12,3	20,2	29,8	18,4	19,3
Informations	44,7	21,1	7,9	13,2	13,2
Novelas/Films	25,4	22,8	23,7	15,8	12,3

14. Les *novelas* jouent un rôle, qui est de donner à ceux qui les regardent l'impression illusoire qu'ils font partie aussi des élites qu'ils ont sous les yeux.

jective des gens, qui sera discuté par la suite. Le manque d'intérêt pour des questions plus vastes vient aussi d'un sentiment d'impuissance, celui de ne pouvoir intervenir dans d'autres instances que celle du domaine privé. Par exemple, quand nous avons posé la question sur les plans concernant l'avenir des gens, 95,6 % d'entre eux avaient des projets pour leurs maisons (agrandissement, améliorations) ; 25,1 % seulement en avaient concernant le quartier, et 24,6 % avaient des plans pour leur rue.

Le sentiment de n'avoir pas de prise sur son sort en dehors des questions très personnelles fait que l'amour et le sexe sont au cœur de nombreuses discussions dans le milieu populaire. Mais cela est aussi une caractéristique d'autres milieux, quand la dimension collective de la vie s'exerce moins, ou quand il n'y a pas d'autres possibilités de réalisation personnelle. Il s'agit à nouveau, à notre avis, d'un arrangement logique pour sortir de l'impuissance : l'individu restreint ses intérêts à ce dont il est le seul maître, par exemple sa vie personnelle.

## La stigmatisation des pauvres

Nous allons traiter maintenant des aspects psychosociologiques de la pauvreté qui sont à la base des difficultés du travail collectif. Pour comprendre ce que signifie le fait d'être pauvre, les études de Erving Goffman sur les handicapés seront utilisées, car il y a des similitudes dans les deux cas qui ont été observés dans la pratique.

Selon Goffman (1975), le mot *stigmaté* a une origine grecque et se réfère dans l'antiquité à un signe corporel particulier au travers duquel voudrait être rendu évident quelque chose d'extraordinaire ou de mauvais concernant le statut moral de quelqu'un. Le terme sera utilisé dans le sens actuel le plus courant, pour se référer à l'identification condamnatrice *a priori* d'une personne ou d'un groupe (*Dictionnaire Robert*).

Dire que les pauvres sont stigmatisés dans la société capitaliste n'est pas une nouveauté, plusieurs auteurs l'ont déjà fait. Mais si les pauvres sont stigmatisés, de quoi sont-ils accusés ? D'être pauvres et potentiellement dangereux. L'idéologie répandue dans nos sociétés – malgré l'existence de résistances à cette idéologie – est que les pauvres sont pauvres par leur faute, leur ignorance, leur incapacité, leur manque d'effort pour réussir, ou même leur race. Le problème social de la pauvreté est peu reconnu et il est considéré comme une responsabilité individuelle. L'identification

condamnatrice des pauvres comme « violents » a toute une histoire dont leur identification aux « classes dangereuses » dans le Paris du XIX<sup>e</sup> siècle n'est qu'une partie (Chevalier, 1978).

Pour comprendre la stigmatisation des pauvres dans la société brésilienne, il faut rappeler quelques données historiques, qui sont aussi valables pour d'autres pays : 1. l'esclavage qui a duré quatre cents ans et dont l'abolition remonte à tout juste 110 ans n'a pas été aboli partout, ses formes persistant encore dans certains métiers. De ce passé esclavagiste, et de la conception religieuse du travail comme un châtiment, le mépris de l'élite pour le travail manuel répétitif – et par conséquent pour les personnes qui l'exercent – a subsisté (Da Matta, 1986) ; 2. l'inexistence d'une conscience républicaine et l'absence d'un service public fonctionnel qui feraient que la pauvreté serait vue comme un problème de société devant être traité structurellement par des institutions responsables, sous la responsabilité de la société tout entière (Leeds et Leeds, 1978). L'héritage d'un état patrimonial qui crée et maintient la dépendance des « non-possédants » du bon vouloir des riches et puissants – politiciens, administrateurs, « coronels » etc. (Faoro, 1987) ; 3. les idées religieuses qui font accepter la pauvreté comme une souffrance qui sera récompensée dans l'au-delà.

Comme en Grèce, la stigmatisation commence par le visuel. Le premier signe est la couleur de la peau et les cheveux frisés. Si au Brésil les statistiques montrent que les noirs et les métis sont plus

pauvres que les autres, cela est encore plus vrai à Salvador. Le deuxième signe peut être alors celui des habits, soit parce qu'ils sont très usés et ont perdu couleur et forme, soit parce qu'ils ne sont pas à la mode ou parce que la coupe, la finition ou le matériel « dénoncent » qu'ils sont bon marché. Le troisième signe, c'est la santé : la pauvreté, cela se lit sur la peau, le visage, le corps, souvent à cause d'une mauvaise nutrition.

D'autres signes peuvent exister : tout d'abord l'espace où les gens se trouvent, car la ville est ségréguée et les pauvres ne sont pas présents partout. Ensuite, la façon de parler, les mauvaises conjugaisons ; la méconnaissance de choses simples telles que le fonctionnement d'un téléphone. Il est bien évident que toutes ces caractéristiques ne s'appliquent ni à toutes les personnes ni à tous les groupes. Il s'agit ici d'essayer de clarifier dans l'esprit du lecteur des signes qu'il avait certainement remarqués mais n'avait peut-être pas répertoriés.

La stigmatisation est aussi un rapport social. Goffman commente : *un attribut qui stigmatise quelqu'un peut confirmer la normalité d'autrui* et on observe que, souvent, celui qui stigmatise veut maintenir l'écart entre lui et l'autre, pour se rassurer sur sa « normalité ». Dans le cas de la stigmatisation des pauvres par la société brésilienne, il y a le désir de l'élite de ne pas se confondre avec eux, et de figer la différence de classe. L'exemple de la mode illustre bien les mécanismes de stigmatisation, surtout parce qu'il s'agit d'un exemple visuel par excellence. Zaluar (1985), parlant de la rapidité

avec laquelle les choses « à la mode » sont démodées, pour n'être pas imitées à temps, dit qu'il s'agit d'un moyen pour l'élite d'*éviter cette insupportable confusion sociale et maintenir les moyens symboliques de continuer à marquer les différences de classe.*

Le comportement de l'élite vis-à-vis des pauvres, ou des « normaux » vis-à-vis des « stigmatisés », relève d'un mécanisme psychique décrit par Goffman : *Par définition, il est clair que nous croyons que quelqu'un qui a un stigmate n'est pas complètement humain (...)* Nous construisons une théorie du stigma, une idéologie pour expliquer son infériorité et rendre compte du danger qu'il représente, rationalisant ainsi quelquefois une animosité basée sur d'autres différences, telles celles de classe (op. cit.). Cette animosité, ou gêne sociale, est perceptible dans plusieurs situations ; la stratégie pour l'éviter peut être d'ignorer ou de s'écarter des pauvres. Dans l'espace public, par exemple, une personne peut fuir le contact en fermant les fenêtres de la voiture pour ne pas être abordée ou elle peut éviter certains lieux de la ville où les rencontres inter-classe sont plus probables. Il est possible que dans certains cas ce comportement des « normaux » soit issu de la peur due au lien fait entre le pauvre et le malfaiteur, ou même d'une certaine culpabilisation.

### ***L'intériorisation du stigmate***

Comment les pauvres réagissent-ils à leur stigmatisation ? D'après la littérature et l'expérience de terrain, il est possible de dire qu'il y a au moins deux types de réactions. D'un côté il y a l'intériorisation

du stigmate, qui semble être très répandue et dont on pourrait dire qu'elle est une réaction conformiste au modèle sociétal. De l'autre côté il y a une conscience d'être mis en marge de la société, qui est une réaction plus critique et qui peut entraîner des réactions de résistance comme la lutte politique (Chau, 1986), ou de révolte comme la marginalité (Zaluar, 1985). Ces réactions ne s'excluent pas l'une de l'autre.

Pour parler des réactions moins conformistes à l'état de pauvreté, les analyses des chercheurs qui ont étudié la pauvreté et la culture populaire m'ont paru plus pertinentes que celles de Goffman, par l'origine de la stigmatisation. Celui qui est stigmatisé par un handicap physique doit faire face à une sorte de mauvaise chance « de la nature » que l'on ne peut reprocher à personne, alors que les pauvres subiraient une mauvaise chance sociale, qui peut être reprochée à la société. Cependant, comme on l'a vu, il n'est pas fréquent que les pauvres établissent un rapport de cause à effet si net entre leur pauvreté et la structure économique et sociale du contexte où ils vivent. Ainsi, si on peut dire que les stratégies des pauvres tournent autour des deux pôles, du conformisme et de la résistance, l'analyse de Goffman reste valable pour parler du conformisme.

L'intériorisation du stigmate a été abordée par Paulo Freire, quand il dit que les opprimés, *à force d'entendre qu'ils sont des incapables, qu'ils ne servent à rien, qu'ils ne peuvent rien savoir, qu'ils sont malades, paresseux, qu'ils ne produisent pas bien de ce fait, finissent par se convaincre de leur « incapacité »* (Freire,

1982). Goffman va dans le même sens quand il dit que les prescriptions venues de la société entière, que le stigmatisé a incorporé *le rendent intimement susceptible à ce que les autres voient comme son défaut et cela le pousse inévitablement, même seulement pour quelques moments, à être d'accord sur le fait qu'en fin de compte, il est resté au-dessous de ce qu'il devait être* Goffman, (1975).

Les stratégies qui découlent de l'intériorisation du stigmaté peuvent être variées. Dans le pôle du conformisme, le pauvre essaie de retirer quelques bénéfices grâce à sa condition. Goffman nomme cette attitude « acceptation », dans laquelle le stigmatisé tente de découvrir comment il peut obtenir le respect et la considération qu'il n'obtient pas naturellement. La *victimisation*, ou *attitude de victime* et la *compensation par des gains secondaires* sont quelques-unes des tendances issues de l'acceptation.

La *victimisation* est une attitude plus fréquente et rencontrée dans la stratégie de la mendicité. J'ai pu en voir plusieurs exemples dans le quartier, lorsque des habitants, devant quelqu'un *visiblement* non-pauvre (moi par exemple, mais aussi d'autres), développaient le discours de la victime, tel un mendiant. Du point de vue de la citoyenneté, la victimisation est une stratégie perverse, car elle pousse la société à la charité envers les pauvres, ce qui renforce les mécanismes structurels existants d'absence de droits.

Selon Goffman, la *compensation par gains secondaires* est une autre façon pour les stigmatisés de

s'adapter à leur condition et elle se fait soit à travers une *correction de manière indirecte*, soit à travers la croyance d'avoir une *bénédiction secrète*. Sur le terrain on peut voir que la recherche de ces compensations est moins fréquente que la victimisation, probablement parce qu'elle est moins en accord avec l'expectative de la société vis-à-vis des pauvres.

La *correction de manière indirecte* peut être trouvée dans l'effort fait pour se sortir de la contrainte matérielle et du stigmaté. Des exemples : l'option par le crime, avec les compensations matérielles possibles, ainsi que l'option d'engagement pour l'amélioration de la vie collective et le prestige moral que cela peut entraîner. La croyance d'avoir une *bénédiction secrète* en tant que pauvres est encouragée par les convictions religieuses, comme celles de l'église catholique qui dit *qu'il est plus facile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille qu'à un riche d'entrer dans le royaume des cieux*. Ou celle des églises pentecôtistes qui insistent sur l'existence d'un peuple élu – leurs croyants, les « frères de foi » – qui méritent la confiance et l'entraide, pour réussir sur tous les terrains, y compris la politique.

Un autre aspect du problème de l'intériorisation de la stigmatisation est l'existence d'un « seuil de résignation » à la souffrance trop élevée, comparativement à d'autres catégories sociales moins défavorisées. Ce « seuil de résignation » est une sorte de limite du supportable des gens à leur condition de misère. Ainsi, les équipements publics, comme les écoles, les crèches, mais princi-

palement les loisirs publics, sont toujours considérés comme un vrai luxe dans les quartiers les plus pauvres, et les gens se mobilisent difficilement pour les revendiquer. Toutefois, les problèmes en deçà de ce « seuil de résignation », tels que l'accès à un logement ou à l'eau, provoquent normalement la révolte. Les invasions de terrain en sont un exemple : Salvador et plusieurs autres villes brésiliennes ont une bonne partie de leur superficie occupée par les quartiers d'invasion (Malheiros, 1990 ; Gordilho Souza, 1990) et ce malgré la dureté des lois qui protègent la propriété privée, et les poursuites qui s'ensuivent. Dans le quartier de Vila Verde lui-même, qui n'avait ni une population ancienne, ni une population organisée, on peut donner des exemples qui permettent de constater les limites de ce seuil de résignation. Ainsi, lors d'un arrêt de l'approvisionnement en eau, une émeute s'est produite dans le quartier. Le premier questionnaire nous montre qu'à peine 17,5 % des habitants se disent opposés à l'occupation des terrains vides dans leur lotissement, c'est-à-dire que les invasions sont acceptées parce que, comme le dit un interviewé, *chaque famille a le droit à un abri*.

Le sentiment qui peut entraîner des réactions des pauvres vis-à-vis de la dureté de leurs conditions de vie est la perception de la place qui est la leur dans le système auquel ils appartiennent. De nombreuses chansons populaires symbolisent, par exemple, les valeurs courantes et souvent non explicitées dans la société. Une chanson ancienne et très célèbre, enregistrée à nouveau récemment

par le chanteur Gilberto Gil avec succès, exprime un sentiment populaire devant la pauvreté.

*Madalena pleurait*

*sa mère la consolait*

*en disant :*

*– Le pauvre n'a pas de valeur*

*le pauvre vit dans le malheur*

*Et celui qui l'aide est le Senhor do Bonfim.\**

C'est à partir de cette perception de leur statut dans la société par les pauvres que pourrait naître une conscience des facteurs structurels qui produisent leur condition d'opprimés (ou d'exploités). Elle peut être le point de départ de la formation d'une conscience de classe dont parle Thompson (1988). Cependant, pour que ce processus de « conscientisation » comme dirait Paulo Freire, puisse aboutir, il faudrait dépasser toutes les conséquences sociales de l'intériorisation du stigmaté, dont nous discuterons maintenant.

## **Conséquences de l'intériorisation du stigmaté**

### **L'auto-image négative du groupe**

L'intériorisation du stigmaté dont nous avons parlé, atteint aussi bien les individus personnellement que le groupe dont le stigmaté fait partie. Le comportement du stigmaté vis-à-vis des autres « stigmatisables » est très ambigu, car ceux-ci sont à la fois compagnons d'infortune et confirment ses « défauts ». Dans l'interprétation de Goffman : *Son groupe réel est en vérité la catégorie qui peut servir à son discrédit*. Paulo Freire fait la même remarque : *le comportement de l'opprimé est un comportement prescrit, car les opprimés hébergent en eux l'opresseur et tendent à agir de la même façon que lui quand ils sont en position de le faire. Les paysans qui, promus contremaîtres, ne deviennent pas des oppresseurs aussi durs que leurs patrons sont rares* (Freire, 1982).

Les réponses des habitants de Vila Verde interviewés sur les personnes qu'ils admirent, sont révélatrices du stigmaté de race et de classe sociale qui existe parmi les pauvres eux-mêmes, et de l'ambivalence qu'ils éprouvent. Quand on leur demande, *Quelle est la personne que vous admirez le plus ?* les réponses, comme on l'a vu, concernent souvent les artistes, mais il y a deux types de réponses. Quand ils parlent d'un blanc ils disent *j'admire Xuxa parce qu'elle est mignonne, j'admire Tarcísio Meira parce qu'il tient bien son rôle à la télé ou j'admire Celulari parce qu'il est merveilleux*. Mais quand ils parlent d'un noir ou d'un métis, comme

Mike Tyson, Martinho da Vila ou Djavan, ils ne font pas d'observations directes sur leur travail, ou le font après, mais ils ajoutent qu'il est « esforçado » (appliqué, persévérant), ou qu'il n'a pas de « besteiras » (morgue). Par exemple *J'admire Lazzo (chanteur et compositeur baianais, noir, et qui a du succès depuis quelque temps) parce qu'il est humble, il est venu « d'en bas », il est devenu célèbre et, malgré cela, il n'a pas de « besteiras »*.

L'intériorisation du stigmaté peut créer un mépris de soi et du groupe (Goffman, 1975 ; Freire, 1982). Une des réactions possibles est celle de vouloir s'identifier aux « gagnants » de la société. Paulo Freire dit que l'idéal des opprimés *est réellement d'être des hommes, mais être un homme pour eux – dans la contradiction dans laquelle ils sont immergés et dont le dépassement n'est pas à l'horizon – signifie être des oppresseurs* (op. cit.). Goffman décrit le mécanisme de l'alliance avec les normaux, où le stigmaté veut se distinguer de son groupe : *Il est probable que plus l'individu s'allie aux normaux, plus il se considère en termes non-stigmatiques, malgré le fait qu'il existe des contextes où l'opposé semble être vrai*. Selon Goffman, l'individu stigmaté a une tendance à stratifier ses « pairs » selon le degré de visibilité de leur stigmaté. Il peut alors prendre des attitudes typiques des normaux vis-à-vis de leurs semblables encore plus « stigmatisables » que lui. Un exemple de ce que j'ai constaté à plusieurs reprises est l'attitude dépréciative d'un métis vis-à-vis d'un autre métis qui a une peau plus sombre que lui.

L'autre face du mécanisme d'identification

\* Traduction de l'auteur.

avec les puissants est la volonté de se distinguer de ce qu'ils croient être la vérité sur ses pairs. Dans mes premiers contacts avec les habitants du quartier, par exemple, quand ils parlaient encore beaucoup du séjour dans les hangars – où il y a eu plusieurs épisodes de vandalisme, vols, etc. – les gens disaient : *Nous sommes pauvres mais chacun a sa morale, ou On était tous là, mais chacun a sa façon d'agir, ou encore nous sommes pauvres mais on n'est pas tous des marginaux.*

Ce phénomène a été observé aussi à l'arrivée des gens au quartier, lors des modifications qu'ils ont faites dans leurs maisons. Il semble que dans certains cas le fait d'embellir sa maison servait à se différencier de la pauvreté régnante. La valeur symbolique de cet acte est particulièrement évidente car, pour plusieurs familles, faire des modifications dans les maisons impliquait donner la priorité à cette décision par rapport à leurs besoins essentiels. D'autres interventions, relatives à la sécurité des maisons, révèlent que les familles ayant un peu plus d'argent se sentaient quelque peu menacées par ces voisins immédiats encore plus pauvres. Plus tard, leurs récits m'ont confirmé ces interprétations. D'autre part, maintes fois j'ai entendu des commentaires sur la fierté des gens d'habiter un quartier légal, différemment de ceux du quartier d'invasion frontalier.

L'ambivalence envers ses semblables tend à disparaître lorsque l'intimité personnelle s'établit. Avant qu'il y ait des liaisons solides entre les personnes, une vision impersonnelle et mauvaise des

voisins était possible. Les gens parlaient des autres comme d'un groupe plus ou moins homogène de « pauvres » et non pas en tant que personne connue. Il y avait une intolérance envers « les autres » à propos d'erreurs les plus simples : par exemple un retard ou une absence dans les *mutirões*<sup>15</sup> était vu comme une preuve d'irresponsabilité de ces gens-là, même de la part de ceux qui avaient eu le même comportement auparavant. Le même acte pouvait être pardonné plus facilement s'il s'agissait de quelqu'un de proche.

Les exemples de discours qui révèlent l'existence d'une mauvaise image du groupe sont nombreux. Lors de l'organisation de l'association, que nous allons décrire par la suite, il était fréquent d'entendre des commentaires sur les personnes qui s'y intéressaient comme si elles prévoyaient seulement d'en retirer des profits. Les activités pédagogiques et les actions collectives décrites plus loin ont donné lieu à des exemples intéressants :

Une femme lors de la deuxième réunion : *Les gens d'ici ne sont pas sérieux. Les mères vont profiter de l'existence de la crèche pour se promener, et non pas pour travailler ;*

○ Lors des discussions du *mutirão*, qui devait réaliser collectivement les trottoirs de toutes les maisons du quartier, quelqu'un a dit : *Le mutirão ne va pas marcher puisque chacun va s'en aller lorsque le trottoir de sa maison sera prêt, et ne va pas aider les autres ;*

○ Encore sur les discussions du *mutirão*, un autre : *Il faut qu'il y ait quelqu'un de la Mairie pour surveiller les travaux du mutirão sinon il y aura des*

*problèmes. C'est mieux qu'il y ait quelqu'un du dehors pour commander ;*

○ Dans les discussions sur la crèche, l'opinion suivante était très répandue : *Les mères ne vont pas prendre soin des enfants des autres, elles vont frapper ces enfants et prendre soin seulement des leurs ;*

○ Ou encore, lors d'un des *mutirões* pour aménager la crèche : *Il ne faut rien laisser du tout dans la maison de la crèche, car les gens vont tout voler. Les gens d'ici sont ce qu'il y a de pire dans la société ;*

○ D'autre part, plusieurs fois j'ai entendu des comparaisons de mon monde – selon eux, celui des « blancs et des riches » – et de leur monde « des faibles, des pauvres ». Quand, pour l'organisation de la crèche, je citais en exemple une procédure existant dans les crèches de « mon milieu », ils n'acceptaient pas l'argument en disant que chez les gens riches rien n'était pareil car ils sont « bien élevés ».

### Le soutien à des leaders forts

L'intériorisation du stigmatisme fait que les gens attendent des leaders qu'ils soient différents d'eux-mêmes, plus proches du modèle « gagnant » de la société. Il est vrai que dans son ascendant sur les autres, tout leader se distingue par des caractéris-



15. Le *mutirão* est un travail collectif bénévole, très courant au Brésil, qui a son origine dans l'aide mutuelle des paysans pour le travail dans les champs et pour construire des maisons.



tiques concrètes qui en font un leader. Cela devient problématique s'il y a rejet d'un leader issu du milieu et qui veut se maintenir proche des gens.

Dans un quartier populaire, d'une manière générale, le leader est plus scolarisé que les autres et son niveau de revenu est un peu plus élevé. Par son vécu personnel et ses caractéristiques propres, le leader est quelqu'un qui a une vision du monde élargie par rapport aux autres habitants. Il a aussi des capacités personnelles particulières, comme la capacité de convaincre, soit par la sincérité et l'exemple – la persuasion – soit par l'autorité qu'il inspire. Il se distingue des autres par une persévérance particulière dans la recherche de ses objectifs. Il doit avoir aussi une certaine capacité de sacrifice personnel parce que fréquemment la *liderança* signifie la sortie du monde privé vers l'engagement pour des problèmes qui concernent d'autres personnes<sup>16</sup>. Il est à l'aise quand il est en vue, il se distingue sans peine de la foule. Il est capable d'obtenir que les gens l'écoutent, le respectent, le suivent.

Deux types de leaders ont été identifiés sur le terrain, celui dont l'ascendant sur les habitants d'un quartier populaire est basé sur *l'autorité* – capacité de commander – et l'autre sur *l'influence* – capacité de persuader. Fréquemment, il y a un mélange de ces deux capacités. Nous caractérisons des leaders à partir de la prépondérance du type d'ascendant qu'ils ont sur les habitants. Celui qui fonde sa *liderança* sur l'autorité est un leader *fort* ; celui qui fonde sa *liderança* sur l'influence est un leader *mobilisateur*.

Le leader fort est celui qui peut convaincre les gens qu'il a un pouvoir particulier pour améliorer leur vie. Le leader mobilisateur est celui qui peut persuader les gens qu'ils peuvent, eux-mêmes, améliorer leur vie. Il est clair que ce sont ces derniers qui peuvent le mieux contribuer à la réussite de l'intervention cherchant à impulser l'apprentissage de la citoyenneté.

Le leader naturel typique d'un quartier comme Vila Verde est sans aucun doute le leader fort. Dans une ambiance de stigmatisation, d'intériorisation de l'oppression et d'identification aux dominantes, il est normal que le leader typique soit celui qui conforte les caractéristiques traditionnelles de la société. L'autoritarisme et le paternalisme sont les caractéristiques de sociétés auxquelles les gens sont habitués ; spontanément ils reconnaissent le leader qui est en affinité avec ces caractéristiques.

Le leader fort serait ainsi légitimé par la tradition, mais cela n'épuise pas toutes ses caractéristiques. Pour exercer sa *liderança* le leader fort est légitimé aussi par son charisme. Selon Weber, la légitimation d'un leader charismatique vient d'une certaine idéalisation que les adeptes créent à son propos : il s'agit de caractéristiques non quotidiennes, non mesurables, venues d'un héroïsme, d'une grâce quelconque. L'interprétation qui paraît proche dans notre cas est celle du charisme en tant que séduction ; on en verra des exemples par la suite.

Le leader mobilisateur, celui qui légitime sa *liderança* par son pouvoir de persuader les gens, de

16. Le mot *liderança* en portugais signifie l'exercice, par le leader, de son autorité et de son influence sur ses lidérés.

les mobiliser dans une lutte fondée sur leurs propres forces est le fruit d'une construction extérieure à la démarche naturelle. À l'inverse des leaders forts, les leaders mobilisateurs ont besoin d'être impulsés pour se distinguer. Leur légitimation relève d'une rationalité des « lidérés » par rapport à l'intérêt qu'ils ont d'avoir un leader de ce type. Ce thème sera traité surtout à la fin de ce livre, car la construction de ce type de leaders était un des objectifs de l'intervention et il sera examiné en tant que résultat pratique de celle-ci.

Pour en terminer avec cette distinction, il est intéressant de remarquer que lorsque l'on parle d'un leader fort, on parle au singulier, car il est intrinsèque à l'ascendant par l'autorité qu'une seule personne exerce toute la *liderança* dans un groupe humain restreint. Si on parle de leaders mobilisateurs, on parle au pluriel puisqu'ils ne s'excluent pas et peuvent s'entraider dans l'action.

La distinction objective des deux types de leaders peut amener à des appréciations romantiques de leurs actions. Mon expérience montre la tendance au départ « d'angéliser » les leaders mobilisateurs au travers d'arguments puritains. Ainsi, le leader fort voudrait se distinguer par vanité personnelle, alors que le leader mobilisateur le ferait par pur engagement idéologique. Le terrain a montré qu'il vaut mieux prendre les gens sans manichéisme. Il y a certainement une vanité, une envie de pouvoir, qui poussent aussi le leader mobilisateur.

On ne peut saisir les rapports de *liderança* si l'on observe seulement un côté du problème : s'il

existe un leader fort, qui est flatté de la tutelle qu'il exerce sur d'autres, il y a de l'autre côté des « lidérés » qui s'exemptent de la responsabilité d'être autonomes. Le leader fort doit aussi faire preuve d'une capacité concrète de pourvoir au bien-être de ses « lidérés » et démontrer qu'il est capable d'agir pour améliorer la vie des gens. Par exemple, au réel pouvoir dont Domingão, personnage incontournable du quartier de Vila Verde, disposait, il ajoutait des simulacres de puissance. Il faisait croire aux gens que toutes les améliorations dans le quartier se faisaient grâce à lui. Il utilisait le contact privilégié qu'il avait. Il faisait ainsi croire aux gens, avides de repères, qu'il était puissant.

Domingão jouait le rôle de gardien des « bonnes valeurs », en plus de celui de gardien de l'ordre, dû à sa fonction de policier. Il utilisait souvent des formules vagues, des opinions anonymes qui ne pouvaient pas être contestées, pour faire passer sa propre opinion ; il avait aussi un côté autoritaire. Cette attitude a pu être mieux saisie lors de ses réactions à la mise en œuvre de la crèche et de l'école, quand il utilisait des expédients obscurs pour essayer d'empêcher le cours normal des initiatives.

L'image de l'influence que Domingão avait dans le quartier peut être saisie à partir des arguments donnés par les habitants pour justifier sa « respectabilité ». Ces arguments reposaient sur deux situations : celle liée directement à sa fonction de policier, qui constituait son image d'« autorité », et celle tirée de ses caractéristiques person-

nelles, telles que son charme, son image de « leader paternel » et ses actions caritatives.

Dans un nombre important de réponses à notre questionnaire (20 sur 47) les habitants justifient leur respect pour Domingão par sa condition de policier ; la rigueur de son autorité y est exaltée. Quelques-uns n'ont pas justifié leur réponse et les autres mélangent les deux images : *Il est le chef des vigiles et il aide la communauté dans la mesure du possible ; Il mérite notre respect parce qu'il est dévoué au quartier et il nous respecte tous.*

Le phénomène de la *liderança* a été traité par Weber (1991), à partir de l'idée de domination, qui serait *la probabilité de rencontrer de l'obéissance à des ordres spécifiques*. Weber traite de la domination dans un sens plus large que le simple autoritarisme, fondamentalement distinct de la *liderança*, qui signifie plutôt le rapport d'un leader avec des « lidérés » qui l'acceptent comme tel. Il parle ainsi de la légitimation de la domination. Il n'existe pas, selon Weber, de domination sans *un minimum d'envie d'obéir, c'est-à-dire l'intérêt (interne ou externe) vis-à-vis de l'obéissance*. La légitimité, ou au moins une croyance à cette légitimité, est recherchée dans toutes les formes de domination, même s'il existe aussi l'autorité imposée, acceptée par faiblesse individuelle et/ou collective.

Selon Weber, c'est la nature des motivations, ou des intérêts à obéir, qui définit la nature de la légitimation et, par conséquent, les différents types de domination. Il y a des motivations matérielles, des motivations affectives et des motivations qui

relèvent de valeurs. Ces motivations peuvent, naturellement, coexister dans chaque cas. Selon ce même auteur, il y a trois types purs de domination légitimée : la domination rationnelle, la domination traditionnelle et la domination charismatique. La domination légitimée rationnellement se rencontre dans les institutions de caractère légal ; la domination légitimée affectivement se rencontre dans les rapports de respect à la personne, liés à la tradition ; la domination légitimée par le charisme se rencontre dans le suivi des leaders qui ont une « grâce » particulière.

Sur le terrain nous avons pu observer la naissance des deux types de leaders, qui ne sont pas des exemples purs comme ceux de Weber, mais dont l'ascendant sur les autres peut être compris à la lumière de ses catégories. L'émergence de ces leaders, et la reconnaissance de leur *liderança* par les habitants, sont révélateurs de quelques valeurs fondamentales des gens dans leurs rapports avec le pouvoir.

L'expérience générale montre que les vrais leaders charismatiques doivent montrer, ou simuler, un amour profond envers les masses des « lidérés ». La compréhension traditionnelle du pouvoir conçoit que les pauvres soient sous la dépendance des puissants et qu'ils ne puissent rien faire sans leur complicité. L'attitude de Domingão était typique de celle des leaders « populistes » : il était en même temps dur et sympathique, vaniteux et attentif et il disait souvent que c'était sa seule présence qui évitait la violence dans le quartier. Il

n'a jamais montré d'intérêt pour des discussions communautaires.

Contrairement aux leaders mobilisateurs, le leader fort n'est pas le genre de leader qui peut travailler en équipe. Il ne sait pas stimuler le travail de chaque membre d'un groupe ; tout doit être sous son contrôle absolu et suivre sa vision des choses.

### La jalousie vis-à-vis des leaders qui se distinguent

Comme on l'a vu, le leader typique dans un quartier populaire est le leader fort et sa différence ne suscite pas la jalousie. Mais, dès qu'il y a un leader mobilisateur en action, la jalousie est très courante. Ce comportement, même s'il est aussi répandu aussi dans d'autres classes sociales, semble être rendu plus aigu chez les pauvres par l'intériorisation du stigmate de la pauvreté.

Plusieurs hypothèses peuvent expliquer la jalousie envers ceux qui se distinguent : 1. la personne peut croire que le leader veut tirer profit de sa position, soit pour se faire remarquer, soit pour s'enrichir, ou encore pour accéder à une position de prestige ; 2. la personne se sent menacée par la position de distinction de l'autre parce qu'elle remet en question son propre rôle : « pourquoi ne suis-je pas distinguée comme elle<sup>17</sup> ? » ; 3. la personne est jalouse de la place prise par celui ou celle qui se distingue devant l'intervenant, qui est aimé et respecté dans le milieu. Cette troisième explication est en effet une variation de la deuxième, que nous allons étudier maintenant.

17. Au début, pour moi (venue d'un autre monde) il n'était pas facile de saisir les motifs des disputes entre les gens. Le pouvoir lié à chaque fonction – être maître d'école, directeur de l'association, « mère de la crèche » (femme ayant des enfants qui participait à l'organisation de la crèche), etc., constituait pour moi plutôt une obligation, du travail dur et non du prestige. Je me trompais énormément car il existait une recherche de la reconnaissance et des disputes pour des micro-pouvoirs disponibles dans le quartier.

Il semble que derrière la jalousie se trouve la logique de la différenciation. Avant l'action conjointe des habitants il était difficile de reconnaître les différences de conditions de vie et de personnalité dans un milieu touché par l'exclusion. Pour l'observateur et pour eux-mêmes, tous étaient « des pauvres ». Dès lors qu'on met en route un travail collectif il y a forcément certaines personnes qui se distinguent et ceci n'est pas supportable pour les autres. La question est encore plus pointue car les leaders sont normalement des personnes qui se différencient du groupe par rapport à la scolarité, le revenu, l'histoire de vie, etc.

Mais d'où vient cette peur de la différenciation ? Comme on le verra plus loin en plus grand détail, celui qui se distingue met l'autre en « manque de reconnaissance ». Pour Todorov (1995), la base des rapports humains est la recherche de la reconnaissance de l'autre. Dans le cas du quartier, être leader signifie être reconnu, et ceux qui aspirent aussi à être des leaders sentent que la reconnaissance de l'autre empêche la leur. Cela se passe seulement dans une démarche égalitaire, sinon, c'est la logique de la dépendance qui domine, comme dans le cas des leaders forts.

Il est clair que la jalousie n'est pas l'unique attitude. Il y a des gens qui admirent ceux qui prennent plus de responsabilité que les autres. Ils reconnaissent que ces personnes sont très utiles car elles font avancer les choses, elles mobilisent les autres, moins capables ou moins disponibles. Ces leaders sont parfois reconnus tout de suite et les

autres personnes approuvent leur dévouement, leur rendent hommage et leur donnent leur soutien. Dans ce cas, normalement, il existe une reconnaissance mutuelle, une complicité dans l'action, un « con-sentement actif », où leaders et « liderés » marchent ensemble, chacun dans son rôle, vers un but commun.

Le problème de l'attitude jalouse est qu'elle provoque d'habitude des disputes dans le groupe, entraîne des dissensions et par conséquent la formation de « factions ». Elle empêche la constitution d'une « volonté collective » dans le sens gramscien. En effet, la plupart du temps il ne s'agit même pas de différences de points de vue ou de méthode d'action, car les gens sont encore trop inexpérimentés pour avoir ce genre de mésentente. Il s'agit encore de désaccords personnels. Tous les commentaires malveillants minent la confiance de ceux qui sont plus faibles dans le groupe d'action et parfois bloquent le processus. Les leaders émergents se retirent devant la pression des opposants, le vide s'instaure à nouveau et l'animateur doit prendre encore une fois la direction des événements. En fait, ces leaders naissants disent : *il n'est pas juste de se dévouer à une cause collective, de la mettre avant notre vie personnelle et d'être ainsi perçus par les autres.*

Pour les gens du quartier qui ne participent pas au travail communautaire, il est naturel que les actions collectives deviennent aussi sujet de conversations. Ils entendent parler de cette affaire et en parlent aussi, car il s'agit d'une nouveauté, tout à fait intéressante. Ces « autres », ceux qui ne sont

pas personnellement engagés, peuvent avoir des réactions positives ou négatives qui ont aussi des conséquences sur le travail communautaire. Si leur attitude est positive, ils admirent une telle audace et prient pour son succès, en se mettant à la disposition des engagés pour les aider pour de petites choses. Cette attitude favorise une bonne ambiance et pousse en avant le groupe de travail. Dans l'attitude négative, les habitants parlent méchamment des autres, même de ceux qu'ils ne connaissent pas : ils disent que ces gens-là sont bêtes, qu'ils perdent leur temps, que cela ne va jamais marcher, qu'il y a des combines derrière, etc. Ce sont les ragots dont nous avons parlé auparavant.

L'attitude négative, encore une fois, peut être expliquée par la jalousie, avec les mêmes fondements. Mais elle est tributaire aussi de la stigmatisation : de la méfiance de la capacité du groupe de dépasser tout seul ses difficultés. Pour certains, croire qu'on a perdu d'avance toute bataille est une manière d'éviter toute déception et ils se méfient, ou se moquent, de ceux qui n'ont pas la même attitude.

### **L'inexpérience des actions collectives**

L'inexpérience de l'action collective prolongée, ancrée dans une pratique quotidienne, est une donnée de base du cadre anthropologique de l'expérience, que nous discuterons par la suite. Cela conduit, comme nous le verrons, à une recherche de leaders forts, du type « sauveteur », des gens dans la misère. Les origines de ce manque d'orga-

nisation collective et de participation sont variées. Si d'un côté il y a la tradition brésilienne des rapports de dépendance et de tutelle entre « puissants » et « faibles », d'autres aspects y contribuent également. Maintes fois, lorsque les possibilités de participation se posent, c'est l'intériorisation de la stigmatisation qui empêche l'individu de se mettre en route ; c'est la méconnaissance des rituels démocratiques ; ce sont les manipulations de toute sorte ; c'est la non-maîtrise des problèmes internes de rapports humains dans un processus collectif qui fait défaut.

L'action collective continue est hors du vécu des habitants du quartier. Elle n'a rien à voir avec les habitudes des gens, malgré le fait qu'ils ont plutôt des expériences ponctuelles d'action conjointe. Cette inexpérience dans les actions continues, que nous avons perçue depuis le début, était un point de repère important de l'expérience pilote, qui essayait justement de combler ce manque. Les activités pédagogiques que nous avons menées ont constitué une première étape qui devait être poursuivie dans les actions collectives. Pour les premières de ces actions (le choix du nom du quartier et l'organisation de l'association), plus simples et moins durables, les problèmes identifiés ne se sont pas posés d'une façon importante. Cependant, pour l'organisation de l'école et de la crèche, l'inexpérience et les disputes entre les participants ont été des facteurs qui empêchaient parfois le processus d'avancer.

A l'inexpérience des actions collectives s'allie

la passivité régnante et, s'il n'y a pas d'intervention externe, le cercle vicieux peut facilement s'instaurer. C'est là que doit jouer, selon Gramsci, l'intellectuel organique, ou le chercheur engagé de la recherche-action, ou encore le coordinateur des cercles de débat freirien. Comme nous l'avons vu aussi, la passivité est due à la dépendance historique des populations pauvres envers les pouvoirs publics et les classes aisées. Les gens sont habitués à attendre les actions toujours tardives des pouvoirs publics ou le secours personnel de la part des membres des classes aisées avec qui ils entretiennent des rapports plus étroits. Ainsi, dans la plupart des cas, les gens souffrent en silence de leurs manques, et quand ces services sont finalement implantés, ils s'adaptent à leur modèle. La souffrance muette et la résignation au modèle existant sont les défis de l'attitude dépendante.

La proposition d'une action collective continue pose un défi tout nouveau : il faut penser et agir globalement, être actif, avoir de l'initiative, l'esprit de négociation, la persévérance, etc. Pour organiser une crèche collective, par exemple, il faut trouver un endroit pour son fonctionnement, le meubler, décider que faire avec les enfants pendant la journée, trouver les moyens pour les soigner et les nourrir, et se mettre continuellement d'accord avec les autres mères sur la façon de tout gérer. Ceci est déjà un exploit, même pour des personnes plus actives et expérimentées dans des démarches collectives. Pour un groupe de mères pauvres et inexpérimentées, cela signifie un chan-

gement de mentalité et de pratique qui se fait difficilement.

Il est ainsi normal qu'au départ du travail communautaire, les gens agissent de façon dépendante, comme si la responsabilité pour sa réussite était ailleurs : c'est dans leur habitude. Ils trouvent tout de suite des substituts de « l'autorité externe » qui vont tout résoudre pour eux : soit l'intervenant – « cette fille blanche présente à la réunion » – soit même une habitante plus active – « celle qui se mêle de tout », comme certains parlaient d'Ada, un autre personnage incontournable du quartier. Les habitants ne s'engagent pas entièrement dans la réussite d'une action communautaire tant qu'ils n'ont pas appris son lourd sens de responsabilité. Il faut un long travail pédagogique pour leur faire comprendre leur responsabilité implicite, en tant que participant d'une telle démarche.

Dans la pratique, les gens ne se sentent pas responsables du sens de leurs paroles et de leurs actes dans les réunions ou dans les *mutirões*, par exemple. Ils prennent part aux actions collectives, tout en continuant à agir comme auparavant. On répète les expériences quotidiennes : tout se passe comme une affaire de voisinage. On remarque que certains problèmes personnels peuvent se déplacer et prendre de l'importance dans les activités collectives. Prenons l'exemple des disputes animées entre les mères de famille au sujet de leurs enfants (quand les méthodes d'éducation de l'une sont critiquées par l'autre). Si ces disputes n'ont pas de conséquences pour la suite dans des relations de

voisines, cela change lorsque le processus est collectif. Les disputes personnelles à propos de l'éducation des enfants joueront lourdement lorsque l'on s'engage dans l'organisation d'une crèche communautaire. Cela peut semer des méfiances entre les mères, entraîner l'éloignement de quelques-unes et retarder le travail entamé ensemble. C'est ce qui s'est passé à Vila Verde. Quand les gens commencent à se rendre compte que leurs actions peuvent entraîner des retours en arrière du travail collectif, ils apprennent à se maîtriser. Ce processus d'apprentissage est long pour la plupart et parfois impossible pour certains. Pour ces derniers, le groupe doit s'imposer et exiger leur éviction ; mais cela n'est pas simple, car le conflit ouvert est très pénible à gérer. Ici, encore une fois, il s'agit d'un apprentissage.



## *Déroulement de l'expérience pilote*

L'expérience s'est déroulée en deux grandes étapes : les « activités pédagogiques » et les « actions collectives ». Les activités pédagogiques furent des réunions faites à notre initiative, conçues et organisées sans la participation des habitants. Leur but était d'introduire les gens aux mots et logiques de l'urbanisme, ainsi qu'aux rituels de la démocratie directe. Les activités pédagogiques devaient aussi permettre aux participants d'expérimenter le fait d'être partie prenante d'un collectif plus large, le quartier. Ainsi, au processus naturel de voisinage des quartiers populaires – de partage des préoccupations communes au fur et à mesure du temps – d'autres situations de rencontre ont été créées. Les activités pédagogiques devaient aussi inspirer aux habitants l'envie d'agir collectivement, suggérer leur organisation et leur permettre de faire ensemble les premiers pas dans ce sens.

A partir de ce point nous sommes passés aux « actions collectives », qui étaient à l'initiative des habitants, impulsées de l'extérieur, visant à appor-

ter des améliorations dans leur cadre de vie. Ainsi, il était nécessaire de continuer à motiver les gens à travailler ensemble, à trouver des objectifs mobilisateurs et des leaders pour pousser et organiser les actions. Le but de l'expérience pilote était de préparer les personnes concernées à la participation et ensuite à un travail communautaire autonome et durable. Ainsi, si les actions collectives survivaient à notre passage dans le quartier elles pourraient être appelées « travail communautaire ». L'atteinte de cet engagement et de cette indépendance par les habitants supposait un processus personnel et collectif d'apprentissage de citoyenneté, ce qui était notre objectif.

### *Les activités pédagogiques*

Les quatre activités ont été très diversifiées et complémentaires dans l'« exercice de l'autonomie » que l'on cherchait. A travers ces activités, il était

question, tout d'abord, de mettre les habitants en contact, un contact différent des contacts de voisinage puisqu'il permettait le mélange des gens à l'échelle du quartier. Son objectif était de faire sortir l'habitant de son cadre immédiat – sa vie, ses voisins, sa rue – pour rencontrer le quartier et les autres, les voisins inconnus. Ces premières activités de l'intervention ont été importantes d'autre part pour continuer la présentation de l'équipe d'intervenants aux habitants qui avait démarré avec les questionnaires.

Les premières activités pédagogiques avaient ainsi comme sujet le quartier, dans une approche plus ludique et cognitive que revendicative. Ces séances signifiaient toujours une expérience d'action : d'abord une action plutôt physique – modeler et dessiner – et ensuite plutôt intellectuelle – discuter un objectif et voter. L'intention était de passer de la perception vive à la pensée abstraite.

Bien que le thème « le quartier » ait été le sujet majeur de toutes les activités, il n'était pas question de commencer par des discussions sur les « problèmes du quartier ». En effet, ce genre de discussion attire d'abord les gens qui ont déjà une expérience collective et notre objectif était d'attirer tous les habitants, plutôt par la curiosité que par un intérêt objectif. Il n'était pas intéressant de limiter d'emblée la portée du travail à une petite partie de la population, et nous voulions l'ouvrir à tous. Il n'était pas question non plus de rassembler les gens pour qu'ils se plaignent de leurs difficultés, avec le sentiment d'impuissance qui les accompagne à

cause de leur manque de confiance en tant que groupe.

L'objectif de toutes les activités était de faire vivre au groupe des expériences agréables et réussies, qui les poussent à l'action conjointe et à la confiance réciproque. Les activités devaient offrir à chaque participant personnellement la possibilité de renforcer la confiance en soi, par la réponse positive aux défis posés. Ces objectifs étaient impératifs pour surmonter les effets de la stigmatisation dont souffrent les pauvres et qu'ils intériorisent, personnellement et en tant que groupe.

Les activités suivaient une hiérarchie qui allait du plus simple au plus complexe et du plus ludique au plus engagé. Cette procédure respecte des principes simples de la pédagogie : faire progresser le défi cognitif en maintenant le plaisir d'apprendre et d'être actif (Freire, 1985). Dans toutes les séances, néanmoins, il s'agissait de saisir l'ensemble. On ne partait pas des problèmes personnels pour arriver aux problèmes collectifs, puisque ce passage est difficile. Les gens maîtrisent bien les questions de leur quotidien, et n'ont pas normalement le moyen de faire répercuter leurs plaintes hors de leur famille, amis et voisins. Si on avait proposé des réunions démarrant à partir du récit des problèmes de chacun on n'en aurait pas vu la fin, sauf à coup de rappels à l'ordre. Il était plus intéressant de voir la discussion se dérouler naturellement, sans réprimandes, qui sont nuisibles à l'apprentissage et au renforcement de la confiance en soi. Ainsi, on devait traiter toujours directement de

l'ensemble, du quartier et du collectif des habitants, tout en écoutant, bien sûr, le récit personnel de chacun.

Les actions proposées dans les séances devaient toujours avoir un aspect de nouveauté, de jeu, tout en se prêtant à la connaissance et à l'expérience d'autonomie. Cependant, nous avons veillé à ce que l'aspect de « nouveauté » ne soit pas intimidant : en effet, la peur et la timidité devant l'inconnu sont aussi naturelles que la curiosité. Ainsi, dans toutes les activités, nous avons toujours commencé par donner un exemple qui servait de point de repère à ceux qui ne voulaient pas trop s'aventurer. Ce problème se posait aussi du point de vue du suivi progressif des activités pédagogiques car, si les activités étaient toujours ouvertes à tous, les gens y venaient à leur gré, sans avoir une présence continue. Il fallait donner des jalons, à chaque nouvelle activité, à ceux qui n'avaient pas été présents à la séance antérieure.

À la suite des activités pédagogiques qui seront présentées maintenant en détail, il a été possible d'entreprendre les actions collectives communautaires, prévues au départ.

### *Activité I : La confection de la maquette du quartier*

Après avoir invité les habitants à travers une convocation porte-à-porte où 80 invitations ont été faites, la réunion a eu lieu dans un bar situé dans un endroit de passage. Dans la salle d'environ 40 m<sup>2</sup> nous avons installé des chaises en rond, et affiché aux murs des photos des gens du quartier et des coupures de presse. Les invités entraient un peu intimidés, regardaient les photos et les articles, reconnaissaient les personnes photographiées et le scénario, et prenaient place ensuite, moins gênés.

Le but de la première réunion était de leur faire découvrir quelques-uns des instruments de travail des urbanistes – la maquette et la carte

topographique du quartier – pour pouvoir, à travers ceux-ci, discuter des problèmes de la population. La maquette est la représentation urbanistique la plus simple : une maquette est un modèle réduit de la réalité ; c'est une abstraction d'identification facile, car il s'agit de représenter le réel avec les mêmes trois dimensions existant dans la réalité. Pour les habitants, cette abstraction n'est pas difficile à saisir puisqu'ils connaissent bien le modèle réduit dont les poupées et les voitures en miniature sont des exemples très répandus.

Pour pousser les gens à prendre la parole dès le début de la réunion, j'ai demandé quels étaient les instruments de travail des professions courantes dans le quartier, tels que ceux du maçon, de la cui-

© Débora Nunes



Confection d'une maquette du Pain de Sucre de Rio de Janeiro.

© Débora Nunes



Les participants préparent une maquette en argile de leur quartier.

sinière, de l'agriculteur. Les gens répondaient en souriant, comme s'il était drôle de parler de leurs outils de travail tels que couteaux, truelles et bêches dans une réunion publique. Ils commençaient à surmonter ainsi leur timidité.

Pour introduire la démarche pédagogique autour de la maquette du quartier, l'équipe d'animation et moi-même avons commencé par montrer des photos du Pain de Sucre (à Rio de Janeiro) et ensuite la carte topographique de cet endroit. Nous avons choisi cette image parce que tout le monde la connaît bien et qu'elle est très « parlante » de la topographie, que nous voulions mettre en évidence. Plus tard, un membre de l'équipe (un plasticien) a fait une maquette en argile du monument naturel de Rio.

Après la confection de la maquette, que les gens regardaient attentivement, nous avons mis des fils là où se trouvaient les courbes de niveau. Par la suite, j'ai expliqué la carte, la maquette et les courbes, toujours d'une façon « freirienne », c'est-

© Débora Nunes



à-dire en demandant plutôt au gens d'exprimer ce qu'ils comprenaient à propos de ce qu'ils voyaient. Par exemple, je leur ai demandé de regarder la maquette du Pain de Sucre avec les fils/courbes de niveau et de la comparer avec la carte topographique qui était à côté. En voyant cette carte et la maquette ensemble, ils ont pu saisir la logique de la carte topographique.

Après cette première présentation, nous avons invité les gens à faire une maquette en argile du quartier. Pour leur donner des repères, nous avons montré des photos aériennes et la carte du site et avons fait appel à leur mémoire. Après un temps d'hésitation, une partie des gens présents s'est

organisée en quatre groupes qui ont reçu l'argile pour travailler, sous le regard intéressé des autres. Pour les orienter au départ, le plasticien a commencé à faire lui aussi une maquette ; il s'agissait d'une représentation simplifiée de la topographie, avec les rues et le marquage de quelques éléments clés, connus de tous.

Nous avons produit quatre maquettes (deux du Pain de Sucre et deux du quartier), dans quatre groupes différents. La séance a duré 1 h 40. Pendant tout ce temps des gens entraient et sortaient de la salle et beaucoup d'enfants étaient présents. Ces allées et venues ont été acceptées naturellement par l'équipe d'intervenants qui essayait

de s'adapter tranquillement à la situation. Nous avons eu une moyenne de 20 personnes, avec 40 au moment de la plus grande affluence.

### **Les intentions qui ont guidé le déroulement de l'activité**

L'idée de commencer les activités avec la confection d'une maquette du quartier en argile, à partir de l'exemple du Pain de Sucre, avait pour but de satisfaire à plusieurs conditions nécessaires au travail pédagogique que l'on voulait mener. Ces conditions ont été des repères aussi pour les autres activités pédagogiques.

#### *Mettre les gens à l'aise*

Les réunions sont toujours des événements où seuls les plus habitués se sentent à l'aise. En plus, dans le cas présent, la timidité était accrue par la présence de ces étrangers qui arrivaient en voiture, qui savaient « bien parler », qui avaient pris l'initiative de les réunir. Ceux-ci appartenaient obligatoirement au monde « des blancs, des riches », comme ils disent dans le quartier. Aussi fallait-il construire une passerelle de contact dès le départ, en chassant la timidité de ceux qui étaient présents. Le but était de mettre les gens à l'aise.

Il est possible de chasser la timidité des gens quand on les pousse à agir devant les autres sans qu'ils aient le sentiment d'être jugés. C'est pour cela que nous avons mis des photos sur les murs, que nous les avons invités à parler des choses qu'ils connaissaient, et que nous avons choisi le « jeu » de la maquette du Pain de Sucre et ensuite celle du

quartier. Le jeu crée un rapport sans dispute vive, une ambiance de complicité. Le moulage est une activité qui favorise la décontraction, mais l'ambiance de jeu est déterminante : si nous avons fait un concours de maquette sérieux, l'objectif de vaincre la timidité – et ainsi d'obtenir une large participation et complicité entre les participants – n'aurait pas été atteint.

#### *Faire des gens les sujets de l'expérience dès la première séance*

Notre but était de pousser les gens à prendre une part active à l'expérience depuis le début : avec la confection de la maquette il serait possible d'avoir la contribution de ceux qui n'avaient pas le courage de parler. Les photos des gens sur les murs voulaient aussi signifier que c'étaient eux les protagonistes de l'expérience.

Nous ne voulions pas faire une réunion seulement « explicative ». Le fait de rester à l'écoute peut provoquer une admiration excessive de celui qui parle et bien des fois renforce l'intériorisation du stigma : il a l'impression d'être moins capable que ceux qui ont la parole. Pour faire des habitants les « sujets » de l'activité, nous leur avons fait comprendre qu'ils connaissaient le quartier mieux que nous, car ils y habitaient, et nous voulions apprendre d'eux. C'était à eux de faire le moulage, et les repères journaliers de chacun étaient importants dans la réussite du travail collectif. Réussir une maquette en argile n'est pas une tâche facile, mais elle n'est pas impossible pour des gens non habi-

tués, surtout si on ne se soucie pas trop des résultats, comme quand il s'agit d'un jeu. Le défi était donc de trouver un juste milieu pour qu'il n'y ait pas d'obstacle à l'apprentissage.

#### *Attirer l'attention des gens vers l'ensemble du quartier*

Il était important de commencer le travail par une vision globale du quartier puisque la vision d'ensemble n'est pas un fait courant. D'habitude les personnes ne voient de leur quartier que les chemins qu'ils parcourent : quelques rues, trottoirs et maisons. Cet aperçu est obtenu à partir d'un point de vue d'environ 1,60 m de hauteur et sous l'angle du regard, de 111 degrés, qui est très limité. La maquette donne à ceux qui la construisent un point de vue tout à fait nouveau : c'est comme s'ils étaient des oiseaux. Voir le quartier d'en haut permet de voir les chemins des autres, de prendre du recul par rapport à la réalité quotidienne et rapproche d'une vision du collectif. Puisqu'il n'est pas simple de faire des survols du quartier, la maquette permet une bonne vue d'ensemble.

Pour parler des éléments de la maquette, pendant sa confection, nous avons pu échanger nos mots techniques avec les mots utilisés par les gens. Cela a été possible parce que nous connaissions déjà quelque peu leur langage grâce à nos contacts antérieurs.

#### *Travailler collectivement*

Les maquettes devaient être faites collectivement, ce qui signifie que les règles régissant les travaux

collectifs devaient être suivies. Ces règles, qui s'imposent au fur et à mesure de l'accomplissement de la tâche collective, sont : 1. la clarté de l'objectif à atteindre ensemble ; 2. l'harmonie des gestes, qui signifie le respect du travail des autres ; 3. le partage des tâches, selon la compétence de chacun ; 4. la reconnaissance de leaders. Voyons la mise en pratique de chacune de ces règles.

1. En ce qui concerne la clarté des objectifs, c'est l'animateur de la séance qui doit se faire comprendre. Bien sûr, les participants doivent eux aussi faire des efforts, et c'est à partir de là que les différences entre eux – leaders ou simples partenaires – commencent à s'établir.

2. Le respect du travail de chacun, et donc l'harmonie des gestes, découle du fait que chaque participant est porteur d'information, même modeste, sur le quartier. Ainsi, si quelqu'un se souvient qu'une rue en croise une autre sur son chemin quotidien, il peut enrichir la maquette de détails en ajoutant de la masse. Puisque ce travail est important pour bien accomplir la tâche collective, il est respecté par les autres, qui peuvent entamer ainsi une relève harmonieuse.

3. Pour le partage des tâches, il faut connaître l'habileté de chacun des participants afin de leur demander une contribution juste. Soit les gens se connaissaient auparavant et annonçaient les talents les uns des autres, soit chacun disait ce qu'il pouvait faire, soit la reconnaissance se faisait au fur et à mesure de l'avancement du travail.

4. La *liderança* s'établit à partir de l'audace de

ceux qui commencent le travail ou qui osent donner les premiers repères aux autres. Les gens donnent l'avantage de l'initiative à ceux qui savent ce qu'il faut faire devant l'inconnu.

Les règles pour la réussite d'un travail fait à plusieurs se sont imposées parfois de façon conflictuelle. Les discussions pour résoudre les problèmes et les accords pris pour franchir les controverses ont été des événements enrichissants pour les participants. Ainsi, le processus d'action collective commençait à être maîtrisé.

#### *Laisser une image agréable de notre travail*

Le sens tactile est largement utilisé dans notre quotidien, mais le plus souvent dans une fonction utilitaire. Contrairement aux autres sens, on ne l'exploite pas au grand jour pour le simple plaisir. On entend de la musique pour le plaisir d'entendre ; on regarde de belles choses et de belles personnes pour le plaisir de voir ; on goûte les aliments pour le plaisir du goût et non seulement pour se nourrir ; on met du parfum, pour le plaisir de l'odeur ; mais d'habitude on ne touche pas les choses simplement pour le plaisir de les toucher. Le sens tactile reste ainsi plus ou moins inexploré et c'est pour cela qu'il est difficile de résister à l'invitation au moulage.

L'attirance que nous avons pour cette activité n'est pas seulement due à la nouveauté : s'il n'est pas courant pour un adulte de faire du moulage, l'action de toucher est l'une des plus anciennes de notre expérience. C'est le sens tactile que l'enfant

utilise pour connaître le monde, et ceci joue certainement dans notre attirance pour le moulage. Le plaisir de mouler est dû aussi au fait qu'il nous permet de créer, de mouler à notre gré, ce qui n'est pas non plus une activité journalière.

Le résultat de cette première activité a été un contact des gens entre eux en tant que partie d'un collectif ; ce contact se faisant dans un cadre ludique, il a été l'occasion d'un échange positif entre voisins et a ouvert les portes à d'autres contacts. Nous pouvons dire que la plupart de ceux présents à cette activité ont eu une petite expérience réussie de participation et ont commencé à jeter un « regard d'ensemble » sur le quartier.

#### ***Activité II : La localisation du lot de chacun dans le grand plan du quartier***

L'activité II a suivi les mêmes pas que la première et a eu lieu quinze jours plus tard. La salle de réunion était la même, avec toujours sur les murs les photos anciennes des gens, auxquelles nous avons ajouté d'autres photos plus récentes. L'activité a eu comme inspiration une maquette du quartier, faite d'argile, feuilles et fils, qui représentaient les courbes de niveau du terrain. Faite par l'équipe d'intervenants, la maquette était accompagnée d'une grande carte du quartier (échelle 1/500) sur laquelle nous allions faire travailler les habitants. Pour ceux qui avaient participé à la première activité, nous voulions faire un pas de plus vers l'abstraction avec la carte, qui représente le quartier en

deux dimensions seulement. Pour donner des repères aux nouveaux arrivants, nous avons répété le contenu de la séance antérieure, puisque la compréhension de la carte se faisait à partir d'une explication sur la maquette.

Cette activité n'a pas pris la forme d'une réunion, comme les autres, mais a été plutôt une démarche individualisée : les membres de l'équipe travaillaient avec chacun des habitants venus dans le bar. D'abord ils leur faisaient voir la maquette, en expliquant avec des mots simples la logique des courbes de niveau et des représentations en trois dimensions. Ensuite, quand ils avaient compris le fonctionnement de la maquette, les animateurs présentaient la carte, en expliquant qu'il s'agissait de la même idée, mais dans une représentation en deux dimensions, c'est-à-dire aplatie. Les habitants devaient, à la fin de l'activité, pouvoir montrer leur lot sur la carte. La carte était suffisamment grande pour que l'on puisse prendre un stylo, ou son doigt,

© Débora Nunes



Les habitants indiquent l'emplacement de leurs lots sur une carte.

et faire comme s'il s'agissait de quelqu'un qui marchait dans les rues du quartier, pour expliquer aux gens sa logique.

À partir du discours des habitants sur la géographie du quartier, nous avons identifié avec eux les points de repères sur la carte. Pour aider ceux qui avaient le plus de difficultés, l'animateur essayait de localiser la maison de leurs voisins, ce qui s'est avéré être le repère le plus efficace. Pour toute la démarche nous avons eu l'aide des habitants plus expérimentés, surtout des ouvriers du bâtiment, qui aidaient à expliquer la logique des cartes aux autres.

À la fin des démonstrations – toujours en utilisant la méthode interactive – tous les participants ont trouvé leur lot, ce qui signifiait qu'ils avaient compris la logique de la représentation. Une fois leur lot repéré, les participants le coloriaient et signaient de leur nom pour rendre « l'appropriation » de leur découverte encore plus évidente.

Certains nous ont demandés si cette démarche était une sorte de document de propriété des terrains ! Malgré l'absence complète de confort (comme dans l'activité I, les gens ont dû apporter leurs chaises) tout s'est très bien passé : sur la carte, plus de 50 lots ont été coloriés, à une époque où il y avait plus ou moins 200 familles dans le quartier.

### **Les intentions qui ont guidé le déroulement de l'activité**

Nous avons poursuivi ici les mêmes objectifs que dans la séance précédente : mettre les gens à l'aise, faire d'eux les sujets de la séance, attirer l'attention sur l'idée de l'ensemble du quartier et donner une bonne image de notre travail. Les changements survenus depuis la première séance se sont manifestés par l'approche individualisée et une augmentation du degré d'abstraction. Le dépassement des effets de la stigmatisation – objectif à long terme des séances – commençait à se faire sentir : pour chacun des participants, l'acte de se retrouver (à travers son lot) dans la carte a été vu comme un exploit. Cela renouvelait aussi (ou provoquait, si la personne n'était pas venue à la première activité) le sentiment d'être un protagoniste important des séances.

Dans un travail pédagogique il est indispensable d'augmenter le degré de difficulté des activités avec le temps. Cela permet aux gens qui sont venus à la séance antérieure de sentir qu'ils ont appris des choses nouvelles. Dans ce cas il était important aussi de reprendre les connaissances déjà acquises

(la maquette) pour ne pas empêcher l'engagement de ceux qui n'étaient pas venus à la première réunion.

Il est intéressant aussi d'avoir deux types de contact, l'un avec l'ensemble des participants et l'autre, plus personnalisé. Il était important pour nous de faire connaissance avec les gens et la démarche plus individuelle permettait que des rapports commencent à se nouer. Pour les participants il est aussi important de se sentir accompagné attentivement, personnellement, jusqu'à l'accomplissement de la tâche proposée.

D'autre part, l'activité s'est montrée utile – et cela n'était pas prévu – pour révéler l'habileté particulière de quelques habitants, ici les ouvriers du bâtiment. Cette distinction était présente dans la première activité aussi, mais d'une façon plus discrète. La distinction de quelques individus parmi d'autres est le premier pas vers la différenciation des leaders qui se développera par la suite et qui se fait très lentement. Elle n'est pas définitive car il y a eu ceux qui se sont distingués et qui ont eu un comportement de leaders dans un premier temps, mais qui se sont écartés du processus par la suite, naturellement.



D'autres activités auraient pu être menées dans le sens des deux premières, avec des variations de matériel, d'échelle, mais toujours dans le sens de l'apprentissage de la représentation du quartier. Toutefois, les activités n'étaient pas une fin en soi : se représenter le réel est à peine un exercice pour

sortir de soi, de son petit monde quotidien et concret. Nous avons jugé que cette étape était accomplie, mais l'expérience collective était restreinte, car les activités jusqu'ici entamées menaient les participants à une sorte de communion, sans conflit.

À partir de ce point, nous avons décidé que les activités devaient changer pour permettre aussi l'apprentissage et l'exercice des discussions collectives, du conflit d'idées et d'intérêts. Pour cela, elles ont été orientées vers un plus grand engagement dans les problèmes réels, mais en évitant de tomber dans le simple constat des problèmes et dans l'impuissance. A ce tournant des activités, l'intention était toujours de renforcer la confiance des gens en eux-mêmes en leur faisant vivre l'expérience d'être importants, responsables d'un travail, capables de relever les défis mis en place. Les activités suivantes ont eu comme thème l'actualité du quartier.

### ***Activité III : La discussion des priorités d'intervention de la Mairie***

Les discussions de l'Activité III ont tourné autour des priorités établies par les habitants lors du questionnaire concernant l'intervention des pouvoirs publics dans le quartier. Les résultats ont été présentés et la discussion a porté sur sa pertinence pour chacun des habitants présents. Il s'agissait de se rendre compte de la différence entre les opinions personnelles et celle de la majorité. Il y avait près de 40 personnes dans la salle. Presque toutes les personnes qui avaient eu auparavant des expériences comme leaders étaient présentes. Pour donner un aspect plus concret aux discussions, un

fonctionnaire de l'antenne de la Mairie dans le quartier a été invité pour écouter les habitants et parler des propositions de la Mairie.

Pour commencer, nous avons demandé aux personnes présentes lesquelles avaient été interviewées ; en fait il n'y en avait pas beaucoup, ce qui montre que l'intervention avait un public différent à chaque moment. Nous avons rappelé la question de l'interview qui demandait une hiérarchie des priorités du quartier. Nous avons expliqué les mots « hiérarchie » et « priorité » en donnant des exemples tirés du quotidien. Ensuite nous avons présenté les résultats dans un graphique qui s'est révélé excessivement compliqué. Nous avons alors traduit le graphique en mots simples et



Présentation par l'auteur des résultats du questionnaire.

demandés aux habitants leur avis sur les résultats de l'enquête. Ils se sont manifestés pour chacune des priorités établies en étant généralement d'accord. Nous avons donc suggéré que cette liste de priorités soit prise en compte lors de leurs discussions avec la Mairie.

Vers la fin de l'activité, la discussion portait déjà sur des questions pratiques. Comment donner suite aux discussions, en faisant parvenir au Maire les priorités des habitants ? Les gens parlaient de la nécessité d'avoir un leader du quartier, pour « faire marcher les choses », pour être leur porte-parole, en étant « respecté de tous ». À ce moment-là il est apparu évident que les gens du quartier avaient une vision précise de la démarche à suivre, en passant par des représentants. De même se dégageait la vision du type de leader que les gens avaient en tête : le prototype du leader « fort ».

Cette attitude montre la conception populaire du pouvoir en tant que transcendance, c'est-à-dire éloigné du corps social. Le pouvoir voulu est le pouvoir « qui peut résoudre les choses » et pas celui qui tombe dans l'impuissance de ceux qui sont semblables, ou qui, par l'alliance avec « les grands » n'accomplit pas son rôle sauveur (Chauvi, 1986). Cette tendance des gens de préférer l'assistance plutôt que l'engagement de chacun dans la résolution des problèmes collectifs a été aussi rencontrée à Nova Iguaçu par Leïla Wolf (1993). Dans son étude sur les mouvements de quartier, elle parle d'« assistés heureux » pour expliquer la non-recherche de l'autonomie et

même la soumission à des leaders charismatiques, s'ils rendent des services.

Les participants disaient qu'il était important d'avoir une *liderança* « qui sache parler aux autorités », qui soit « compétente » et « scolarisée ». Dans la salle une polémique s'est élevée sur le fait que, pour quelques-uns, ce leader devait être « du quartier », et pour d'autres il devait être « du dehors » car, selon eux, les gens du quartier n'avaient pas les caractéristiques requises. On peut voir ici des caractéristiques citées dans le contexte anthropologique : l'identification avec les dominants, l'auto-image négative du groupe, le manque de confiance. Pour quelques-uns, le pouvoir ne devait pas être exercé par des gens comme eux. Cette position, cependant, était remise en question par d'autres, ce qui confirme que l'on ne peut pas parler des pauvres comme d'une catégorie homogène. Les tendances contradictoires que l'on retrouve à ce moment rejoignent l'idée des polarités (les gens potentiellement engagés ou potentiellement anoniques), que nous avons suggéré auparavant.

Dans ce vif débat, il a fallu que l'animateur des séances intervienne parfois pour demander que l'on respecte la parole de l'autre et pour essayer d'organiser un peu les discussions. Si le débat était intéressant, il risquait de se perdre car la discussion ne prenait pas un chemin concret, comme celui, par exemple, d'élire le porte-parole souhaité. C'était à l'animateur des séances de suggérer la création d'une commission d'habitants pour continuer les discussions et/ou pour entreprendre des

actions pour résoudre le problème. Devant le manque d'expérience des gens, l'animateur a dû expliquer comment ils pouvaient prendre le nom des intéressés et ainsi composer une commission pour travailler au bénéfice du quartier.

Ensuite, la représentante de la Mairie a été invitée à prendre la parole. Elle a fait part de l'intention de la Mairie de se réunir plus souvent avec la population pour discuter des problèmes de celle-ci. Elle a suggéré encore l'organisation des habitants à partir des rues du quartier, avec l'objectif de faire de petits aménagements sur les trottoirs des maisons, avec l'appui matériel de la Mairie et en régime de *mutirão*. Après cette intervention, la réunion s'est terminée et les gens se sont mis d'accord pour un nouveau rendez-vous. Rute, une habitante des plus engagées, s'est chargée de cette organisation avec l'aide de l'équipe d'intervenants. De cette rencontre devait démarrer le travail de la commission sur le problème de l'eau, des *mutirões* pour faire les trottoirs, etc. Par l'inexpérience des gens, et leur manque de confiance, cette commission ne s'est jamais réunie. Le *mutirões* n'a pas été réalisé non plus, ce qui révèle la fragilité de la Mairie.

### **Les intentions qui ont guidé le déroulement de l'activité**

Les problèmes du quartier devaient pénétrer de plus en plus la démarche des activités pédagogiques. Notre idée étant de travailler « avec » les gens et non « pour » les gens, il fallait leur donner

l'occasion d'imposer leurs choix de discussions ; ainsi, petit à petit, des changements se faisaient dans le « protocole » d'intervention prévu. Par la suite, au cours de la deuxième activité, il est devenu clair que les gens voulaient discuter de leurs problèmes concrets, malgré leur sympathie pour des démarches plus ludiques. Si les questions sur l'actualité du quartier n'avaient pas été posées, cela aurait entraîné probablement une réduction de plus en plus importante du nombre de participants aux activités.

Le fait de traiter, dans l'activité III, des priorités des gens pour l'intervention de la Mairie dans le quartier respectait la méthode freirienne, qui veut que l'on parte toujours des sujets pertinents à la vie des gens. Après avoir attiré l'attention du plus grand nombre – et surtout des gens moins engagés à cause de l'ambiance ludique des activités I et II – il fallait passer à une autre étape. Le changement d'approche des séances devait aussi attirer les habitants plus engagés, capables de mettre en route l'organisation collective.

Cette activité a permis à tous d'apprendre une des règles les plus importantes de la démocratie participative : le respect de la voix de la majorité. La confrontation entre l'opinion de l'ensemble des habitants, révélée par l'enquête, et l'opinion individuelle de chaque personne présente était révélatrice de cette règle. Si au départ (activités I et II) il s'agissait de prendre du recul par rapport au quartier vécu, aux endroits de passage quotidien, et de voir l'ensemble (la maquette, la carte), l'heure était

venue de prendre du recul par rapport à des revendications personnelles. La question de la crèche, par exemple, qui avait été longuement discutée dans cette réunion, ne devait pas concerner seulement les couples ayant des enfants, mais tous. Pour agir en tant que collectif, la nécessité de saisir l'ampleur des problèmes de la majorité des habitants s'imposait.

Les activités de type discursif comme celles-ci apprennent aux participants les règles basiques du fonctionnement d'une discussion collective : le tour de parole, le respect envers la parole d'autrui, la pertinence du discours par rapport au sujet de la discussion, le temps défini pour l'expression de chacun, la non-répétition des discours, etc. Comme on l'a déjà signalé, ces connaissances, plus ou moins répandues dans les milieux plus aisés par le biais de la scolarisation, sont inconnues de la plupart des gens pauvres, et cela renforce leur exclusion des démarches citoyennes.

La discussion des problèmes communs à tous mène naturellement les participants à réfléchir à la nécessité d'agir pour obtenir l'amélioration de leur cadre de vie. La suggestion que les habitants eux-mêmes pouvaient agir – pour l'organisation d'une crèche communautaire, par exemple – est née pendant cette discussion, à partir du récit d'Ada, une des participantes. Ada défendait l'idée que les habitants eux-mêmes, avec l'aide des leaders sortis de leur propre milieu, pourraient améliorer leur cadre de vie et faire pression sur les autorités, et donnait l'exemple d'autres quartiers qu'elle

connaissait. Cette position a été contestée par certains qui voulaient plutôt une aide extérieure.

Le rôle de l'animateur dans une séance comme celle-ci est plus délicat que dans les précédentes. Il doit faire aboutir les discussions à des démarches concrètes, mais il ne peut pas diriger seul les suites possibles. Si les gens n'ont pas l'expérience d'une démarche collective, il faut leur suggérer des pas à accomplir ; mais ils ont certainement des idées de fond sur la façon dont les choses doivent se passer. Ici, nous avons vu que l'idée la plus répandue était qu'il fallait avoir un leader pour les représenter devant les autorités. L'animateur a cependant proposé une démarche plus large en direction d'une commission, en expliquant, avec l'appui d'Ada et d'autres, que l'organisation des habitants en tant que collectif peut être plus efficace. Si la commission n'a pas vu le jour, c'est parce que l'idée de travailler collectivement n'était pas encore mûre.

C'est à partir de discussions plus concrètes que les leaders commencent en effet à se démarquer de l'ensemble des habitants, puisqu'ils sont les plus capables de voir loin, de proposer, de pousser l'organisation, etc. C'est dans cette réunion qu'Ada, qui deviendrait une des leaders les plus fortes du quartier, et Rute, qui a aussi joué un rôle important, se sont démarquées des autres.

Lors de cette réunion, on a pu observer le type de communication établi entre le représentant de la Mairie et les habitants, à la lumière des concepts de Habermas. Il était évident qu'il s'agis-

sait d'une communication de type stratégique, qui visait plutôt à obtenir l'accord des habitants, que de le construire au fur et à mesure, de façon conjointe. Le manque d'efforts pour entretenir un dialogue où tous les interlocuteurs comprennent bien les mots employés caractérisait aussi cette communication stratégique. Cela montre que même lorsqu'on parle de participation, on peut maintenir l'écart techniciens/habitants qui est traditionnel dans les rapports autoritaires.

La gestuelle du technicien a aussi été observée et ensuite revue dans le film : on voyait clairement l'envie de maintenir une distance physique vis-à-vis des gens présents. L'exemple le plus frappant était l'acte de toujours tenir un cartable entre soi et son interlocuteur lors des conversations face à face, antérieures et postérieures à la réunion. Par ces observations, il ne s'agit pas de faire des jugements moraux, mais des constats sur le déroulement de l'interaction entre deux mondes différents, dans des traditions déjà établies et acceptées. D'ailleurs, les habitants ne semblaient pas trouver arrogant le comportement du technicien ; au contraire, cette personne était vue avec sympathie.

#### **Activité IV : La discussion des règles du *mutirão* des trottoirs**

Cette activité avait pour but de discuter les règles du *mutirão* qui devait avoir lieu dans le quartier, et qui avait été proposé par la Mairie dans l'activité III. Le *mutirão* concernait des travaux sur les trottoirs des maisons : la Mairie devait donner les matériaux et les habitants leur travail.

La réunion ayant pris du retard, les fonctionnaires de la Mairie n'ont pas voulu attendre, malgré l'exhortation de leur chef pour qu'ils restent à tout prix<sup>18</sup>. Nous avons eu peur pour le succès de la réunion car, depuis quelques jours, il y avait un grand problème de manque d'eau dans le quartier. Le problème existait de longue date mais, ces jours-là, même les sources d'eau alternatives étaient fermées. On s'interrogeait d'ailleurs sur la pertinence de notre travail dans le quartier à un moment où les gens devaient se débrouiller seuls pour des choses essentielles, comme avoir de l'eau à la maison. Toutefois, malgré le contexte difficile, la réunion a eu lieu et cela nous a soulagés.

La discussion a tourné autour des problèmes concrets qui pourraient se poser lors de la réalisation du *mutirão* avec la Mairie. À l'appel de l'animateur – à partir des problèmes posés par l'équipe d'intervenants et par les habitants eux-mêmes – les participants ont établi plusieurs règles pratiques pour le fonctionnement du *mutirão* :

1. Les maçons du quartier devaient être recensés et répartis dans le quartier, pour orienter les ouvrages.

18. Malgré l'enthousiasme des dirigeants de la Mairie, les fonctionnaires de terrain s'engageaient le minimum et cela a été une des difficultés du travail commun.

2. La quantité de matériel ne devait pas être la même pour tous. Chaque participant devait recevoir un quota suffisant à son terrain, en respectant les différences de taille des trottoirs.
3. Dans le cas où un habitant ne serait pas présent le jour du *mutirão*, il aurait droit au matériel de construction correspondant à son trottoir seulement s'il avait une justification pour son absence.
4. Si l'absence de l'habitant n'était pas justifiée, il serait condamné par la « communauté » mais, malgré cela, le trottoir de sa maison serait fait par les autres, puisque le travail était collectif. La condamnation n'a pas été explicitée. Il a été suggéré que ce trottoir soit le dernier à être fait.
5. Une commission de trois habitants établirait l'horaire de la relève du travail. Un maçon ou autre habitant ferait l'inspection (certains voulaient une inspection faite par la Mairie).
6. Si un des voisins tombait malade le jour du *mutirão*, les autres voisins devaient travailler à sa place, et lui, quand il serait guéri, travaillerait dans un autre *mutirão*, en aidant d'autres personnes.
7. Les trottoirs des personnes âgées et des handicapés seraient faits par les voisins s'ils n'avaient pas d'enfants pouvant travailler.
8. Chaque week-end devait être consacré à une rue.
9. Le *mutirão* devait commencer par les parties

« d'en bas » du quartier, et venir progressivement jusqu'aux parties « d'en haut », plus proches de l'entrée du quartier.

10. Les boissons alcoolisées seraient admises seulement lors du repas collectif à la fin des travaux, pour commémorer la réussite.

La plupart des décisions ont été unanimes, mais, pour la première fois dans les activités, il y a eu une vraie dispute pour décider du lieu où devaient débiter les travaux. Les défenseurs du démarrage du *mutirão* par la partie « haute » du quartier et qui y habitaient, disaient que tous les ouvrages avaient



© Débora Nunes

Des volontaires travaillent à l'aménagement du terrain de la crèche.

ce parcours. Cela était vrai car cette partie du quartier était la plus développée du point de vue des infrastructures et de la finition des maisons. Les autres participants, dont l'animateur, disaient qu'il fallait compenser la partie « d'en bas » pour le retard. La discussion continuait avec passion jusqu'au moment où une vieille dame, Madame Celina, qui habitait la partie haute, a dit « Nous devons prendre soin de ceux qui sont dans de mauvaises conditions. Ici, ça va, là-bas c'est la pagaille ». Cela a beaucoup touché les gens, qui ont cessé de se disputer.

Par la suite on a dû voter. La plupart des gens ne sachant pas comment procéder, l'animateur a suggéré une prise de position par un vote à main levée. La plupart de ceux qui étaient présents habitaient la partie haute, mais après la prise de position de l'animateur et l'opinion de Madame Celina, plusieurs d'entre eux ont dit qu'ils préféreraient ne pas voter. Les premiers votes ont été en faveur du commencement du *mutirão* par « en bas ». Pour éviter une élection artificielle, car il semblait que les gens allaient voter ainsi parce qu'ils se sentaient gênés, j'ai proposé une alternative de conciliation : faire une semaine le trottoir « en haut » et l'autre semaine « en bas ». Avec cette dernière proposition le vote a été à nouveau unanime.

Pour pousser l'exercice de la *liderança* vers un point de vue concret – le rôle d'organisateur – l'animateur a demandé à un des leaders de l'aider à conduire le vote. À la fin de la réunion, une nou-

velle polémique a eu lieu, cette fois-ci moins tendue : il s'agissait de trancher sur l'usage de boissons alcoolisées pendant les travaux. Les arguments et les exemples donnés par les deux côtés en dispute ont amusé tout le monde et la décision finale, comme on l'a vu, a été sage.

Comme dans les autres activités, la participation des habitants a été grande, avec une moyenne de 30 personnes attentives. La position de quelques leaders qui étaient toujours présents et qui parlaient et donnaient leurs points de vue sur chaque sujet en discussion, s'est trouvée consolidée. Par manque de lumière dans la salle, nous avons été obligés de finir la réunion dehors après le coucher du soleil. La plupart des gens sont restés jusqu'à la fin de la discussion, même debout, sans aucun confort.

Nous avons créé une nouvelle commission pour écrire un document qui serait envoyé à la Mairie. Quelques jours plus tard, le document a été rédigé par les habitants avec l'aide du chercheur. Mais comme celui-ci a dû s'absenter pendant une longue période, les habitants n'ont pas continué la démarche, et le document n'est jamais arrivé à la Mairie. Cependant, cette démarche aurait probablement été inutile car la Mairie n'a pas tenu son engagement à cause de ses problèmes financiers. Le *mutirão* n'a pas été fait.

## Les intentions qui ont guidé le déroulement de l'activité

Lors du débat sur la réglementation de la mise en œuvre collective des décisions, il a fallu discuter et voter les règles du *mutirão*. Pour ce débat, les habitants ont utilisé les connaissances accumulées jusqu'ici (prise de recul et vision d'ensemble, attention aux intérêts de la majorité, règles des discussions collectives), ce qui les a amenés au but de l'exercice de la prise de décision.

La discussion autour de questions concrètes permet le conflit d'idées ; jusqu'ici les activités étaient plutôt consensuelles, ce qui a permis l'apprentissage de la discussion amicale. Cependant, dans le travail communautaire il y a aussi le désaccord, et il faut l'expérimenter. Pour la première fois dans les réunions, le débat a été animé, l'exercice de la négociation a été accompli et des votes ont été organisés pour connaître la volonté de la majorité. Tous ces aspects de la démocratie participative, prévus dans notre projet d'intervention, ont été vécus intensément par les personnes présentes.

La discussion et le vote de chaque règle ont permis de légitimer le groupe en tant que forum de décisions. Cela peut paraître simple à ceux qui vivent la vie collective à l'école, dans des associations, etc., mais ce ne l'est pas pour les gens qui n'ont pas ce genre d'expérience. En plus, pour ceux qui ont un certain mépris du groupe auquel ils appartiennent, cela signifie surmonter cette difficulté et légitimer ce groupe en tant que décideurs. Pour chacun des participants, l'acte de respecter

une décision prise contre son intérêt particulier est une attitude de grande maturité, et c'est pourquoi normalement il y a des questionnements sur les résultats. Seule la répétition de cette procédure à plusieurs reprises pourra la rendre naturelle.

L'acte de l'animateur de demander l'aide d'un des leaders présents pour conduire le vote signifie son retrait, ce qui est nécessaire à ce moment du travail. Dans l'esprit de la méthode, le savoir-faire de l'animateur en tant qu'animateur doit être transmis aux gens du quartier qui en ont envie. Pour le leader qui a conduit le vote, cela a signifié une expérience pratique de *liderança*, car il a dû apprendre à s'imposer aux autres d'une façon légitime, pour arriver à la fin de sa tâche.<sup>19</sup>

Une autre petite victoire a été obtenue pendant cette réunion : le fait que la commission, créée pour composer le document suggestif/revendicatif destiné à la Mairie, ait fonctionné. Il est certain que l'animateur et son équipe ont donné un coup de pouce, mais cela était prévu dès le début.

L'initiative de discuter le *mutirão* des trottoirs avec la population n'a pas plu aux fonctionnaires de l'antenne de la Mairie, malgré l'accord de leur chef. Il y a probablement deux raisons pour cela : les fonctionnaires pensaient que les intervenants leur prenaient leur place dans le quartier et ils avaient peur de la pression de la population puisqu'ils n'étaient pas certains que le *mutirão* serait réalisé. Quand j'ai su qu'il ne se réaliserait pas, j'ai commencé à mieux comprendre la fragilité de l'action de la Mairie, le non-suivi des plans, et à mieux

saisir l'incertitude des fonctionnaires sur leur rôle et leurs responsabilités.

## Les actions collectives

Après l'étape des activités pédagogiques, qui a duré environ deux mois, avec des réunions bimensuelles, nous sommes passés à une autre étape de l'intervention, celle des « actions collectives ». Ici nous appelons « action collective » la suite d'actions entreprises collectivement par les habitants, visant à intervenir dans la réalité du quartier et ayant pour but l'amélioration de leur cadre de vie. La différence par rapport au travail communautaire, comme nous l'avons précisé auparavant, est que l'action collective nécessite encore une intervention externe et il n'est toujours pas certain qu'elle sera durable.

Pendant la période du passage des activités pédagogiques aux actions collectives, il est devenu évident que la Mairie n'allait pas vraiment entreprendre les ouvrages promis – l'école, la crèche, le dispensaire, etc. À défaut des décisions d'urbanisme qui devaient être prises par l'intermédiaire de notre équipe d'intervention, il a fallu modifier la suite de l'expérience-pilote. C'est ainsi que la réalité nous a poussés à un changement dans le mode d'intervention. Nous avons décidé d'être les partenaires des habitants dans la prise en charge de quelques améliorations de leur cadre de vie, au lieu d'être les intermédiaires de la Mairie. Notre objec-

19. Dans le cas présent, la personne qui a pris la place de l'animateur ne savait pas lire et cela a failli entraîner son désistement. Seul l'encouragement donné par l'animateur, qui lisait pour lui les règles qui devaient être votées, a permis qu'il accomplisse sa tâche.

tif était toujours le même : l'apprentissage de la citoyenneté et l'encouragement de l'autonomie des habitants. Cependant, l'aspect pratique de cette démarche se mettait en route plus tôt que prévu, et autrement.

En observant l'ensemble des actions collectives, nous allons voir qu'elles se développent dans le sens d'une plus grande autonomie des habitants concernés. Ceux-ci prennent de plus en plus la direction des événements, même s'il y a des allers et retours dans ce processus. Le choix par élection du nom du quartier a été, en partie, encore une activité pédagogique, basée sur notre initiative et orientation, mais réalisée de façon conjointe. L'école communautaire est partie d'une action dirigée davantage par l'intervenant lors de l'organisation des cours, vers une action pleinement autonome pour sa mise en œuvre. La crèche communautaire, un pari énorme pour les habitants, a connu des moments divers ; pour son organisation, elle a été presque entièrement impulsée par l'intervenant. Cependant, on a pu voir, même là, des moments d'autonomie des habitants lorsqu'ils prenaient des décisions sur des questions pratiques importantes en mon absence. L'implantation de la crèche n'a pas suivi un chemin linéaire, j'ai dû intervenir à des moments où je ne me croyais plus nécessaire. Néanmoins, en fin de compte, la crèche a fonctionné d'une façon absolument autonome.

### ***Première action collective :***

#### ***La création de l'association d'habitants***

Pendant les mois où se déroulaient les activités pédagogiques, poussées par les leçons tirées des activités mais surtout par les difficultés concrètes du quotidien des gens, l'idée d'agir collectivement sur le quartier a mûri. Les habitants les plus actifs parlaient de la possibilité d'organiser une crèche et un potager communautaire. Ils ont réussi à arracher une promesse à la Mairie de donner une des maisons encore vides pour y installer la crèche, dès qu'ils auraient une association d'habitants régulière. Les gens étaient enthousiastes et mobilisés, mais des difficultés se sont présentées tout de suite.

Le premier problème était comment obtenir des renseignements sur les procédures nécessaires pour enregistrer une association, car l'office où l'on devait faire l'enregistrement n'était pas connu. Il fallait avoir un contact avec des gens du milieu, ce qui n'est pas simple pour un habitant d'un quartier populaire. Ensuite, la rédaction d'une proposition de Règlement était problématique car le langage juridique, très hermétique, n'a pas de sens pour ceux qui ne sont pas du milieu juridique. Il y a eu aussi des difficultés matérielles, par exemple trouver une machine à écrire ou un ordinateur, faire des photocopies, ce qui n'était pas aisé dans un quartier populaire. À la fin, il fallait tenir une assemblée, élire un bureau de direction, faire un dossier et payer le registre, ce qui équivaut presque à un salaire minimum. Sans l'aide matérielle et les

conseils de quelqu'un de plus expérimenté, il est impossible pour des gens du peuple de fonder une association. Cela fait d'eux une proie facile pour les opportunistes.

Ces difficultés entraînent l'existence de professionnels spécialisés en associations d'habitants. D'habitude, ces professionnels sont liés aux cabinets des parlementaires « populistes ». Ils associent les habitants à leurs dirigeants politiques au fur et à mesure que les démarches bureaucratiques et les promesses sont faites. Dans le quartier même, nous avons vu un cas typique d'une personne qui disait vouloir « aider les habitants ». J'ai pu observer l'action de cet homme dans le quartier, qui m'a paru dédaigneuse et arrogante. Cette attitude est fréquente chez les professionnels de ce genre qui travaillent dans les milieux populaires. Les habitants en ont l'expérience, ils acceptent le jeu social et cela ne les blesse pas comme on pourrait le croire. Cependant, s'ils en ont la possibilité, ils préfèrent entamer l'organisation d'une association dans une ambiance plus respectueuse. Cela était le cas à Vila Verde quand je me suis mise à leur disposition pour les aider.

C'est au cours de cette activité collective que j'ai dû entamer une discussion avec les habitants pour reprendre les activités car notre intervention avait été remise en cause par le retrait de la Mairie. Les personnes les plus proches du travail jusque-là ont été invitées à examiner des développements possibles. L'organisation de l'association s'est imposée comme sujet de la réunion et comme suite

logique de l'intervention. Les habitants les plus proches de moi s'y sont beaucoup engagés ; ils faisaient d'ailleurs pression sur moi, amicalement, pour que je les aide. J'ai décidé d'assumer le rôle d'animateur et d'exhorter les gens à s'engager davantage dans l'association et à prendre en main la démarche d'organisation.

Les habitants qui s'intéressaient à l'avenir du quartier n'arrivaient pas à former des commissions pour mettre en route leurs idées. Les leaders potentiels avaient peur d'assumer un rôle plus actif, peut-être parce qu'ils ne se sentaient pas préparés, ou parce qu'ils avaient peur des demandes et des réclamations des autres habitants.

Pendant cette période, Rute s'est distinguée par son rôle dans l'organisation de la discussion. Ceux qui étaient présents l'ont poussée à assumer la présidence de l'association. Ainsi, une des difficultés du travail communautaire – la désignation des leaders – était résolue, au moins pour ce groupe restreint. La désignation de Rute était faite en considérant le profit collectif de son leadership en raison de son temps libre, de sa disposition à servir, de sa compétence. Une attitude mûre qui contrastait avec le manque de connaissance sur la démarche de l'organisation communautaire (ils voulaient savoir ce qu'était une association, quels étaient les postes à remplir, comment on fait une assemblée, etc.).

Après cette étape, les gens se sont mis d'accord sur une assemblée pour la semaine suivante, pour légitimer le choix de Rute et discuter le

Règlement de l'association. Chacun s'est engagé à inviter d'autres personnes pour l'assemblée. J'ai proposé de me renseigner sur les démarches bureaucratiques auprès d'autres associations que je connaissais. J'ai élaboré une proposition de Règlement – obligatoire pour le registre officiel – en essayant de « traduire » les articles pour les rendre compréhensibles aux gens.

L'idée à ce moment-là n'était pas de faire une grande assemblée d'habitants, mais plutôt d'élire un bureau provisoire, en attendant les vraies élections six mois plus tard. Les gens se connaissaient à peine car ils n'habitaient ensemble dans le quartier que depuis six mois, parfois même moins. L'idée de bureau provisoire, que j'avais suggéré, visait à donner du temps aux dirigeants pour se faire connaître et pour apprendre les démarches de fonctionnement d'une association.

### **Notre expérience conjointe dans le quartier**

L'assemblée pour la fondation de l'association devait se passer au siège de l'antenne de la Mairie, le soir. La participation importante a surpris tout le monde : il y avait plus de 40 personnes, au lieu de la vingtaine attendue. Nous sommes allés dans la rue, car la Mairie était trop petit, et les participants qui n'avaient pas apporté de chaises sont restés debout. Rute et moi-même avons mené la discussion et chaque article du Règlement proposé a été discuté avec beaucoup d'intérêt. Malgré mes efforts pour rendre les choses plus simples, certains des articles sont restés incompréhensibles.

Cette discussion a été suivie de l'élection des membres de l'association. L'ambiance était à la timidité, car ceux présents ne se connaissaient pas bien, hormis le groupe qui avait organisé l'assemblée. Chaque candidat (unique, par poste) se présentait spontanément ou poussé par des compagnons, et devait être élu par applaudissements. Comme ils étaient peu ou pas connus, l'élection était un peu forcée. J'essayais d'organiser plus au moins les choses car il était évident que la démarche d'une assemblée était quasiment inconnue des habitants. Un autre membre du groupe, Ada, qui avait une certaine connaissance de ce qui devait être accompli, a aidé les personnes à remplir les documents de fondation.



© Débora Nunes

Les membres du bureau provisoire avaient tous participé auparavant aux activités pédagogiques ; Rute a été choisie comme présidente. Bien que les membres étaient presque tous ignorants des actes d'une association, il semblait clair à tous que leur élection correspondait à l'accomplissement d'une obligation légale pour avoir accès à une maison pour la crèche. Le Règlement approuvé par l'assemblée prévoyait des élections dans six mois, et le sentiment était que les choses s'arrangeraient mieux à partir de ce moment-là.

La semaine suivante, une nouvelle réunion a eu lieu pour donner suite à la régularisation de l'association. Pendant toute la semaine, l'association a été le sujet de conversations dans le quartier. Rute avait été traitée d'une façon hostile par quelques habitants. Ses opposants disaient qu'elle ne devait pas être le président de l'association. Ils lui reprochaient d'être une femme, et de n'avoir ni l'autorité, ni les amis importants qui pourraient aider le quartier. Ils voulaient un leader fort.

Le jour prévu, la réunion a commencé avec seulement les membres du bureau, mais petit à petit d'autres habitants sont arrivés. Les gens contestaient l'élection et proposaient Domingão comme président. Celui-ci était un soldat licencié, qui dirigeait la petite force de sécurité qui protégeait le patrimoine de la Mairie et des entreprises de construction depuis le début de la construction du quartier. Il était très connu et aimé par les habitants.

La résistance à cette proposition, de la part

des gens intéressés à la construction de l'association, était due au fait que Domingão n'était pas un habitant du quartier. Ils s'inquiétaient de l'incertitude de la permanence de Domingão dans le quartier, qui pourrait compromettre la suite de l'organisation collective. Il est vrai que le caractère de Domingão était en contradiction avec les démarches participatives entreprises, car il était populiste et centralisateur. Mon attitude dans l'assemblée était d'appuyer le groupe puisque le travail communautaire envisagé demandait des leaders de caractère plus mobilisateur et démocratique.

Le climat était très tendu. Domingão est venu et a lancé des soupçons sur l'honnêteté et la compétence de quelques membres du bureau provisoire. Pour essayer de sauver la situation, Ada et moi-même avons essayé de convaincre tout le monde de faire un compromis : le directoire resterait le même et Domingão en serait le président ; Rute, elle, occuperait une autre place dans le directoire.

Il était nécessaire de garantir la légitimité de l'assemblée qui avait eu lieu, tout en écoutant la manifestation des habitants à cette réunion. Le discredit du processus d'organisation de l'association aurait été une perte aussi du point de vue pédagogique à l'égard de tout le processus développé jusque-là. Après beaucoup de confusion et de difficultés venues de la part de Domingão – qui voulait choisir « son directoire » – le compromis a été accepté.

### **L'Association en route**

Je me suis mise à la disposition du bureau élu pour aider dans les démarches de légalisation de l'association et je suis même allée avec Domingão déposer le dossier d'enregistrement. Par la suite, l'association n'a pas été très active, peut-être à cause du manque d'expérience ou d'intérêt de la part de son président. Les membres du bureau provisoire de l'association se sont réunis peu de fois et ces réunions n'ont jamais été productives, n'aboutissant pas à une programmation du travail et à une définition des responsabilités de chaque membre. Les rapports entre le président et le bureau provisoire étaient mauvais ; Domingão médisait souvent des directeurs qu'il n'avait pas choisis et dont il n'était pas content. Cependant, fidèle à lui-même, il a réussi à favoriser un des dirigeants qu'il aimait le mieux, en le déménageant dans une rue plus valorisée du quartier. De leur côté, quelques membres de l'association disaient que Domingão n'était pas efficace, qu'il était centralisateur, etc. La rumeur courait dans les deux sens.

Dans la pratique, l'association n'a pas fonctionné et peu de temps après Domingão a quitté le quartier. Les documents pour la légalisation de l'association ont disparu pendant quelque temps, et personne n'en parlait plus, sauf pour en critiquer l'immobilisme. Cependant, avec les démarches pour créer la crèche, nous avons tous fait pression sur Domingão pour qu'il rende les documents, ce qu'il a fini par faire. C'est ainsi que quelques mois après a été créée l'Association des Mères de Vila

Verde, qui a comblé le vide laissé par la disparition de l'association des habitants.

### Évaluation de l'action collective

Il est certain que, même avec les contretemps, une étape de l'intervention était accomplie : les gens avaient eu une expérience d'organisation collective. Toute cette démarche de création de l'association a rendu évidente la difficulté de créer et de maintenir une institution qui peut être porteuse de droits. Elle révèle que sans des leaders expérimentés et intéressés à des démarches de mobilisation, une association ne peut exister réellement. On peut dire la même chose pour une association « de façade » : s'il n'y a pas derrière une association une personne qui sait jouer le jeu de la manipulation, l'association ne peut que se dissoudre. Domingão n'était pas assez expérimenté pour voir clairement les profits qu'il aurait pu en tirer dans la logique de cooptation électorale pratiquée dans d'autres associations.

Un élément est à noter dans ce processus : il y avait dans le quartier accord général sur la nécessité et l'efficacité de l'action conjointe. C'est une sorte d'idéologie répandue de la nécessité de la mobilisation populaire unifiée, pour obtenir le secours des autorités, ainsi qu'une croyance en la portée de cette mobilisation. Cela veut dire que l'étape de persuasion des gens sur la nécessité d'une action organisée était déjà accomplie, avant même le début de notre intervention. Cristina Almeida (1992) a remarqué cette situation dans les mouve-

ments populaires à Belo Horizonte : se référer au groupe comme une « communauté » lui donne une légitimité qui leur permet de parlementer avec les autorités.

Les réponses au questionnaire initial de la recherche, qui interrogeait les habitants sur leur engagement vis-à-vis des actions collectives, montrent cette attitude. Par exemple, à la question : « Êtes-vous intéressé à participer à des réunions pour discuter des problèmes du quartier ? » 92,1 % des interviewés ont répondu « oui » et 7,9 % « non ». Les réponses aux questions suivantes renforcent la première : « Quelles sont les attitudes que chacun pourrait avoir pour améliorer la vie de tous dans le quartier ? » : 78 % « Tous ensemble nous pourrions faire beaucoup de choses dans le quartier » ; 14 % « Personne ne peut rien faire, car c'est la responsabilité des autorités » ; 8 % « Chacun doit s'occuper de ses affaires et laisser les autres s'occuper des leurs ». « Pour résoudre les problèmes du quartier croyez-vous que : « L'union fait la force », 94 % ; « Chacun pour soi et Dieu pour tous », 6 %.

Bien que ces questions sont peut-être excessivement « fermées » et inductives, nous avons vu, par la suite, avec le questionnaire final, où il y avait des questions ouvertes, des réponses très proches : à la question « Quelles sont les attitudes que chacun peut prendre pour améliorer la vie de tous ? » 23/37 proposent des démarches collectives (union, réunir, pétition, association, *mutirão* et le mot « union » apparaît dans 8/23 de ces réponses). 5/37

proposent des attitudes pratiques individuelles (nettoyage, aider les autres). 5/37 montrent une certaine impuissance, disant que « c'est difficile », ou « qu'il n'y a rien à faire », ou que « cela dépend des autorités », ou que « c'est le chômage ». 4/37 proposent « chacun pour soi ». À la question « À votre avis, comment est-il possible de résoudre les problèmes du quartier ? » 35/38 réponses sont positives, disant que les habitants doivent se réunir, lutter, « courir derrière » les autorités, pour résoudre les problèmes ; 3/38 réponses sont fatalistes ou émettent des doutes.

Il est évident que certaines personnes se donnaient de l'importance à travers des affirmations d'engagement. Dans tout questionnaire, les questions posées peuvent entraîner un certain type de réponse, mais cela est vrai seulement s'il y a une idée commune de ce que l'on doit répondre pour être « correct ». C'est cela qui est surprenant. D'où vient cette sympathie générale envers l'idée d'action collective ? D'autre part, d'où vient cette confiance en l'action des autorités ? Il est évident que les gens croient qu'il est efficace d'aller chercher les autorités (*correr atrás*) pour résoudre les problèmes du quartier.

Peut-être est-il possible de comprendre cela à partir des expériences antérieures des gens, même s'il s'agit d'expériences ponctuelles. Les gens connaissent au moins les actions revendicatives et ils ont même eu de bonnes expériences, car 41 % d'entre eux ont dit que leur expérience de lutte a été réussie et à peine 3 % ont parlé d'échecs (les

autres ne savent pas). Il fallait connaître très bien les luttes urbaines à Salvador dans chaque quartier pour approfondir la discussion à propos de cette donnée. Cependant, il est clair également que, pendant l'expérience pilote, nous ne pouvions pas voir les retombées de ces idées dans la pratique. Bien qu'il y ait eu une mobilisation, par exemple, pour fonder l'association, il n'y a pas eu le même nombre de personnes qui ont répondu s'y être intéressées. Il est vrai que les gens sont prêts « idéologiquement » à agir collectivement, mais leur manque d'expérience et de confiance en soi les empêche d'y arriver.

Un autre obstacle à l'action collective de type pédagogique que nous étions en train de proposer, était le fait que les gens attendaient des leaders « meneurs d'hommes ». Leurs discours lors de l'assemblée et auparavant, durant les discussions pendant les activités pédagogiques, montraient cela clairement. Ils seraient prêts à agir collectivement – plutôt ponctuellement, toutefois – dès qu'ils verraient le chemin à suivre, montré par un leader charismatique. Dans leur conception originelle, il n'était pas possible de construire le chemin au fur et à mesure de la marche des actions.

Nous avons posé une dernière question pour essayer de saisir l'intérêt réel des gens envers l'action collective, par rapport à leurs intérêts personnels. Nous avons demandé : *Si par hasard on savait qu'il y avait de l'argent pour construire des équipements sur le quartier et s'il fallait décider, quelle serait votre opinion ?* : a) il faut faire d'abord un poste de police ;

b) il faut faire d'abord le dispensaire ; c) il faut faire d'abord le terminal de bus ; d) il faut avoir d'abord un vote pour savoir l'opinion de tous.

La moitié (46 %) des gens ont répondu qu'il fallait procéder au vote pour connaître l'opinion de tous, malgré le piège posé par la question. En s'agissant d'une population qui a besoin de tous ces types d'intervention publique, le nombre de personnes qui se sont souciées de l'opinion collective paraît élevé. Cependant, devant la quasi unanimité sur la nécessité de l'action conjointe des habitants, vue dans les autres questions, il s'agit d'un nombre moins spectaculaire. À partir de notre expérience dans le quartier, nous pouvons dire qu'il reflète plus la réalité.

### ***Deuxième action collective :***

#### ***Le choix du nom du quartier par élection***

Le problème de nom se posait parce que depuis le début de sa construction plusieurs noms avaient été donnés au quartier, ce qui avait entraîné beaucoup de confusion. Pour donner suite à l'intervention, nous avons proposé l'organisation d'une élection pour choisir le nom du quartier. Pour cela, nous avons compté sur les habitants les plus engagés, surtout ceux qui avaient pris part, quelques jours avant, à l'organisation de l'association.

Le nom officiel du quartier était « COHAB II et III » à cause de l'entreprise publique responsable de la construction des maisons. Ce nom était imprimé dans les cartes urbanistiques des techni-

ciens de la Mairie et des entreprises de construction. C'était aussi ce nom aussi qui était inscrit sur les factures d'électricité. Le nom « Vila Verde » était le plus connu des gens, à cause du quartier d'invasion voisin, dont une pancarte très rustique signalait l'entrée. Même des conducteurs de bus connaissaient le quartier sous ce nom. Un autre facteur de la renommée de ce nom venait des invitations pour les activités pédagogiques, déjà routinières dans le quartier, où il était toujours appelé « Vila Verde ».

La possibilité de choisir un nom a paru être une opportunité pédagogique très pertinente à l'esprit de l'intervention. J'ai donc proposé un travail conjoint avec les fonctionnaires de la Mairie qui ont tout de suite accepté. Les habitants ne se sont pas montrés enthousiastes car il n'est pas commun à Salvador que les gens choisissent le nom de leur propre quartier. Mais suite à l'engagement de la Mairie et avec mes encouragements, les habitants se sont engagés eux aussi, et une fois de plus ils ont pu dépasser leur manque de confiance en tant que groupe.

### **Notre expérience ensemble à Vila Verde**

Les fonctionnaires de la Mairie se sont occupés de la liste des votants et moi des bulletins de vote. Les noms les plus courants qui ont été proposés aux habitants ont été décidés conjointement avec eux, dans une réunion. L'élection a été un succès. Elle s'est déroulée pendant toute une semaine : du lundi au vendredi dans l'après-midi à l'antenne de

la Mairie, sous la responsabilité des fonctionnaires ; le samedi, sous ma responsabilité et celle des habitants, dans deux postes de vote. L'élection a donné lieu à une participation importante : il y avait environ 400 maisons occupées et 225 personnes ont voté.

Pour la plupart des gens qui prenaient part à l'organisation de l'élection, cela s'est passé comme un cours pratique de démocratie, car ils n'avaient jamais fait cela auparavant. Quelques habitants plus expérimentés, notamment Ada, Rute et Judson, dirigeaient le processus avec les fonctionnaires de la Mairie et moi-même. Les habitants ont voté très sérieusement, en respectant le secret du vote et le rituel de l'urne. Le décompte des votes s'est fait en présence de plusieurs membres de l'association qui venait d'être créée. Domingão ne s'est pas mêlé à ce mouvement, ce qui illustre son manque d'intérêt pour ce genre de mobilisation.

Le nom retenu était « Conjunto Vila Verde », et son choix a été sans ambiguïté : 133 en faveur de Vila Verde contre 47 en faveur de Cohab. Il y a eu quelques protestations de gens qui disaient « Ah !, mais ce nom est le nom d'un quartier d'invasion, nous serons confondus par la police avec des marginaux ! ». Malgré cela, il semble qu'il était plus commode pour les gens de ne rien changer, car le nom Vila Verde était le plus répandu. Apparemment, les fonctionnaires de la Mairie préféraient le nom officiel. Le résultat, cependant, a été accepté sans problèmes par le groupe qui avait organisé l'élection.

### **Évaluation de l'action collective**

L'idée d'organiser une élection pour choisir le nom du quartier était très pertinente dans le déroulement de l'expérience car l'assemblée de fondation de l'association venait d'en programmer une, pour élire ses dirigeants. L'expérience serait ainsi sûrement importante pour inciter les membres de l'association à faire leur propre élection six mois plus tard. L'élection a aussi nourri l'esprit de groupe, et à travers elle les capacités de chaque personne concernée ont commencé à être reconnues : celui qui faisait bien les affiches, ceux qui communiquaient bien avec les habitants, etc.

Le problème dévoilé par cette action collective a été l'inexpérience de beaucoup d'habitants vis-à-vis de la démarche démocratique. Malgré toute la mobilisation des gens pour voter, il y a eu quelques contestations du résultat des élections. Ces réclamations ne portaient pas sur l'organisation – par exemple, un plaidoyer sur l'illégitimité du vote ou sur sa partialité. Il s'agissait de l'absence de respect de quelques-uns envers la voix de la majorité qui n'avait pas voté comme eux.

La légitimité de l'élection n'était pas jugée en soi, mais du fait qu'elle ne venait pas d'une institution traditionnelle, comme les élections municipales. Le fait qu'elle ne concernait que le quartier et qu'elle était organisée principalement par des habitants la rendait moins crédible pour certains. Reconnaître l'effort d'un groupe pour faire une élection bien organisée et avec la participation de tous, relève de la maturité politique, du respect de



Séance de vote pour choisir le nom du quartier.

la démarche en soi, et pas de la reconnaissance de l'autorité tout court.

L'erreur du groupe a été de ne pas bien divulguer le résultat des élections, comme il aurait dû le faire. Pour rendre le résultat incontestable, il était important de montrer sa légitimité, qui venait du nombre de personnes qui s'étaient manifestées, et d'expliquer mieux aux gens ce que cela signifiait. Malgré les contestations initiales, le nom Vila Verde est resté, et même la Mairie et la presse ont appelé le quartier ainsi par la suite.

### ***Troisième action collective :*** ***L'organisation de*** ***l'école communautaire***

Après l'organisation de l'association et l'élection pour choisir le nom du quartier, il y avait un groupe d'habitants prêts à travailler ensemble, motivés pour agir et qui voulaient mettre en route l'organisation de la crèche. Cependant, la démarche d'enregistrement de l'association pour obtenir la maison de la crèche continuait à être gelée par l'absence d'intérêt de Domingão. J'ai dû proposer une nouvelle activité pour mettre en route le potentiel d'action du groupe car les gens n'étaient pas encore prêts à prendre des initiatives eux-mêmes. C'était l'organisation d'une école communautaire d'alphabétisation d'adultes.

L'idée d'alphabétiser des adultes était appropriée à notre intervention dans le quartier de plusieurs points de vue. D'abord, parce que dans le

quartier il y avait un réel besoin, vu le nombre d'adultes analphabètes. Ensuite, parce que la méthode d'alphabétisation que je proposais était celle de Paulo Freire – la « Pédagogie de l'Opprimé ». On pouvait ainsi voir une des idées inspiratrices de la méthode d'intervention servir dans la pratique, dans son domaine d'origine.

Selon cette méthode, le thème des cours devait être choisi à partir du vécu des gens. Le thème suggéré a été le quartier et les conditions de vie des gens. L'idée était de rejoindre les discussions collectives vécues par les habitants jusqu'à ce moment dans les activités pédagogiques et les actions collectives. Le thème du quartier devait donner origine aux mots étudiés chaque jour, et les élèves devaient choisir les mots qu'ils voulaient apprendre. Ainsi, le choix des mots faisait partie de la stratégie de mise en valeur des connaissances des gens, pour pouvoir aboutir à une alphabétisation qui est aussi libératrice, selon les mots de Paulo Freire.

Les fonctionnaires de la Mairie ont laissé libre l'accès à l'espace de l'antenne de la Mairie pour le déroulement des cours, en soirée. Ils voulaient s'impliquer en demandant du matériel au Secrétariat d'éducation municipale. Mais, comme d'habitude, les actions de la Mairie ont été trop lentes et le groupe a dû chercher de l'aide ailleurs. Domingão, de son côté, s'est opposé à l'organisation de l'école, probablement parce qu'il était jaloux de l'importance que quelques leaders prenaient. Un des problèmes créés par lui était la

disparition constante de la clef de l'antenne de la Mairie (que Domingão tenait sous sa surveillance), ce qui rendait parfois impossible de faire les cours. Cependant, après des disputes et négociations, nous avons fini par surmonter ces difficultés.

### Notre expérience ensemble à Vila Verde

La proposition de faire une école communautaire a été discutée avec plusieurs personnes et l'idée a été très bien reçue. Deux des personnes actives pendant les dernières actions collectives, Ada et son frère Judson, étaient des partenaires enthousiastes, puisque Ada est institutrice et que Judson avait envie d'agir dans ce domaine. L'école devait fonctionner avec des bénévoles du quartier, selon ma suggestion. L'idée était d'avoir un ou deux instituteurs chaque soir, ce qui permettrait de trouver sans trop de difficulté des volontaires. Ada, Judson et moi-même nous sommes occupés à trouver les bénévoles, ainsi qu'à dénombrier les adultes qui désiraient être alphabétisés.

Plusieurs rendez-vous ont été pris avec les futurs instituteurs – des personnes qui avaient un niveau de scolarité plus élevé que la moyenne des habitants (plus ou moins huit années d'école). La méthode d'alphabétisation proposée a été l'objet de quelques protestations puisque les volontaires ne la connaissaient pas et cela posait une difficulté de plus vis-à-vis du défi que chacun s'était lancé. Cependant, l'appui d'Ada à l'idée, dont elle reconnaissait les avantages, a fait la différence puisqu'elle était l'unique personne vraiment expérimentée.

Pour contourner les difficultés posées avec la méthode Paulo Freire, j'ai écrit un texte qui a été discuté longuement dans les deux réunions hebdomadaires des instituteurs. L'idée des cours commençait petit à petit à prendre forme.

Les questions matérielles étaient constamment discutées pendant les réunions. Il était impossible pour les gens du quartier de résoudre ce problème à cause de leur pauvreté. Ici, j'ai commencé à jouer le rôle d'intermédiaire entre le monde de ceux qui avaient besoin d'aide financière et celui de ceux qui voulaient aider l'initiative populaire, et j'ai trouvé un partenaire. La personne – le chef du stock de matériel de la Banque du Brésil à Salvador – était engagée dans des travaux caritatifs et s'est tout de suite intéressée à l'école.

Une commission de « maîtresses » est allée avec moi voir le partenaire. Dans un contact antérieur je lui avais expliqué que cette réunion avait un caractère pédagogique important, en plus de son aspect matériel. Il s'agissait de montrer aux intéressés qu'il était possible de convaincre des gens de les aider, qu'ils en étaient capables et que leur initiative était digne d'admiration. Je n'ai rien dit pendant la réunion ; Ada et Rute ont pris l'initiative. Le partenaire a été très sympathique et solidaire et les mères présentes étaient ravies de cette réception<sup>20</sup>. La commission a obtenu tout ce dont elle avait besoin (tables, chaises, crayons, papier, etc.) et aussi la disponibilité du partenaire pour continuer à aider l'école.

Les cours ont commencé au début du mois de



20. La joie de ces femmes est révélatrice du fait qu'elles ne sont pas habituées à être bien traitées par les gens de la classe aisée. Une des mères a dit que cette journée était « inoubliable ».

septembre. Le premier jour les élèves ont fait une liste d'environ 30 mots sur le thème « la vie dans le quartier ». D'après cette liste les instituteurs ont choisi les mots qui étaient bien pour commencer : ils devaient être simples du point de vue phonétique, mais avoir une donnée symbolique importante pour les gens. Les premiers mots étudiés ont été *comunidad* (communauté), *moradores* (habitants) et *módulo* (nom donné au poste de police).

L'organisation des couples d'instituteurs pour chaque jour s'est faite avec difficulté, à cause de problèmes personnels entre les gens. Mon équipe et moi-même avons garanti le cours du mercredi soir. Selon la méthode Paulo Freire, les élèves devaient discuter avec les instituteurs sur le mot du jour avant le cours et cette discussion s'avérait plus intéressante les jours où les couples d'instituteurs étaient plus expérimentés. Les élèves ont tout de suite montré leur préférence pour quelques-uns des couples en étant plus nombreux le jour où leurs favoris étaient présents. Cette situation a été à l'origine de jalousies, de rancunes et du désistement de certains volontaires.

Les élèves ont très rapidement fait des progrès. Les habitants du quartier, surtout les voisins de l'école, étaient des partenaires, qui prêtaient également leurs chaises pour les cours. Un charpentier qui avait suivi auparavant les activités pédagogiques a fait cadeau à l'école d'un grand banc rustique, qu'il avait fait lui-même.



© Débora Nunes

### Évaluation de l'action collective

Les disputes entre les instituteurs ont constitué la plus grande difficulté rencontrée pour faire marcher l'école. Au début, la jalousie atteignait particulièrement Rute qui, du fait d'être la responsable culturelle de l'association d'habitants, qui existait encore, avait été désignée comme coordinatrice de l'école. Petit à petit, les intrigues et l'inexpérience de la direction ont entraîné le désengagement de Rute. Par la suite, Ada, qui s'est montrée la personne la plus expérimentée dans les cours (parce qu'elle était institutrice diplômée), a pris la relève et a hérité aussi des jalousies des bénévoles.

Les instituteurs de l'école ont utilisé la méthode Paulo Freire.

Un *mutirão*, travail collectif bénévole.

© Débora Nunes

L'organisation de l'école a permis de démontrer la potentialité du travail collectif et la capacité des gens à remplir une telle tâche, mais elle a aussi révélé que le chemin était long, à cause du manque d'expérience. Les conflits entre les volontaires auraient pu être résolus avec un peu de maturité, mais celle-ci n'existait pas. J'ai joué un rôle d'intermédiaire dans les conflits, divergences et malentendus, pour permettre finalement que les cours commencent.

Le contact avec le partenaire de l'école a été le premier moment dans l'intervention où les habitants sont sortis de leur monde, et ce contact a été très instructif. Lorsque les gens prennent l'initiative de parler au cours d'une réunion cela montre un certain degré d'indépendance envers l'animateur, ce qui démontre que les objectifs de l'intervention étaient en train de s'accomplir.

Les réunions des instituteurs pour programmer les cours de la semaine suivante étaient un thermomètre de l'autonomie du groupe engagé par rapport à l'aide externe (représentée par moi). Au début, les réunions avaient lieu seulement si j'étais présente. Petit à petit les gens ont pris en main la direction de l'école, et malgré les difficultés des rapports personnels entre quelques instituteurs, les réunions sont devenues fréquentes. J'y suis allée de moins en moins.

La victoire qu'a signifié le fonctionnement de l'école a bouleversé tout le travail postérieur. On ne parlait plus d'une envie de travailler ensemble mais d'une expérience concrète. Toutes les personnes concernées savaient combien il avait été difficile d'y arriver, surtout pour surmonter le manque d'expérience et les problèmes de jalousie. Le plaisir d'apprendre aux autres à lire les tou-

chait tous, car c'était en effet une expérience gratifiante.

L'organisation de l'école a suscité une lutte de pouvoir entre Ada et Domingão. Malgré sa simplicité matérielle et le fait qu'il n'y avait que 10 élèves, l'école était une conquête dans le quartier. Les élèves en parlaient, les instituteurs aussi, les habitants de Vila Verde pouvaient voir son fonctionnement tous les soirs, et l'école avait ses partisans inconditionnels. La *liderança* de Ada se consolidait chaque jour et elle devenait une référence dans le quartier. Derrière la dispute entre Ada et Domingão, il y avait une lutte entre deux points de vue sur le travail communautaire : un, traditionnel, centralisateur et « donateur » d'avantages ; et l'autre, mobilisateur et constructeur de victoires collectives.

*Quatrième action collective :*  
*L'organisation*  
*de la crèche communautaire*

Après la mise en route de l'école, nous nous sommes penchés sur l'organisation de la crèche, comme suite logique au travail effectué dans le quartier. Le défi était difficile, mais son succès serait très utile pour les familles. D'autre part, toutes les démarches pour l'organisation d'une crèche seraient pertinentes pour le processus pédagogique entrepris.

Deux mois après sa fondation, l'association n'avait toujours pas été enregistrée, ce qui menaçait le projet de la crèche car il n'y avait pas de local pour son fonctionnement. Lorsque l'on demandait au président de l'association les documents nécessaires, il donnait des réponses évasives, et disait que la crèche n'était pas prioritaire. Il est probable que la motivation derrière la réticence de Domingão était la même que celle qui lui avait fait repousser les initiatives à propos de l'école : il craignait le prestige du groupe en action qui pourrait entrer en compétition avec son autorité, et plus particulièrement l'action d'Ada.

Il est vrai que l'organisation de la crèche était perçue par quelques-uns comme une façon de tout reprendre en main autrement, puisque Domingão bloquait l'action de l'association. L'idée était qu'à travers la fondation d'un « Club de Mères » autour du groupe de la crèche, on pourrait reprendre légalement des actions dans le quartier, en oubliant l'association « de Domingão ». Cependant, l'enga-

gement des gens derrière ce projet alternatif n'était pas suffisant pour réussir à faire face à l'immobilisme de l'association.

Malgré les difficultés, la crèche intéressait tout le monde. Depuis le commencement des activités pédagogiques, nous avons eu de longues discussions sur l'opportunité de la mettre en place. Cette idée entraînait des polémiques : certains croyaient à la possibilité de l'organiser d'une façon « communautaire », c'est-à-dire, sans l'aide des pouvoirs publics, tandis que d'autres trouvaient cela impossible. Le défi lancé par son organisation était un moteur pour ceux qui défendaient la première alternative. La plupart des maîtres de l'école, et même les élèves, étaient intéressés par l'organisation de la crèche. Le moment était particulièrement propice à leur engagement, car ils étaient ravis de voir l'école fonctionner et se sentaient importants.

La crèche était une entreprise plus lourde que l'école, et les questions concrètes autour de son organisation touchaient des intérêts divers dans le quartier, comme l'illustre l'exemple de la maison qui suit. La grande force des « autorités » du quartier (les fonctionnaires de la Mairie et Domingão) était de disposer des maisons vides dont ils avaient la charge. Cependant l'attribution de ces maisons les opposait et le don de la maison pour la crèche a été également un point de discordance entre eux. Après quelques « sabotages » de la part de ceux qui étaient contre la crèche, nous avons trouvé une dernière maison vide qui pouvait servir à installer la crèche.

### Notre expérience ensemble à Vila Verde

Plusieurs personnes ont été contactées afin de trouver des partenaires et recevoir des conseils et de l'aide pour organiser la crèche. J'ai rencontré des gens qui avaient une expérience de ce type de travail, ou qui avaient eu des contacts avec des institutions semblables. L'intérêt de ces personnes stimulait le groupe intéressé depuis le début et signifiait que l'idée commençait à prendre forme. Chacun pensait à une amie ou à une voisine qui avait des enfants et avait besoin de travailler. L'idée était de commencer l'organisation de la crèche avant même de résoudre le problème des documents de l'association, et donc de la maison, car le processus d'organisation promettait d'être long.

Nous avons pris le premier rendez-vous pour la crèche lors d'une réunion des maîtres d'école, qui se passait tous les samedis, chez Ada. Les besoins matériels de la crèche ont été le premier objet de discussion et la personne qui avait déjà travaillé dans une crèche, Zélia, s'est tout de suite distinguée dans la réunion, car elle connaissait bien le sujet. Naturellement, cela a entraîné des réactions de jalousie, et pendant tout le processus il y a eu des commentaires disant que Zélia voulait être la « patronne » de la crèche.

Les réunions hebdomadaires des « mères de la crèche », comme on les appelait, étaient de véritables marathons. Ces femmes n'avaient jamais eu d'expérience similaire et il était très difficile de les organiser. Toutes les démarches – de l'horaire de début des réunions, au respect de la parole d'au-

trui, en passant par la prise de parole à tour de rôle – devaient être expliquées à chaque réunion, car il y avait toujours de nouvelles « mères ». Ces mères, manquant d'expérience, nous obligeaient parfois à recommencer des discussions car elles ne comprenaient pas que si elles avaient pris le train en marche il fallait respecter les décisions déjà prises par les autres.

Les instituteurs de l'école formaient, avec d'autres, le groupe dirigeant de la crèche. Les disputes entre ces leaders potentiels faisaient que le processus d'organisation se déroulait très lentement, car tout était constamment remis en cause. Les leaders n'étaient pas très fermes dans leurs rôles et à chaque réunion il y avait des « désertions » ; si celles-ci n'étaient pas définitives, elles posaient un problème de continuité dans le travail parce qu'il n'y avait pas de noyau dur de direction. La gestion du processus me revenait, car j'étais l'unique élément « figé » et donc référentiel.

Ce qui a précipité les événements de l'organisation de la crèche a été la prise de conscience du fait que presque toutes les maisons du quartier étaient déjà occupées et que l'on risquait de se retrouver sans rien. Le groupe s'est entendu avec le fonctionnaire de la COHAB pour prendre possession d'une dernière maison vide. Celle-ci était très mal située, ce qui a amené une partie des gens concernés à la refuser dans un premier temps. Cependant, après discussion, ils se sont aperçus qu'il valait mieux avoir un local mal situé que rien du tout. Cette décision a été dure à prendre.

Pendant longtemps les gens du quartier ont continué à se plaindre du mauvais emplacement de la crèche ; les malveillants y trouvaient encore un sujet de ragots. Après avoir accepté une maison, l'accomplissement de travaux de finition du local s'imposait au groupe, ainsi que la construction d'une clôture du terrain. Cela signifiait un nouveau moment dans l'action collective, où on allait vraiment passer à l'action et où les décisions à prendre dans les réunions devenaient plus concrètes. Les travaux nécessaires pourraient être faits seulement à travers des *mutirões*. Il s'agissait d'opérations très lourdes (débroussailler et niveler le terrain, faire des travaux dans la maison, etc.), plutôt masculines dans la tradition locale. Il fallait mobiliser les « pères » de la crèche et cela n'était pas simple car depuis le début les participantes – les mères de la crèche – racontaient qu'elles rencontraient des résistances à leurs activités de la part de leurs maris.

Organiser les *mutirões* n'était pas aisé, de plusieurs points de vue. Les hommes présents n'étaient pas nombreux et cela était un motif de dispute entre les mères : celles qui avaient convaincu leurs maris croyaient avoir plus de droits que les autres. Les personnes qui venaient à un *mutirão* médisaient de celles qui n'étaient pas présentes sans se soucier du fait que dans le *mutirão* antérieur elles-mêmes n'avaient pas été présentes. J'ai commencé à noter les présents et cela a remis un peu d'ordre. Pour attirer les gens et entretenir un esprit de communauté, à chaque *mutirão*, nous avons organisé un repas collectif.

La direction des travaux collectifs constituait une difficulté de plus puisque les gens voulaient me la laisser mais je ne voulais pas l'assumer toute seule ; ainsi les travaux traînaient. Il fallait aussi une « direction technique » puisque la plupart des gens ne connaissaient pas le métier de maçon, charpentier, etc. et beaucoup de maladresses étaient commises à chaque *mutirão*. Pour réaliser les travaux, il était nécessaire aussi d'emprunter des outils de travail auprès des voisins du quartier, et cela voulait dire prendre une responsabilité.

En plus des problèmes d'organisation, il y avait les problèmes matériels : le manque d'eau qui atteignait souvent le quartier et, surtout, le manque d'argent. Ce problème nous a poussés à aller à la recherche de dons. La somme d'argent dont on avait besoin était souvent très petite, mais pas pour les gens qui n'avaient rien. Au début, nous nous sommes adressés aux commerçants du quartier, qui nous ont aidés, mais avec le développement des travaux, il fallait des dons de plus en plus importants.

Le sort de la crèche s'est trouvé mêlé entièrement à celui de l'école, car nous sommes allés chercher l'aide auprès du même partenaire, avec les mêmes principes que pour le contact précédent. D'autres démarches ont été engagées pour obtenir les dons ; l'aide extérieure n'était pas difficile à trouver : normalement les personnes contactées étaient ravies de pouvoir aider ce genre d'initiative. Notre première grande victoire a été de garantir l'alimentation des enfants pendant toute une

année, grâce au partenaire de l'école. Cela a permis le vrai démarrage des activités.

L'élaboration des règles de fonctionnement de la crèche a été le sujet de plusieurs réunions, parfois tendues. Les questions discutées, qui allaient de la façon de traiter les enfants jusqu'à la manière de gérer l'argent reçu, étaient nouvelles pour les gens. Une des décisions prises, concernant l'affectation de trois mères différentes chaque jour à la garde des enfants, a été l'objet de débats animés. Comment choisir le trio malgré les querelles personnelles ? Qui allait diriger ces personnes sans blesser leurs susceptibilités ? Qui ferait quoi dans la crèche ? Comment gérer la crèche au jour le jour ? Comment administrer l'argent de la nourriture ? Toutes ces questions ont été l'objet de longues et fatigantes discussions, où les décisions prises un jour étaient oubliées ou contestées le lendemain. Sans doute, ce sont le courage et la détermination des leaders de la crèche, notamment Ada et Zélia, ainsi que l'appui d'un groupe rapproché et des partenaires externes qui a permis son fonctionnement jusqu'à aujourd'hui. Rien n'a été idyllique dans ce processus, mais il a atteint son but.

### **Évaluation de l'action collective**

Dans l'organisation de la crèche nous avons su trouver et entretenir des partenaires, et surmonter les difficultés établies par les « adversaires ». Les fonctionnaires de la Mairie ont été des partenaires très importants lors de la recherche d'une maison. Pour sa part, Domingão a été un adversaire dans la

mesure où il empêchait discrètement les choses d'avancer, soit à travers les documents de l'association, soit par ses commentaires qui décourageaient certains participants. Il a presque réussi à empêcher la réalisation du premier *mutirão* car il a refusé de donner la clé de la maison ; nous avons dû casser le cadenas pour pouvoir travailler avec presque 20 volontaires présents. Toutefois, le vrai adversaire du groupe était ses propres membres, avec leur manque d'expérience, leur irresponsabilité et leurs jalousies.

Les *mutirões* étaient pour moi l'occasion de voir le degré d'autonomie atteint par les gens dans leur travail. Plusieurs fois j'ai été déçue parce que les choses ne marchaient pas en mon absence, ou parce que les gens n'entreprenaient pas d'action avant de me consulter. J'ai essayé d'être toujours ferme car je savais qu'une intervention excessive de ma part pourrait inhiber l'initiative des gens. Ces derniers ont enfin compris qu'ils devaient agir eux-mêmes ; ceux qui étaient les plus intéressés et étaient les plus efficaces, ont pris la relève. À un moment déterminé, un petit groupe a pris vraiment en main la réalisation des *mutirões*, sans ma présence.

Un problème de fond a toujours été présent : le désir de quelques mères d'être embauchées par la suite, quand la crèche serait « prête ». Pour les gens d'esprit plus « communautaire » ce désir qui transparaissait chez quelques-unes était un vrai péché. Je devais toujours rappeler aux gens que vouloir un emploi était une aspiration légitime.

Cependant, ce problème remontait loin, à la discussion de l'affectation des mères à la garde des enfants. Il y avait des mères qui proposaient de payer deux personnes fixes, pour éviter les disputes. Elles ne comprenaient pas qu'il n'y avait pas de fonds disponibles, ou peut-être attendaient-elles le secours d'un agent externe puissant. Leur illusion est révélatrice de la méconnaissance de ce que représente un travail communautaire, du point de vue des responsabilités de chaque partenaire. Cette illusion révèle aussi que l'attente d'un rapport de tutelle – tel celle des « assistés heureux » de Wolf (1993) – était toujours là, malgré les progrès faits en direction de l'autonomie.

Il y avait, en gros, deux types de femmes qui participaient à l'organisation de la crèche : les « expérimentées » et les « nécessiteuses ». Les « expérimentées » étaient celles qui avaient eu auparavant une expérience de travail collectif et qui croyaient à la possibilité de mettre en route la crèche. Normalement, ces femmes avaient un niveau de revenu et de scolarité légèrement supérieur aux autres. Vu leur croyance en leur possibilité de réussir, elles n'étaient plus prisonnières des effets de la stigmatisation.

Les « nécessiteuses » étaient des femmes vivant dans des conditions très difficiles. Parmi elles il y avait des femmes très jeunes, avec un comportement parfois irresponsable à l'égard du collectif. Elles étaient attirées vers l'action collective parce qu'elles avaient besoin des services proposés, mais elles ne se rendaient pas compte du

parcours à accomplir. Quelques-unes n'y croyaient même pas.

Les « nécessiteuses » étaient celles qui rendaient le processus encore plus difficile car elles ne comprenaient pas que l'activité était quelque chose qui devait être construit. Elles avaient ainsi une certaine absence de compromis avec la construction, malgré le fait qu'elles étaient celles qui avaient le plus besoin du fonctionnement de la crèche, même pour l'alimentation de leurs enfants. Cette absence de compromis faisait qu'elles se disputaient souvent, ce qui rendait l'ambiance des réunions et des *mutirões* parfois tendue.

Les plus expérimentées ressentaient davantage que ce qui allait se passer dépendait d'elles et faisaient alors plus attention aux mots, revenaient parfois en arrière pour présenter leurs excuses, s'il s'avérait nécessaire de retrouver une bonne ambiance de travail. Cependant, la difficulté venait de leurs disputes, car chacune voulait être plus distinguée que les autres, y compris devant moi.

Cette distinction entre « expérimentées » et « nécessiteuses » est un peu sommaire, car il y avait des mélanges de comportements de toute nature. Aucune personne n'a été un modèle de femme « expérimentée », dévouée à la cause de la crèche. Ici aussi il y avait des hauts et des bas, pour chaque personne. Il s'agit plutôt des tendances, comme celles que nous avons signalées auparavant, sur les pôles « potentiellement engagés » et « potentiellement anomiques ».

### ***D'autres initiatives pédagogiques et quelques erreurs qui servent d'exemple***

Pendant toute la durée des actions collectives j'ai essayé d'organiser des activités complémentaires à celles que l'on développait ensemble. Le but était de favoriser l'intégration des gens, de détendre l'ambiance du groupe et de promouvoir de petites victoires collectives. Quelques-unes de ces initiatives ont été très réussies et d'autres moins, dans l'objectif utilitaire ; cependant le fait de « faire » et de faire ensemble, signifiait toujours un apprentissage du travail collectif. Pour organiser ces initiatives j'ai toujours eu l'appui des personnes les plus engagées, qui disaient avoir envie de me rendre service pour me remercier de mon dévouement au quartier. Comme exemple de ces actions je parlerai d'un concours de texte.

Durant la période d'organisation de la crèche, nous avons réalisé un concours de rédaction sur le thème « Mon quartier comme il est et comment j'aimerais qu'il soit un jour ». Ce concours prenait en compte la nécessité d'avoir des matériels d'étude écrits dans la pensée des gens sur le quartier. Le concours n'a pas été organisé au moment des activités pédagogiques, ce qui aurait peut-être été plus logique, mais moins efficace, car à l'époque les gens n'avaient pas assez vécu dans le quartier pour en parler. Le fait qu'il ait eu lieu au moment des actions collectives lui a fait jouer un rôle dans les événements en cours dans le quartier. Il a été un moteur d'intégration entre les gens qui travaillaient pour l'école et ceux liés à la crèche.



© Débora Nunes

Douze personnes ont participé à ce concours, plusieurs d'entre elles liées aux initiatives de l'intervention. Le jury comportait un professeur de l'Université fédérale de Bahia, Ada (l'institutrice de l'école et leader déjà citée) et moi-même. L'appui des leaders du quartier a contribué au succès du concours car ils m'ont aidé à inscrire les gens et à les pousser par la suite à écrire leurs textes.

La fête de la remise des prix a été soigneusement organisée par les femmes de la crèche et de l'école qui y ont contribué en faisant chacune un gâteau. Elle a été l'occasion de rassembler les élèves de l'école, les instituteurs et les gens de la crèche ainsi que les participants au concours, autour

Enfants à la crèche de Vila Verde.

de la même table. Le moment de la fête a été important pour donner une autre atmosphère aux activités, normalement très fatigantes, soit physiquement (*mutirões*), soit intellectuellement (réunions). Les prix, très modestes (un dîner pour deux personnes dans une Pizzeria, deux entrées pour le cirque, deux entrées pour le cinéma), ont été financés par le membre du jury étranger au quartier, qui a voulu ainsi aider la recherche et les gens.

Il en est ressorti que les participants à ce concours avaient des souhaits très précis pour l'avenir du quartier et étaient plutôt ambitieux dans leurs demandes. D'une manière générale, ils trouvaient que pour le moment le quartier était assez bien et concevaient son avenir d'une façon plutôt optimiste. Leurs listes d'améliorations nécessaires mélangeaient les manques de services urbains et les difficultés de rapport de voisinage, comme s'il s'agissait de problèmes de nature identique. Lorsque les textes parlaient des problèmes du quartier ils s'adressaient rarement aux autorités spécifiquement et quelques-uns se référaient à un « président du quartier » ou à une association. Le climat d'engagement que vivait le groupe de personnes concernées par les actions collectives, (dont certaines ont participé au concours) transparaissait dans les textes et de ce fait il n'est pas représentatif de l'ensemble des habitants du quartier.

### **Des erreurs qui peuvent servir d'exemple**

Quelques erreurs de conduite de ma part ont été source de problèmes ou de retards dans le proces-

sus en cours dans le quartier. Ces erreurs sont importantes à signaler étant donné qu'un des buts de ce livre est de donner des clés pour l'action. Elles montrent bien que la présence de l'intervenant sur le terrain, même si elle est constante, n'est jamais complète, et de ce fait, qu'il n'est pas possible de savoir tout ce qui se passe, ce qui peut entraîner des faux jugements. De plus, ces exemples expriment certains aspects de la réalité qui sont importants à saisir pour comprendre le cadre général.

Lors de l'organisation de l'association des habitants, une dispute s'est élevée entre deux groupes. La démarche de ces groupes, qui voulaient tous deux la mobilisation des habitants, me paraissait assez homogène par comparaison à celle, autoritaire, de Domingão. J'ai fait beaucoup d'efforts pour faire tomber les méfiances qui existaient encore de part et d'autre et réaliser l'union des deux groupes. Dans une réunion pour viabiliser l'association, j'ai proposé une direction collégiale pour avoir la présence de tous et ainsi sceller l'union. Cela n'a pas du tout plu aux gens concernés. Pour eux, dans ce cas, partager le pouvoir au nom de l'unité d'action n'avait aucun sens. Cela s'explique peut-être par l'excessive concentration des pouvoirs dans la société brésilienne (à travers le présidentialisme), ou par le modèle familial patriarcal (ou matriarcal, selon les cas), toujours centré sur une seule autorité. Les gens disaient que cela sèmerait la confusion, qu'il fallait avoir un seul président pour l'association et non pas trois « coor-

dinateurs ». J'ai renoncé à ma proposition pour observer leur façon d'organiser les choses ; je ne voulais pas pousser les gens à créer des structures artificielles simplement pour me faire plaisir. Les choses se sont organisées toutes seules, les différences (plutôt personnelles) entre les deux groupes s'étant effacées petit à petit.

Pendant quelque temps j'ai été en opposition avec la majorité des mères de la crèche à cause d'une des dirigeantes du travail communautaire. Il s'agissait d'une des personnes les plus capables et les plus fiables dans l'action entreprise. Elle s'occupait de gérer le peu d'argent dont la crèche disposait au début, ainsi que de noter la présence des mères dans les *mutirões*. Cette « notation » servait de « crédit » aux mères, pour réserver la place de leurs enfants dans la crèche par la suite. Il y a eu de nombreuses contestations des autres mères à propos de cette femme. Au départ j'ai cru qu'il s'agissait d'un phénomène de jalousie lié à la distinction de cette femme, puis je me suis rendue compte que certains de ses traits de caractère n'étaient pas adaptées au travail collectif. Par exemple, son exigence excessive d'ordre et son perfectionnisme. Un tel comportement donnait à penser aux gens qu'elle se sentait supérieure aux autres ; en plus, elle ne laissait pas son enfant jouer avec ceux des autres. Avec regret, j'ai cessé de la défendre devant le groupe et elle a fini par quitter le travail communautaire.



## *Les résultats pratiques de l'expérience*

Nous avons décrit et commenté l'expérience-pilote et il nous faut maintenant évaluer et interpréter les résultats et essayer de les généraliser. Ces généralisations pourront devenir des supports pour d'autres interventions de même nature dans d'autres quartiers populaires. L'ambition de transformer ceci en exemple exige toutefois des mises en garde relatives aux particularités dont relève toute expérience. Dans ce cas, il n'existait pas encore dans le quartier d'association d'habitants solidement constituée et légitimée dans son action. D'autre part, le quartier n'était pas situé dans un lieu particulièrement attrayant pour les spéculateurs immobiliers. Dans des quartiers mieux placés et/ou qui ont des traditions de luttes collectives, les dynamiques seront autres.

Dans les cas semblables à celui de Vila Verde, qui ne suscitent pas l'intérêt du marché immobilier et où les habitants n'ont pas d'expérience de l'organisation et de la lutte collective, ce qui s'est passé peut être plus exemplaire. Évidemment,

tous les quartiers et toutes les populations présentent leurs particularités. Le bon sens de l'intervenant doit donc prévaloir lorsqu'il lira chaque aspect des thèmes traités ici. Il n'est pas non plus possible de garantir, comme dans les laboratoires, qu'en reproduisant les étapes accomplies dans cette intervention on aboutira à des résultats semblables.

Les grandes leçons à tirer de l'expérience sont : le fait qu'elle a été fondée sur des apports anthropologiques relatifs aux conditions de la pauvreté et l'attention portée aux particularités des rapports entre les pauvres et l'élite. De ce point de vue, j'estime que Vila Verde est tout à fait représentatif d'autres quartiers pauvres, et que la plupart des principes d'action employés peuvent être retenus pour un usage plus vaste. Cela veut dire que ces principes peuvent être valables pour des interventions autres que celles de caractère urbanistique, comme des initiatives de santé publique et d'éducation d'adultes, par exemple, visant les



mêmes objectifs, en arrière-plan, d'apprentissage de la citoyenneté.

Nous allons commencer cette partie par les résultats pratiques par rapport au comportement des habitants. Puis, nous essayerons de dégager des observations sur les rôles et le comportement de l'intervenant sur le terrain dans ce qu'ils ont de décisif pour l'obtention de ces résultats pratiques.

Deux types de résultats pratiques sont observés : ceux qui relèvent d'une amélioration du cadre de vie des habitants et ceux qui relèvent de l'apprentissage de la citoyenneté. Les premiers sont dus à l'implantation de l'école et de la crèche communautaire dans le quartier, avec des dizaines de bénéficiaires directs. Les deuxièmes sont constitués d'un ensemble de signes qui révèlent que ceux qui se sont engagés dans les démarches sont passés à un stade supérieur de citoyenneté : celui où l'on est capable d'agir sur son destin.

Ces résultats pratiques qui seront discutés plus loin ne sont pas dus uniquement à l'intervention. Il faut tenir compte des conditions rencontrées dans le quartier, notamment l'existence de leaders mobilisateurs potentiels de qualité. Il n'est pas difficile pour nous d'affirmer, cependant, que dans le cas de ce quartier, ces résultats pratiques n'auraient pas été obtenus sans notre intervention. S'il fallait donner la clef de notre succès, nous parlerions de la confiance des gens en eux et dans le groupe, que nous avons su stimuler, ce qui a été par la suite le moteur des actions dans le quartier. Cette façon d'aborder l'intervention dans les quartiers pauvres

pour affronter les problèmes sociaux a été résumée par Dumas et Segquier (1997) dans une phrase lapidaire et particulièrement juste : *Relever le défi, combattre le dépit*. Ils affirment que *regroupées, les personnes marginalisées sont à même de s'affranchir des contraintes multiples, d'affirmer leur identité, de prendre place dans le jeu social*. Le même commentaire peut être fait sur ce qui s'est passé à Vila Verde.

### ***L'éveil de l'intérêt des gens pour le collectif***

Dans une échelle concrète vers l'action autonome, le premier résultat que nous avons atteint a été d'augmenter l'intérêt des gens pour les questions collectives. Comme nous l'avons vu, leur intérêt spontané est allé vers les questions personnelles et familiales, voire de survie. Il faut dire, cependant, qu'avant notre arrivée dans le quartier les gens se préoccupaient déjà des problèmes quotidiens, comme le manque d'eau, de bus, etc. et avaient même manifesté pour attirer l'attention des autorités. Mais il s'agissait d'actions isolées, presque inopinées, sans souci de continuité.

D'une manière générale, les problèmes de chacun, ou de chaque famille, se résolvent en son sein et ne sont pas collectivisés. On observe que la solidarité de proximité qui existe originellement dans la vie quotidienne des pauvres dans un quartier comme Vila Verde est une sorte de solidarité « de tribu ». Il s'agit d'une organisation sociale destinée à faire face aux problèmes immédiats du groupe. La solidarité est une sorte de crédit que

chacun acquiert face à celui qu'il a aidé et face au groupe auquel il appartient et qui approuve son comportement solidaire. Cette solidarité sera « récompensée » un jour, et c'est ainsi, dans un rapport direct, que se fondent les liens quotidiens.

La solidarité collective, celle qui a fondé par exemple l'État-providence, est basée sur un raisonnement plus large, qui n'est pas « naturel » et qu'il faut apprendre. Le passage de la solidarité de proximité à celle qui concerne la collectivité est tributaire, à l'origine, d'une construction idéologique. D'abord, il faut avoir un sentiment d'appartenance à un groupe élargi par rapport à celui avec lequel on a des rapports directs. C'est seulement ensuite que, dépassant les intérêts personnels et immédiats, s'imposent les idées d'égalité et le projet de cohésion sociale. Finalement on arrive à l'étape de construction de l'instance garante de la solidarité ; dans le cas européen, l'état providence.

Dans un pays comme le Brésil, où cette construction idéologique n'est pas encore accomplie, la solidarité collective n'est pas inscrite profondément dans les mœurs. C'est la forte solidarité de proximité qui a le rôle de garant de la survie. Cependant, il existe de la part des gens, comme on l'a vu, la conscience (plus au moins acquise) d'être créateurs de droits de la part de l'État (même s'il s'agit d'un État-assistant), mais il n'y a pas d'engagement profond et spontané pour faire valoir ces droits.

C'est dans ce contexte que l'on a agi, d'une façon progressive, dans nos premières activités pédagogiques, pour donner un contenu concret

à l'idée d'espace collectif et aux problèmes communs du groupe. La maquette du quartier, la grande carte urbanistique, la discussion des priorités du quartier et la recherche des moyens pour dépasser les problèmes étaient l'objet de ces rencontres. Cependant, le pas le plus important n'a pas été de transformer les habitants en demandeurs et créateurs de services d'une façon collective. L'essentiel a été leur prise de conscience de leur capacité à faire valoir leurs droits.

Par exemple, il est probable que les discussions lors des activités autour du thème « le quartier » avaient été à l'origine de la décision des gens de s'organiser en association. Les dirigeants de cette initiative étaient parmi les participants les plus assidus et les plus actifs à ces activités. L'organisation de cette association, même si elle a en fin de compte échoué, a révélé une envie d'intervenir de façon collective, organisée, mais surtout de s'inscrire dans la durée.

Un autre exemple de construction de l'idée de solidarité collective est l'organisation de la crèche.

S'il existait, par exemple, une tendance naturelle à s'occuper de l'enfant de la voisine lorsqu'elle sortait pour faire des achats ou pour aller chez le médecin, ce raisonnement ne dépassait pas l'horizon immédiat des voisins. Le fait de prendre en compte que ce même besoin existait dans toutes les familles, de réfléchir à long terme, et d'organiser par la suite une crèche communautaire a été un pas de plus dans l'acquisition de la citoyenneté.

Une autre façon de saisir l'intérêt des gens pour le collectif vient de la comparaison des réponses aux questionnaires. Le premier montrait un intérêt majoritaire porté sur des questions immédiates et de survie. Dans le questionnaire final, fait une année après, on a pu observer une différence entre les personnes engagées et les autres. Les réponses au questionnaire final montraient que les gens engagés étaient plus intéressés par les sujets collectifs que ceux qui n'avaient pas pris part aux événements. La différence est particulièrement évidente dans le cas du dépassement des préoccupations privées comme intérêt principal de la vie des

Sur quels sujets aimez-vous discuter ?

<i>Sujets de conversations</i>	<i>Chez les habitants non engagés 20 entretiens</i>	<i>Chez les participants, 18 entretiens</i>
Vie privée (famille, amours, travail, loisirs)	30 %	11,1 %
Vie privée et religion	20 %	11,1 %
Vie privée et quartier	10 %	38,8 %
Vie privée et autres thèmes	40 %	38,8 %

*Observation : Synthèse d'après les réponses données à une question ouverte*

gens et du degré d'engagement dans les problèmes du quartier.

Un dernier exemple d'éveil de l'intérêt pour le collectif va confirmer aussi la capacité d'initiative chez les habitants. Il s'agit de l'organisation d'une structure collective de recherche d'emploi. Le chômage est une réalité du quartier, comme on l'a vu, mais les initiatives pour le résoudre sont personnelles. Le groupe de la crèche et de l'école a transformé le chômage en problème collectif lorsqu'il a utilisé ces structures – et leur respectabilité – au service des gens, comme le montre un tract qui a été produit par le groupe. Ce tract, au nom du « Club des mères de Vila Verde », offrait des services divers et donnait le numéro de téléphone normalement utilisé par la crèche ; il a été distribué aussi hors du quartier, à travers les partenaires des initiatives communautaires.

### ***Apprentissage des démarches de travail collectif***

L'apprentissage du travail collectif commence par la maîtrise du débat et se réalise dans le dépassement des conflits autour des tâches à accomplir ensemble pour atteindre les buts communs. Au départ de l'intervention, nous avons fait le diagnostic que les pauvres ont moins d'expérience des discussions collectives, à cause de leur insertion sociale spécifique. Dans les premières réunions, nous avons constaté le manque d'expérience des gens dans les procédures du débat, même les plus simples. Le respect des horaires d'une réunion, du

tour de parole, de la concentration de la discussion sur les thèmes définis et le respect du vote majoritaire, n'étaient pas des pratiques acquises.

Lorsque cette première étape d'apprentissage du débat et de la négociation a été terminée, il a fallu affronter les difficultés concrètes pour réaliser les objectifs décidés collectivement. Pour cela, le groupe engagé a dû chercher les moyens matériels et le savoir-faire. Nous avons vu, par exemple, qu'après des discussions particulièrement fécondes sur des problèmes du quartier, les gens n'avaient cependant pas l'idée de former une commission pour proposer des actions. Quand ce problème a fini par être surmonté, avec l'aide de l'intervenant, les gens ont été perdus de nouveau face aux tâches bureaucratiques qu'ils devaient affronter et sur les démarches courantes pour l'organisation collective.

Toutes ces étapes ont dû être apprises : la délégation des tâches selon la capacité de chacun, l'administration des conflits personnels, la négociation pour amener à un compromis entre toutes les parties concernées. Derrière tout cela il y a un arrière plan idéologique : chacun doit être intimement convaincu que cela vaut la peine de persévérer malgré les difficultés. C'est autour de ce point que l'on voit des allers et retours, des désengagements, car cette conviction intérieure est constamment remise en cause surtout lors de conflits personnels au sein du groupe, notamment, comme on l'a vu, en raison de la jalousie envers ceux qui se distinguent.

Si les réunions publiques ont certainement

appris aux participants les éléments du débat public, l'organisation de l'école communautaire a été un exercice formateur d'action collective, qui a permis d'autres victoires postérieures. Toutefois, le fait d'avoir réussi à mettre l'école en route ne veut pas dire que les habitants avaient entièrement acquis la compétence du travail collectif. C'est la continuité de l'action collective et l'engagement dans d'autres actions semblables – comme celle de la crèche, qui représentait un défi supérieur – qui témoignent de l'apprentissage.

Dans ce travail collectif, néanmoins, tout est très fragile car les personnes concernées peuvent s'éloigner de l'action, pour des motivations personnelles ou autres, et tout est alors à recommencer. Cela s'est produit maintes fois au cours de notre intervention. Seul le noyau dur subsistait alors, constitué par des leaders, capables de toujours recommencer, qui garantissaient la continuité. D'une certaine manière, toutefois, on ne recommence pas à zéro, car les gens qui ont travaillé collectivement peuvent toujours être re-mobilisés en cas de nécessité.

Si les structures de la crèche et de l'école continuent à fonctionner aujourd'hui sans appuis quotidiens (comme celui que j'apportais, auparavant) et si ces réalisations touchent toujours plus de bénéficiaires et agrandissent leurs responsabilités, cela signifie que les gens ont appris quelque chose. Ce que j'ai appris, personnellement, c'est la fragilité des acquis, les hauts et les bas qui surviennent alors que l'on pense que tout marche bien. La dif-

ficulté de mettre en route un travail collectif dépend en outre de la capacité de persévérance de l'intervenant et des leaders.

### ***L'émergence des leaders « mobilisateurs »***

La question des leaders a déjà été discutée, particulièrement l'idée d'un leader naturel dans un quartier comme Vila Verde. Le leader qui sort spontanément d'une ambiance de stigmatisation et d'identification aux « dominants » est celui qui n'entre pas en contradiction avec les caractéristiques générales de la société. Ainsi, à Vila Verde l'admiration pour les « puissants » a légitimé Domingão dans le quotidien comme leader naturel, mais cela, comme on l'a vu, n'a pas duré.

Nous allons traiter maintenant d'un autre type de leader, qui naît difficilement tout seul dans ce terrain peu fertile aux idées plus libératrices : le leader de type mobilisateur. Ces leaders (il faut toujours parler d'eux au pluriel, même si un parmi eux est prépondérant), sont les seuls qui peuvent donner des impulsions aux démarches collectives dans le sens d'un apprentissage de citoyenneté. Dans un mouvement de ce genre, ce sont eux qui peuvent inscrire leur *liderança* dans la durée. Favoriser l'émergence de ce genre de leader a été un des résultats pratiques de l'intervention.

Le leader mobilisateur est celui qui légitime sa *liderança* par son pouvoir de convaincre les gens, de les mobiliser dans une lutte fondée sur leurs propres forces. Il doit savoir persuader, donner l'exemple et être au-dessus des médisances, des

conflits personnels, etc. Le leader mobilisateur construit son ascendant sur les autres à partir de l'influence de l'exemple : son dévouement à l'action, toujours collective, sa capacité à promouvoir l'entente entre les engagés. Certainement les leaders mobilisateurs ont aussi, parfois, des attitudes typiques des leaders forts, comme le paternalisme. Cela est dû à la pénurie qui pèse sur les gens et les pousse à demander de l'aide, ainsi qu'au modèle traditionnel de *liderança*. Mais la stratégie du leader mobilisateur est plutôt d'éveiller ceux qui n'ont pas encore pris conscience de leurs droits, pour qu'ils puissent eux-mêmes les revendiquer. Pour ceux qui sont à un degré supérieur de citoyenneté, le rôle du leader est de les pousser à se battre d'une façon collective.

Pour qu'un leader mobilisateur apparaisse dans une ambiance telle que celle que l'on a décrite à Vila Verde, il faut qu'il ait des caractéristiques personnelles, idéologiques et politiques différentes de celles qui sont les plus courantes dans les circonstances. D'après les entretiens que nous avons eus avec les leaders proches du modèle mobilisateur et qui se sont distingués pendant le processus, il apparaît qu'il y a toujours un ensemble de caractéristiques et d'expériences à l'origine de leurs « talents » : l'image de quelqu'un qui a été un leader et qui a servi de modèle ; une expérience antérieure de distinction dans le sport, dans le mouvement étudiant ou dans la participation à des groupes religieux ayant des préoccupations sociales. L'exemple familial a été très marquant dans le cas

de Vila Verde où, parmi les responsables de l'école et de la crèche, il y avait un frère et une sœur influencés par une famille « militante ».

Cependant, la *liderança* est toujours un rapport, un phénomène d'aller et retour, car le leader reflète les « lidérés », leurs perspectives et leurs potentialités. Si, dans un groupe, peut apparaître un leader mobilisateur et pas seulement un leader fort, « meneur d'hommes », cela révèle qu'il y a un groupe de « lidérés » disposés, mûrs à emprunter d'autres chemins que ceux de la dépendance. L'émergence d'un leader mobilisateur est ainsi un signe d'un processus plus large de transformation des mentalités.

Former un leader mobilisateur n'est pas une tâche réalisable lors d'une intervention limitée à une année, mais il est possible de créer une atmosphère favorable à son épanouissement. Au départ de notre intervention nous avons vu que les leaders les plus expérimentés ne voulaient pas s'engager. C'est le sentiment d'être appuyés, soutenus qui a poussé les leaders potentiels à se révéler. Ainsi Rute disait : *J'avais envie de faire quelque chose pour le quartier dès que je suis arrivée, mais c'est ton appui qui m'a fait prendre confiance en moi-même et accepter des responsabilités.* Cela est dû aussi à un sentiment de devoir envers l'intervenant qui n'est pas du quartier et qui se bat pour la réussite de l'action collective.

### ***Changement dans le rapport entre la Mairie et les habitants***

Le rapport entre les habitants de Vila Verde et la Mairie était particulier. D'un côté, en tant qu'originaires des quartiers populaires, les habitants avaient l'expérience de l'indifférence des pouvoirs publics. D'un autre côté ils étaient bénéficiaires d'une action urbanistique de grande portée, la création de leur quartier. Ils étaient donc un peu perdus dans leurs attentes par rapport à la Mairie.

Cependant, rien n'avait changé dans le rapport direct entre les habitants et les fonctionnaires et tout se passait comme dans n'importe quel autre quartier populaire. Il s'agissait de la relation traditionnelle entre demandeurs et autorités, dérivée de celle, majeure, entre les pauvres et l'élite « savante » ou « agissante ». Dans ce rapport hiérarchique, les habitants étaient tantôt « victimisés » et timides, tantôt menaçants et révoltés, mais jamais partenaires. Maintes fois la stratégie de certains habitants était de se débrouiller de façon privée, en se rapprochant des fonctionnaires sur le terrain pour savoir auprès de qui recourir en cas de problème.

Vers la fin de l'intervention, toutefois, tout avait changé, au moins pour le groupe le plus mobilisé. Avec les pas accomplis ensemble les gens savaient vers qui se diriger et comment. Au cours de quelques épisodes, nous avons constaté leur capacité de discussion et de négociation avec les autorités municipales, ainsi que leur capacité d'initiative et d'affrontement (par exemple la recherche de l'appui du journal d'opposition à la Mairie, pour

faire pression sur elle), et de résolution concrète des problèmes (l'échange forcé de la maison donnée pour la crèche pour une autre maison avec un terrain plus grand). Le courage montré dans ces épisodes venait aussi, en grande partie, du fait que les gens avaient accompli quelque chose, qu'ils avaient créé l'école et la crèche communautaires. Ils avaient ainsi acquis une assurance face aux fonctionnaires dont c'était le rôle de s'occuper de ces questions.

### ***Capacité d'action collective autonome***

La capacité d'action autonome, c'est d'abord la prise d'initiative face à une difficulté, sans influence extérieure. Mais l'isolement des pauvres est une donnée qui n'évoluera pas avant qu'il y ait des changements structurels dans le pays. La pénurie en ressources matérielles, techniques et professionnelles des quartiers pauvres ne va pas disparaître d'un moment à l'autre. Cela signifie que les gens continueront d'avoir besoin d'aide extérieure, même s'ils ne sont plus dépendants pour prendre des initiatives. Dans ce contexte, être autonome c'est savoir chercher un appui lorsque cela devient évident que l'on n'est pas capable d'arriver tout seul au but.

Un événement qui a eu lieu à Vila Verde montre qu'une réelle capacité d'initiative s'est installée dans le quartier chez ceux qui avaient vécu ensemble les actions collectives. Vers la fin de l'expérience, une tempête d'été a fait des ravages à Salvador ; le quartier de Vila Verde a été un des plus atteints.

Entre cent et deux cents familles, selon la presse, ont vu les toits de leurs maisons s'envoler et sont devenues à nouveau des sans-abri. L'électricité a manqué, le téléphone public du quartier est tombé en panne. Il n'y a pas eu de blessés graves, mais la panique a rappelé aux observateurs que ces gens avaient vécu auparavant une tragédie qu'ils n'avaient pas encore oubliée.

Dans l'urgence, les leaders ont fait preuve de leurs capacités. Le petit groupe qui était à la tête de l'école et de la crèche – entre cinq et dix personnes – s'est immédiatement mobilisé pour aider les victimes. Son but était de convaincre les habitants de quitter leurs maisons pour éviter des tragédies plus grandes, car les murs pouvaient s'écrouler d'un moment à l'autre, faisant de grands dégâts. Le Bar d'Ivone, l'endroit où se déroulaient auparavant les activités pédagogiques, a été transformé en lieu d'abri et le groupe a préparé une grande soupe pour les sans-abri en utilisant la nourriture des enfants de la crèche (dont le fonctionnement avait été suspendu ce jour-là).

Pendant cet épisode les rôles des acteurs se sont cristallisés. J'ai été appelée chez moi pour venir au secours des gens, mais j'ai préféré le rôle d'intermédiaire, en prévenant les autorités, la presse, la TV. Domingão est apparu pendant quelques minutes et a disparu ensuite pour réapparaître en faisant croire aux gens – comme toujours – qu'il prenait des initiatives ; dans ce cas, afin que les tuiles pour les maisons arrivent rapidement au quartier. La défense civile a montré son experien-

ce devant ce genre de problèmes, prenant des mesures urgentes, telles que donner aux gens du plastique solide pour couvrir les maisons provisoirement, et calmer les familles<sup>21</sup>.

L'activité du groupe de secours improvisé ne s'est pas arrêtée là, et démontre un niveau remarquable de capacité d'action collective et de solidarité. Ils ont aménagé l'endroit où étaient installés les sans-abri, avec des matelas, des chaises et une télévision prêtée pour la circonstance. Ils ont aidé les familles à mettre de l'ordre chez elles. Ils allaient et venaient dans le quartier et contactaient l'extérieur pour avoir de l'aide. Cet épisode a consolidé quelques personnes dans leur rôle de leader et en a discrédité d'autres qui se sont occupés seulement de leurs propres problèmes.

Si l'on se demande si tout cela se serait passé ainsi si aucun travail collectif n'avait été engagé auparavant dans le quartier, on peut très certainement répondre par la négative. Ce sont la constitution du groupe de travail, la maîtrise des étapes à accomplir pour se mettre d'accord et agir et la confiance mutuelle des gens concernés qui ont constitué les bases de l'action. De plus, il fallait avoir la possibilité concrète d'aider les gens, en fournissant le lieu où s'abriter et de quoi se nourrir. Ce sont les liens établis auparavant et l'existence de la crèche qui ont permis une aide concrète.

### *Les acquis de l'expérience*

Les résultats positifs, matériels et « idéologiques », qui viennent d'être explicités, imposent au chercheur-actif, l'animateur de l'expérience, une question pragmatique : quels étaient les éléments décisifs pour la réussite de l'intervention ? Deux aspects sont à signaler : la réussite formatrice d'une première étape dite des « activités pédagogiques » et, par la suite, celle des événements appelés « actions collectives ». Nous avons décrit et commenté ces deux étapes, qui ont signifié la mise en œuvre d'événements peu courants dans la vie du quartier, dans leurs démarches et significations. Toutefois, une intervention de ce type est avant tout l'histoire de contacts personnels entre l'intervenant et les habitants ainsi qu'entre des habitants engagés.

Dans la discussion d'une méthodologie d'intervention il n'est pas aisé de reconnaître que la dimension « rapports humains » a une place décisive. Il est plus courant de penser aux phases successives pour atteindre le but, aux procédures et outils dont on doit se servir pour y arriver. Notre société de spécialistes accorde beaucoup plus d'importance au savoir-faire, aux moyens matériels, et même à la réflexion a posteriori sur l'action (feedback, évaluation post-usage) qu'à la discussion sur les rapports humains qui influencent n'importe quelle intervention.

De surcroît il y a, selon Todorov<sup>22</sup>, une « tradition asociale » dans la pensée intellectuelle occidentale qui ne met pas en relief la primauté des

21. Le problème des toits a trainé longtemps avant d'être résolu ; les maisons sont restées sans protection pendant des semaines. Lorsqu'il pleuvait les habitants devaient passer leur temps à enlever l'eau qui s'accumulait sur les toits improvisés en plastique. Les commentaires de quelques habitants démontrent qu'ils connaissaient bien la lenteur de la Mairie. Ils disaient « les gens de la Mairie ont dit qu'il fallait attendre les tuiles le mardi, mais toutes les semaines ont leur mardi ».
22. « Si l'on prend connaissance des grands courants de la pensée philosophique européenne concernant la définition de ce qui est humain, une conclusion curieuse se dégage : la dimension sociale, le fait de la vie en commun, n'est généralement pas conçue comme étant nécessaire à l'homme » (page 15). In *La vie commune - Essai d'anthropologie générale*. Paris, Seuil, 1995.

rappports humains dans la constitution même de l'humanité. Selon lui, l'héritière moderne de cette tradition est la psychanalyse, qui affirme, avec Freud, que *l'homme est égoïste et foncièrement solitaire*. Les concepts psychanalytiques, qui ont atteint une divulgation et une vulgarisation remarquables, ont créé l'image d'un individu originellement seul, essayant de vivre dans ses rapports toujours conflictuels avec les autres.

Todorov nous présente une toute autre lecture, dans laquelle l'homme se constitue en tant qu'homme dans son rapport avec les autres. Le fondement des relations humaines serait ainsi la recherche – pas toujours conflictuelle – de la « reconnaissance ». Il affirme d'ailleurs *qu'il n'est pas de plénitude hors des relations aux autres*. Cette interprétation apparaît bien plus pertinente quand on la compare avec l'expérience de terrain : ce que l'on voit partout c'est la recherche profonde de l'autre, du regard de l'autre, de sa reconnaissance de l'utilité de chacun pour l'entourage – partenaire, famille, groupe ou société.

Cela ne veut pas dire que nous sommes dans le meilleur des mondes de communion entre les hommes, et il est évident que les dérives antisociales de ce principe de « recherche de reconnaissance » sont quotidiennes. Ce qui importe ici c'est d'accorder une juste importance aux rapports entre les personnes comme nœud essentiel de la réussite de l'intervention. C'est aussi de mieux comprendre cette « reconnaissance » qui serait le moteur des rapports humains.

La première expérience de recherche de la reconnaissance, selon Todorov, s'approche bien plus de la communion que du conflit : c'est le besoin qu'a l'enfant d'être reconnu dans son existence par sa mère. Dans la vie en société, la recherche de la reconnaissance se manifeste par l'ambition de recevoir continuellement des autres une opinion sur soi-même, qui nous confirmerait dans notre existence. Todorov observe que cette confirmation ne se fait pas toujours dans la poursuite d'une opinion positive, et que la reconnaissance peut se faire même par la violence. Cependant, ce sont des cas extrêmes. Ce qui est le plus courant, c'est la recherche de l'approbation, de l'amour des autres. Cette approbation se fait plus naturellement si cet « autre » ou ces « autres », conçoivent que notre existence a une utilité, au sens large.

Selon Todorov, la recherche de la reconnaissance est d'autant plus importante que c'est à partir de l'opinion des autres que chacun émet un jugement sur sa propre personne. C'est de ceci que naît, ou ne naît pas, la confiance en soi. Ici on revient à la question de la stigmatisation des pauvres. Si on part du principe que l'objectif de chacun dans les rapports humains est la recherche de la reconnaissance, on peut admettre que dans le cas d'individus stigmatisés, cette poursuite prend des aspects particuliers.

Le vécu de la stigmatisation fait que le besoin d'être reconnu est encore plus impérieux chez les pauvres, lorsque leur reconnaissance en termes de réussite économique et sociale est d'emblée niée.

Cela explique les susceptibilités excessives de leur part vis-à-vis des autres, notamment des non-stigmatisés. Cela explique aussi, en partie, le pouvoir de séduction exercé chez eux par les leaders forts, les religieux et les leaders mobilisateurs dévoués, quand ils font preuve d'affection. L'envie d'être « pris en considération » par les autres, d'être reconnus, fait que même la victimisation – la recherche de la reconnaissance en tant que victime – peut être une voie possible de rapport avec les autres.

## L'interaction intervenant/habitant

A partir de ces réflexions on peut dégager l'importance particulière de l'aspect « rapport humain » dans une intervention, et cela est encore plus important dans le cadre d'une population stigmatisée. Dans le cas brésilien, cette stigmatisation est provoquée plutôt par la pauvreté, mais l'attention portée à ce problème est pertinente aussi dans d'autres contextes, où la stigmatisation se fait par des questions d'ethnie, de sexe, d'âge, etc. De quelque horizon qu'il soit, l'intervenant, surtout s'il vient d'un milieu différent de celui de la population stigmatisée, ne doit pas négliger le poids des petits détails quotidiens dans son rapport avec les gens.

Nous allons maintenant discuter de ces détails avec l'intention de rendre évidents les faux pas les

plus flagrants d'un intervenant. Cependant, si l'on se sert des réflexions développées plus haut pour mettre au point des « procédures » à propos des relations humaines, on court le grand danger de les rendre artificielles, ce qui gâcherait entièrement l'intervention. Il faut reconnaître, au contraire, que les erreurs, les faux pas que nous avons nous-mêmes faits en grand nombre, sont propres à l'activité humaine (*errare humanum est*) et donnent de la spontanéité aux rapports entre les êtres.

Pour terminer cet aperçu général sur le rapport intervenant/habitant, il faut rappeler que l'intervenant a des particularités personnelles qui joueront pour ou contre la réussite de son intervention. Or, ces caractéristiques ne sont pas aisément modifiables ; l'unique possibilité de les prendre en compte dans le débat est donc d'essayer de les objectiver en termes de conduite la plus souhaitable. D'ailleurs, les règles de la conduite réussie ne s'éloignent pas de celles de la courtoisie normale de la vie en société. Il est impératif, cependant, dans une intervention ayant pour but l'apprentissage de la citoyenneté, que quelques autres aspects soient aussi pris en considération.

### **Rompre avec les rapports hiérarchiques**

Comme nous l'avons déjà souligné, le rapport intervenant/habitant que nous proposons est radicalement contraire à la tradition des rapports élite/peuple au Brésil, mais c'est dans le contexte de cette tradition que les rapports vont se nouer. Tenir compte de ce contexte signifie savoir que les

gens sont habitués à une relation hiérarchique et dépendante. Cela signifie aussi qu'il faut chercher à savoir ce que ressent une personne déshéritée devant quelqu'un qui n'appartient pas à son milieu.

Pour commencer à nouer un rapport différent de celui de la tradition, l'intervenant doit se différencier du représentant typique de l'élite dans son apparence même. Il faut minimiser, dans la mesure du possible, la distance sociale existante et éviter que le premier regard des habitants envers l'intervenante soit le regard envers un « supérieur ». Une des façons de faire cela est d'essayer de se présenter sans signe distinctif excessif (tenue, absence de bijoux, allure générale...). Ce premier geste de rapprochement est tout de suite perçu par les gens. On évite ensuite de leur rappeler leurs conditions sociales, ce qui les place dans une position d'infériorité et les blesse.

Le fait de ne pas renforcer la différence sociale existante et d'avoir une attitude accueillante – c'est-à-dire informelle, souriante – dans le contact, est reçu comme une attitude de simplicité, d'ouverture à l'égard des habitants du quartier. Ils ne seront pas intimidés et cela les détendra. D'emblée on se différencie des *metidos* (prétentieux), ou « pleins d'histoires », selon l'expression utilisée dans le quartier. Cette attitude n'est pas artificielle, puisqu'il est dans notre intérêt d'agir ainsi afin de réussir l'intervention : nous devons faire connaissance avec les gens, et être acceptés parmi eux.

De cela découle déjà un rapport différent de celui que les pauvres ont avec les techniciens de la

Mairie et avec d'autres intervenants<sup>23</sup>. Comme on l'a vu, en présence de ces étrangers « qui ont des pouvoirs » (*que podem*), les gens pauvres ont tendance à adopter une attitude stéréotypée de victime, celle de ceux qui sont dans le besoin, qui sollicitent : un service, un emploi, une faveur, de l'argent, etc. En évitant qu'ils jouent le rôle de victime on évite déjà leur première auto-dépréciation, ce qui est un élément positif pour un rapport de plus grande égalité.

Cette distinction positive que l'intervenant a construit vis-à-vis d'autres membres de l'élite par son comportement différencié, n'exclut pas, par la suite, d'autres confusions. J'ai pu le constater à Vila Verde, après des mois de « séjour » dans le quartier. J'avais pris en stop sur la route une habitante que je ne connaissais pas. Elle m'a dit qu'elle m'avait vue plusieurs fois dans le quartier, et que « même hier, chez moi, j'ai pensé à vous, et je me suis demandée ce que vous faisiez ici... ». Son idée était que j'étais un politicien ou un missionnaire, parce que ma conduite s'éloignait de celle d'un étranger « ordinaire ».

Cette ressemblance avec les politiciens et les missionnaires est entièrement plausible car ce sont des gens qui se mélangent avec le peuple de temps en temps, à cause des élections ou de la religion. Ils prennent aussi grand soin de ne pas trop se distinguer des pauvres, d'être aimés plus qu'admirés. Les uns font croire qu'ils sont proches des gens et de leurs problèmes pour avoir leur vote, les autres agissent toujours avec tolérance envers les

« frères » qu'ils veulent convertir. C'est le développement des activités concrètes dans le quartier et le contact continu avec les gens qui finalement va établir, aux yeux des habitants, l'authenticité de l'intervenant.

### ***Construire la légitimité de l'intervenant dans le quartier***

Si au départ c'est par la sympathie qu'il a su faire accepter sa présence dans le quartier, l'intervenant doit par la suite y ajouter des motifs rationnels de légitimation. Il lui faudra toujours expliquer qui il est et ce qu'il fait dans le quartier, car pour construire un rapport de confiance les gens ont besoin de savoir à quoi s'attendre. Les intentions « citoyennes » de l'intervention sont moins évidentes à expliquer, mais les activités pratiques sont plus faciles : faire la maquette du quartier, apprendre aux gens à se repérer sur la carte urbanistique et discuter avec eux des priorités collectives d'intervention publique, etc. sont des activités où les gens se sentent concernés et qui donnent donc du sens à notre présence.

La continuité de nos allers et retours sur le terrain témoigne de l'intérêt porté aux gens et au quartier, ce qui est aussi une forme de légitimation. En outre, savoir ce qui se passe au quotidien permet d'avoir des sujets communs de conversation. Être là continuellement en s'intéressant aux gens et à leurs problèmes nous légitime en tant que personnes liées en quelque sorte à leur vie et à leurs intérêts.

23. Ici je ne fais pas de jugement moral ; je juge seulement de l'efficacité de la démarche. Les autres intervenants ne se posent pas la question de leur apparence et de leur comportement lorsqu'ils vont dans des quartiers pauvres, car ils sont là pour accomplir des fonctions précises et pas pour nouer des rapports.

La légitimité se consolide dans les rapports continus, notamment avec ceux qui participent au travail collectif et qui maintiennent un contact plus régulier avec l'intervenant. Celui-ci ne doit pas cacher ses sentiments. Jour après jour il sera maintes fois impatient, choqué, déçu, ou en proie à d'autres sentiments. C'est de nouveau l'idée plus générale de la communication d'intercompréhension : considérer l'interlocuteur comme un sujet, un adulte, qui peut supporter de petits accrochages et tenir bon. Le résultat sera de montrer sa sincérité, le respect de l'autre en tant qu'égal.

Le comportement chaleureux de l'intervenant peut aussi entraîner des comportements excessifs, sans intérêt. Certaines personnes le prendront comme confident de leurs problèmes et de leurs plaintes, puisqu'il est plus disponible que les autres « étrangers ». Il est donc important d'être ferme et de ne pas se laisser exploiter. Rendre claires les « règles du jeu » et en donner des arguments.

### ***Reconnaître la différence sans établir une hiérarchie***

L'intervenant, malgré toutes ses initiatives pour rompre la hiérarchie dans ses rapports avec les habitants, est et sera longtemps vu comme un étranger, voire un supérieur. Sa différence est évidente et ne vient pas seulement de caractéristiques physiques (qui peuvent d'ailleurs même ne pas exister), ou de signes extérieurs de richesse, qui peuvent être évités. Ce qu'il ne lui est pas possible de cacher, c'est son attitude corporelle, héritée de

son appartenance au monde de « ceux qui peuvent ». Il porte la tête haute, ses pas sont assurés, il parle de façon bien articulée, son regard est direct, intéressé par tout ce qu'il voit... Tous ces signes porteurs de différence sont perçus par les gens. Ils ne doivent pas être niés, mais atténués dans la mesure du possible, pour ne pas créer de relations verticales.

Dans sa recherche pour établir des rapports d'égalité, l'intervenant se rapproche des gens. Pour quelques-uns il devient même l'ami auquel on raconte des choses intimes. C'est le cas pour les leaders avec lesquels la proximité est constante. Cette proximité ne doit toutefois pas se transformer en une confusion de rôles. L'intervenant est avant tout un catalyseur et, comme celui-ci, il est d'une nature différente des constituants de la réaction qu'il veut déclencher, accélérer, ou modifier. Le défi n'est pas d'être artificiellement « égal », mais de savoir nouer des rapports qui reconnaissent la différence sans introduire de subordination. Il a le même sens que la revendication qui a longtemps nourri le mouvement féministe.

Le danger de voir la différence entre l'intervenant et les habitants tomber encore dans un rapport d'inférieur/supérieur vient aussi de l'admiration que l'intervenant inspire. Le contact continu, la nature de l'intervention et l'affection que l'intervenant inspire et échange avec les gens fait qu'il devient presque une « institution », respecté même par les bandits du quartier. Il est donc important pour lui de ne pas être uniquement la personne au

« bon cœur » que tous admirent ; il doit rester une personne « vraie » et ne pas tomber dans le jeu du personnage.

Le regard bienveillant, voire admiratif, des gens envers lui vient de son choix d'être parmi eux, de son comportement accessible et affable, et surtout de son engagement dans leurs problèmes à travers son travail. Briser ce rapport admiratif, tout en gardant les caractéristiques que l'intervention exige relève d'un effort dans une direction double. D'un côté, en essayant d'aider les gens à surmonter leur auto-mépris, ce qui constitue un des objectifs essentiels de l'intervention, et de l'autre côté, en faisant un effort pour ne pas cacher ses propres sentiments de faiblesses, de découragement ou de rage.

Un dernier aspect qui peut aussi entraîner un rapport hiérarchique est le don. Parfois l'intervenant est sollicité pour donner de l'argent, du matériel ou rendre des services. Il faut se souvenir que celui qui donne n'est pas un égal, le don marque la différence, sauf s'il y a la conscience mutuelle qu'un échange est en train de se faire, lorsque l'intellectuel « utilise » les gens comme objet de sa recherche et que ceux-ci « utilisent » le chercheur selon leurs propres besoins. Ce rapport avec les habitants a été décrit par Zaluar (op. cit.) à propos de son travail à Cidade de Deus à Rio, mais il est fondamentalement différent du nôtre, car l'aspect « action » n'existait pas dans sa recherche.

### ***De la dépendance vers l'autonomie***

On pourrait commencer la discussion sur l'autonomie par des déclarations de principe du genre : « le projet dans le quartier était de travailler avec les habitants, et non pour eux ». Ce principe, pourtant, n'est pas si simple à suivre dans la pratique. L'idée même de la recherche-action est de travailler pour un groupe avec lequel on va interagir, avec la conviction que l'on va contribuer à l'amélioration de son cadre de vie (sinon cela n'aurait pas de sens). Dans un certain sens, travailler « pour » est inévitable ; il faut alors plutôt établir des règles, des garde-fous, pour que l'intervention stimule le mouvement sans se substituer à lui. Nous sommes toujours sur le « fil du rasoir » (*no fio da navalha*).

Il est normal qu'au départ le rapport intervenant/habitant soit celui de la dépendance de ceux-là vis-à-vis de l'initiative de celui-ci. Il faut l'accepter. Pourtant, la démarche pédagogique doit nous faire arriver à un rapport d'autonomie, ce qui n'est ni simple, ni définitif, mais reste l'objectif à poursuivre.

### ***Les rôles de l'intervenant***

La réussite de l'intervention repose non seulement sur le bon rapport entre l'intervenant et les habitants, mais aussi sur les missions que celui-là doit accomplir. Pour réussir, l'intervenant doit trouver un équilibre entre différents rôles, parfois contradictoires : savoir diriger mais aussi se retirer, être

ferme mais aussi souple, agir conformément aux besoins du moment mais avoir aussi un but à long terme, etc.

Il faut enfin faire preuve de beaucoup de sensibilité et surtout de souplesse lorsque des changements se produisent dans le projet initial afin de montrer ainsi son respect vis-à-vis de la réalité concrète et des gens. Vouloir intervenir et être volontariste doit être combiné avec la capacité d'adaptation au fonctionnement social du quartier, aux valeurs des gens, à leurs intérêts, à leur façon de vivre et de se comporter.

### ***L'intervenant comme animateur du travail collectif***

L'idée de l'intervention « pédagogique » part du principe que les habitants des quartiers populaires rencontrent de grandes difficultés pour participer de façon autonome à l'amélioration de leur cadre de vie. Leur plus grande difficulté, comme on l'a vu, est le manque de confiance en leur potentiel d'action. Le but premier de l'intervenant est donc d'agir pour encourager des actions ; par là il se différencie des militants politiques qui agissent en tant qu'avant-garde et dirigent les actions. Dans un premier temps, néanmoins, l'intervenant doit bien des fois avoir un rôle plus poussé, mais il doit toujours garder une perspective pédagogique.

La meilleure façon de persuader les gens de leur capacité à agir ensemble est de promouvoir des petites victoires. Cela peut prendre plusieurs aspects, même des plus modestes, comme faire

remarquer au collectif la réussite d'une réunion productive du point de vue de la prise de décisions. Il faut surtout se poser des défis simples, au début, puis grandissants avec le temps. Dans le cas de Vila Verde, par exemple, nous avons remporté des petites victoires dans l'organisation réussie d'une fête collective, dans le fonctionnement de l'école, dans les travaux collectifs en *mutirão* pour aménager la crèche, etc.

Dans le rôle de celui qui incite à l'action, l'intervenant est toujours un porteur d'optimisme. Sachant que les gens se sentent incapables et ne croient pas à leur groupe social, l'intervenant doit être celui qui croit, qui donne l'exemple de la persévérance, qui ne laisse pas les gens tomber dans le désarroi devant les difficultés de l'action collective. Il y a, certes, le risque d'une personnification du travail collectif. Maintes fois j'ai entendu des paroles du genre : « je ne participe à cette affaire (un *mutirão*, par exemple), qu'à cause de toi ; les autres, ils ne le méritent pas ». Mais cela fait partie du processus et malgré ces déclarations, au fond les gens venaient au *mutirão* parce qu'ils trouvaient cela important pour eux-mêmes et pour le quartier.

L'intervenant doit toujours essayer de trouver les mots appropriés pour stimuler les gens, mais cela peut provoquer aussi une dépendance vis-à-vis des mots d'encouragement. Dans la recherche d'une intervention équilibrée, l'intervenant doit petit à petit chercher les moments où il peut laisser aux gens eux-mêmes la possibilité de juger si l'action peut aboutir.

Dans aucune situation l'intervenant ne doit monopoliser la parole. Il est bien plus intéressant dans une conversation ou une réunion que ce soit un habitant qui défende un point de vue plutôt que l'intervenant. Pour cela il faut être proche des gens, savoir plus ou moins qui pense quoi, et les inviter à parler au moment opportun. Dans les contacts quotidiens, il y a une question précieuse à poser dans toutes les situations : « Et vous, qu'est-ce que vous pensez de cela ? » Cette question a deux avantages : d'une part, les réponses nous donnent des informations sur la pensée de chacun et sur celle du collectif ; d'autre part, elle pousse les gens à se rendre compte que nous nous intéressons vraiment à eux.

### *L'intervenant comme organisateur*

Au début de l'intervention, l'intervenant a un rôle organisateur très marqué puisqu'il est normalement la seule personne à avoir eu auparavant de vraies expériences d'organisation. Il est aussi l'unique à avoir une vision d'ensemble de l'expérience qu'il veut développer et des étapes à accomplir. Cette vision, globale et préalable, qui sera adaptée au fur et à mesure, le distingue des habitants et lui donne une capacité d'organisation particulière. Cette capacité doit être exercée. Il doit suggérer la création d'une commission pour accompagner une démarche, objectiver la discussion lors d'une réunion, écrire des textes dans un langage approprié pour être discuté avec les gens, proposer un modèle de statut d'une association, etc. Mais ce

rôle d'organisateur doit toujours être accompli d'une façon pédagogique, surtout vis-à-vis des leaders pour qu'ils puissent prendre la relève.

L'intervenant cherche en général à voir tout de suite les résultats d'une réunion, d'une commission, etc. Comme il est quelque part en dehors des événements, et qu'il a une vision à plus long terme, il sait quelles tâches vont suivre et a envie de tout orienter. Il faut penser l'intervention à long terme aussi par rapport à l'apprentissage des habitants et ne pas prendre une initiative si elle peut être prise par eux. Avoir une vision à long terme, tenir compte du temps des gens, signifie renoncer à des victoires immédiates dans la mesure où elles ne seraient pas le miroir de l'état d'avancement du processus de conquête d'autonomie.

Cela conduit aussi à accepter les différences dans le degré d'engagement entre les habitants et l'intervenant. Le fait que celui-ci soit entièrement engagé dans la recherche et dans le quartier ne lui donne pas le droit d'exiger un comportement aussi engagé de la part des habitants. Il doit tenir compte du fait que les événements provoqués par l'intervention sont une toute petite partie de la vie des gens et que maintes fois ils agiront contrairement aux attentes de l'intervenant parce que cela ne leur convient pas. La modestie de l'intervenant doit le préserver et contribuer à ne pas créer des tensions indésirables chez les habitants ni des déceptions chez l'intervenant.

Pour accomplir son rôle comme organisateur, l'intervenant doit bien maîtriser la donnée

« temps ». Il faut reconnaître qu'il existe des différences entre le temps de l'intervenant et le temps des gens, dues aux différences de genres de vie selon les milieux dont ils sont issus. Il est important que l'intervenant sache respecter le temps des habitants, sans vouloir imposer le sien. Comme dit la sagesse populaire, il faut « donner du temps au temps ».

Pour pouvoir saisir la donnée temps, il est fondamental d'être sur la même longueur d'ondes que les gens. Il faut à tout moment faire attention à ce que les réponses obtenues soient le résultat de la réflexion de ceux qui travaillent collectivement et non pas de la répétition des raisonnements de l'intervenant ou de l'envie de lui faire plaisir. Il faut éviter le réel danger que représente un mouvement qui n'existerait que par l'impulsion donnée, car cela signifierait son échec complet.

Dans son rôle d'organisateur l'intervenant doit être souple : il ne doit pas s'attendre à ce que les réunions commencent à l'heure précise ; il n'a pas non plus à demander de l'ordre et du silence tout le temps. Les gens ne sont pas normalement habitués à des discussions publiques et il faut éviter de manquer de respect envers les adultes présents et de faire des réprimandes, comme s'il s'agissait d'enfants, pour ne pas gâcher l'ambiance. Les expériences de réunion publique les plus courantes dans la vie des gens sont les messes ou les cultes religieux. Là, ils ne sont pas invités à donner leur avis sur le sujet en question, mais seulement à répéter des formules toutes faites, ainsi la demande

de participation est nouvelle. Puisque tout ce qui se passera dans le travail est plus ou moins inhabituel pour les participants, il faut leur donner le temps de s'accoutumer aux règles de la discussion collective.

Il faut penser aussi aux enfants dans ces réunions. Ils sont toujours présents parce qu'ils sont nombreux dans les quartiers populaires et que les parents ne peuvent pas les laisser seuls. Ils sont très intéressés par les démarches et très bruyants. Dans la mesure du possible il faut leur trouver des activités dans le contexte de l'activité globale. De toute façon, il faut les traiter comme des enfants, c'est-à-dire, leur fixer des limites, mais aussi incorporer leur bruit comme partie de la réunion, pour que leurs parents ne soient pas gênés par les troubles causés par leur présence.

Les intervenants doivent être attentifs à leurs propres discours dans les réunions, car ils doivent être bien compris, et pour cela il faut parler clairement et donner des exemples concrets. Les mots « érudits » et les modes de raisonnements inconnus des gens ne doivent pas être évités, mais maîtrisés. Il faut savoir exactement quels sont ces mots et ces raisonnements inconnus des gens, car il est toujours difficile de dire « je n'ai pas compris cela ». Sachant quelles sont les difficultés possibles de compréhension, il faut les expliquer dans le contexte même du discours. En même temps, il est important d'être toujours attentifs à la façon dont les gens parlent des mêmes choses, leurs mots, leurs raisonnements, pour les reprendre dans le

discours et valoriser ainsi leur savoir. L'objectif de communication au cours des réunions est d'arriver à une sorte d'osmose, où chaque personne apprend de l'autre.

### ***L'intervenant comme médiateur des conflits***

Comme cela a été signalé plusieurs fois, les rapports interpersonnels sont un des problèmes les plus courants du travail de groupe, particulièrement dans le cas des habitants d'un quartier populaire. Dans tous les groupes sociaux où le niveau de frustration individuelle est objectivement élevé, le problème de susceptibilité excessive s'aggrave. On retrouve ici la discussion sur la recherche de reconnaissance : comme on l'a dit, chaque individu a besoin d'être reconnu par les autres. A l'inverse, cette reconnaissance peut entraîner chez d'autres un sentiment de non-reconnaissance de soi.

Dans le quotidien d'une population d'un quartier pauvre, les légères différences entre les gens, notamment de revenu et de niveau de scolarité, sont perçues faiblement et ne posent pas de grands problèmes. Mais le développement d'activités collectives révèle des talents et met en valeur certaines personnes, ce qui n'est pas supportable pour d'autres. L'expérience de participation collective est ainsi un motif de différenciation et donc de conflits.

L'intervenant doit avoir en tête ce mécanisme et essayer d'adoucir les effets pervers de la compétition, car elle entraîne la frustration de partici-

pants potentiels et leur éloignement. Pire, elle entraîne aussi des médisances qui, à long terme, sont perverses pour l'ambiance entre les personnes qui travaillent ensemble et peuvent même entraîner le retrait des leaders moins persévérants.

Malgré lui, l'intervenant peut lui-même provoquer des disputes, notamment entre les leaders qui sont ses interlocuteurs les plus courants. Son rapport avec eux donne à chacun une sorte de « légitimation » vis-à-vis des autres participants et chacun cherche ainsi à obtenir son attention. A cause de cela, de petits accrochages avec l'intervenant peuvent prendre une ampleur démesurée, causer du chagrin et provoquer l'éloignement de la personne du travail collectif. Cependant, ce que l'on perd avec l'une ou l'autre des personnes, on le gagne avec l'ensemble des participants, qui se sentent rassurés par la sincérité des rapports avec l'intervenant.

Lors des prises de décisions, il y a souvent un climat de dispute entre certains leaders qui cherchent à avoir l'appui de l'intervenant pour l'idée qu'ils défendent. Cela peut se résoudre plus au moins facilement, car l'intervenant peut éviter de prendre parti dans les disputes, ou dans le cas inverse, donner des arguments pour expliquer son option. Le vrai problème est que cette dispute se pose même dans le cas du rapport personnel que l'intervenant a avec chaque leader. Il doit donc essayer d'avoir un rapport égalitaire avec ceux qui sont à la tête du travail collectif. A nouveau, il ne faut pourtant pas trop exiger de cette égalité de

rapports puisque l'intervenant sera lui aussi naturellement enclin à être le plus souvent avec ceux qu'il aime davantage. La règle de la sincérité doit être accordée avec celle de la convenance, et l'intervenant doit essayer d'équilibrer ces deux contraintes.

Ce rôle de médiateur de conflits rappelle l'idée plus générale du « tiers », dans la communication. Le tiers est celui qui favorise la communication, dans la mesure où il aide à faire évoluer les positions prises par chacun des interlocuteurs, pour dépasser l'ambivalence de la communication stratégique. Il s'agit du pouvoir de la neutralité, qui peut se matérialiser à travers des arguments d'expertise, d'expériences vécues, etc. C'est le cas du sociologue dans une entreprise, lors des débats entre patron et syndicat : dans un rapport qui pourrait rester dans le domaine du stratégique, le fait d'avoir un tiers peut aider à ce que la communication se fasse d'une façon plus « inter-compréhensive ». C'est le cas du thérapeute de famille, du diplomate, etc. Être neutre n'est pas aisé, mais cela s'apprend ; on s'approche de ce rôle sans jamais l'atteindre.

### ***L'intervenant comme intermédiaire entre deux mondes***

Nous avons déjà dit qu'au Brésil le monde des pauvres est séparé de celui des non-pauvres. Dans un pays où tout peut se résoudre par des rapports d'amitié avec des gens « bien placés » (Da Matta, 1986) cela représente évidemment une énorme

perte sociale pour les pauvres. Lors d'un événement public au Brésil, qui est resté dans la mémoire de plusieurs médecins, le Ministre de la santé de l'époque reconnaissait que le pire problème des pauvres était de ne connaître que des pauvres, car ils ne pouvaient pas trouver les solidarités et les informations dont ils auraient besoin lors d'un malheur.

Ce type de rapport bâti sur des relations personnelles avec des personnes bien placées révèle une faiblesse des institutions, véritable problème structurel dont le dépassement n'est pas à l'horizon. Dans la perspective de l'action immédiate, qui constitue l'intérêt de l'expérience d'intervention discutée ici, il est clair que cette contrainte est incontournable et qu'il vaut mieux clairement la reconnaître, en particulier lorsqu'elle est d'ordre clientéliste. Ainsi lors d'une chasse au trésor organisée par Ada pour à la fois souder les habitants et récolter des fonds pour la crèche, un personnage politique a accepté de sponsoriser l'événement... à condition que tous les participants portent un T-shirt aux couleurs de son parti !

Sans être toujours obligé de retomber dans le clientélisme, ce type de rapport peut pourtant également se transformer pour les habitants en accroissement d'autonomie. C'est le cas lorsque des personnes étrangères telles que l'intervenant, ayant des relations dans le monde « des élites », peuvent introduire les habitants engagés, ou du moins leurs leaders, auprès de ceux qui peuvent aider l'initiative populaire. Il y a en effet un ensem-

ble de partenaires possibles dans la société civile qui se placent résolument hors du rapport de type clientéliste. Cette médiation entre pauvres et élite, qui a lieu en France, grâce à de nombreuses associations régies par la loi de 1901, est nouvelle au Brésil. Vu la limitation des ressources matérielles et techniques des populations pauvres, cette aide extérieure est importante dans plusieurs cas et ne signifie pas forcément la continuation des rapports de dépendance.

La démarche d'inter-médiation faite par l'intervenant est vitale surtout pour les initiatives qui demandent des financements, car elle est le garant que l'argent va servir à de « bonnes causes ». L'autonomie n'est pas l'action sans partenaires ; quand on est dans une situation difficile, être autonome c'est savoir chercher le bon partenaire. Pour cela l'intervenant peut être très utile. Après les premiers pas pour faciliter le rapprochement, l'intervenant peut s'éloigner car les rapports entre les habitants et les « parrains », une fois initiés, ont de grandes chances de s'approfondir dans l'action conjointe. C'est ce qui s'est passé à Vila Verde.

## Conclusion

Cette publication tourne autour de la question de la citoyenneté et de sa construction à travers la participation. Il traite d'une méthodologie de travail de terrain dont les effets sont décrits dans le quatrième chapitre, qui figure comme une longue conclusion. À titre de dernier commentaire, je voudrais présenter quelques réflexions sur un problème auquel j'ai été confrontée sur le terrain, et dont le sens, je pense, dépasse l'expérience personnelle et mérite d'être évoqué. Il s'agit de cette idée de citoyenneté que l'on veut transmettre aux gens et le modèle de société qu'elle implique. Nous croyons que cette citoyenneté, ce concept construit pendant deux millénaires depuis la Grèce antique, en passant par les expériences révolutionnaires anglaise, française et américaine, aidera les gens à mieux vivre. L'expérience de terrain nous montre, toutefois, un paradoxe.

La civilisation qui a créé et développé le concept de citoyenneté a une façon de vivre différente de celle des habitants de Vila Verde. On pourrait peut-être même dire que, malgré sa richesse, elle a perdu beaucoup de la joie de vivre que l'on trouve dans le quartier brésilien. A Vila Verde, les gens manifestent leur savoir-vivre par leur gentillesse naturelle, leur ouverture aux autres, leur simplicité, ce qui signifie souvent des rapports humains plus riches. C'est peut-être pour pouvoir faire face aux privations qu'ils ont développé le sens de la fête, savent reproduire un rythme de samba en secouant une boîte d'allumettes ; savent profiter des bons moments, du plaisir du corps, de

leur affectivité, enfin, de la vie. On pourrait qualifier cela d'aliénation positive, pour donner un concept rationalisé au fait observé. Cependant, une chose est sûre : les gens ne parlent pas autant de solitude, d'angoisses, de mélancolie, malgré les innombrables difficultés de leur vie quotidienne. Ils ont une sagesse instinctive, une autre philosophie de vie qui leur permet de vivre entièrement les moments de joie, malgré leur pénurie matérielle. Ces faits prennent tout leur sens si on les compare, par exemple, aux chiffres de la consommation de médicaments anti-dépressifs dans les sociétés riches.

Il ne s'agit pas ici, loin de là, de faire l'apologie de la pauvreté heureuse, comme d'autres l'ont fait – dans les études académiques – de la pauvreté démente, ou de la pauvreté révolutionnaire. Il y a juste une interrogation personnelle, fruit d'une observation concrète et qui pourrait aider d'autres travailleurs sociaux dans leurs expériences de terrain. Il faut se demander ce que les gens de Vila Verde ont vraiment à apprendre de nous, citoyens à part entière, qui arrivons dans leur quartier en voulant les aider à mieux vivre mais n'ayant pas la sagesse, comme eux, de profiter des plaisirs simples de la vie.

En fin de compte, il s'agit pour l'intervenant d'être dans une situation d'échange et d'apprentissage mutuel : apporter aux habitants les moyens de la participation qui leur permettent d'améliorer leurs conditions de vie et de transmettre leur propre expérience de gestion des difficultés de leur vie



quotidienne. C'est pourquoi une des conséquences de l'expérience décrite ici a été la formation – petit à petit – d'une nouvelle génération d'intervenants qui agissent dans les quartiers dans le cadre d'un dialogue et d'un partenariat avec les habitants. Ce sont des professionnels moins arrogants, qui savent qu'il y a des trésors de sagesse à apprendre de l'échange avec les gens. Cela est en train de se faire soit à l'Université, dans les cours théoriques et pratiques autour de la méthodologie décrite ici, soit dans l'action de l'ONG REDE – Réseau de Professionnels Solidaires pour la Citoyenneté.

Le REDE a été créé en 1999 comme un appui extérieur aux activités communautaires à Vila Verde, tout en maintenant la direction des choses dans les mains des habitants. Il aide à donner pérennité et à agrandir le travail de la crèche et de l'école communautaire qui prêtent des services et donnent des emplois dans le quartier. Ses membres accomplissent quelques-uns des rôles de l'intervenant qui ont été discutés dans ce livre : celui de médiateur entre deux mondes, celui de catalyseur d'initiatives et d'animateur du travail collectif. Il s'agit d'un partenariat que nous som-

mes en train d'agrandir vers d'autres quartiers de Salvador de Bahia.

## Bibliographie citée

- ALMEIDA, Cristina Cunha Filgueiras. *L'enjeu des droits sociaux au Brésil : organisations populaires et politiques sociales* (études de cas à Belo Horizonte dans les années 1979-1996), Thèse de Doctorat soutenue à l'IHEAL, sous la direction d'Alain Touraine, 1992.
- CARVALHO, Ilce Maria. *A Centralidade em Salvador : parâmetros para um debate*. Mémoire de Mestrado en urbanisme, Université Fédérale de Bahia, Salvador, 1997.
- CHAU, Marilena. *Conformismo e resistência, aspectos da cultura popular no Brasil*. São Paulo, Brasiliense, 1986.
- CHEVALIER, Louis. *Classes laborieuses et classes dangereuses*, Paris, Pluriel, 1978.
- DAMATTA, Roberto. *A casa e a rua*. São Paulo, Brasiliense, 1985.
- DAMATTA, Roberto. *O que faz do Brasil, Brasil ?* Rio de Janeiro, Editora Rocco, 1986.
- DUMAS, Bernard et SÉGUIER, Michel. *Construire des actions collectives, développer des solidarités*. Lyon, Chronique Sociale, 1997.
- FAORO, Raymundo. *Os donos do poder*. Vol 1 et 2. Rio De Janeiro, Globo, 1987.
- FARIA, Vilmar. « Divisão interregional do trabalho e pobreza urbana : O caso de Salvador. » In « Bahia de Todos os Pobres », Caderno CEBRAP, no 34, Petrópolis, Editora Vozes, 1980.
- FREIRE, Paulo. *Conscientização : teoria e pratica da libertação/uma introdução ao pensamento de Paulo Freire*. Rio de Janeiro, Editora Paz e Terra, 1979. (2)
- FREIRE, Paulo. *Ação cultural para a liberdade*. 4<sup>e</sup> édition. Rio de Janeiro, Editora Paz e Terra, 1979 (1).
- FREIRE, Paulo. *Pedagogia do Oprimido*. Rio de Janeiro, Editora Paz e Terra, 1982.
- FREIRE, Paulo. *Educação como prática de liberdade*. Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1985, 16<sup>e</sup> édition.
- GIROUX, Henry. « Alfabetização e a pedagogia do empowernent politico. » In « Alfabetização : leitura do mundo leitura da palavra ». Rio de Janeiro, Editora Paz e Terra, 1990.
- GORDILHO SOUZA, Angela Maria. *Invasões e Intervenções Públicas, uma política de atribuição espacial em Salvador, 1946 – 1989*. Mémoire de Mestrado. Rio de Janeiro, IPPUR, 1990.
- GRAMSCI, Antonio. *Concepção dialética da história*. Rio de Janeiro, Editora Civilização Brasileira, 1966.
- HABERMAS, Jürgen. *Théorie de l'agir communicationnel*. Volume i et ii. Fayard, 1987.
- JEANNERET, Yves. Jürgen Habermas – « La communication, fondement du social. » In « Revue Sciences Humaines », n° 20, août/sept 1992.
- KATAN, Roger. *De quoi se mêlent les urbanistes ?* Paris, Éditions Actes/Sud, 1979.
- KNAEBEL, Georges. « Le rangement du résidu. » In Les Annales de la Recherche Urbaine, Le Génie du propre, n° 53, 1992.
- LEAL, Vitor Nunes. *Coronelismo, enxada e voto : O município e o sistema representativo no Brasil*. (2<sup>e</sup> édition) São Paulo, Editora Alfa-Ômega, 1975 (1<sup>e</sup> édition em 1949).
- LEEDS, Anthony e LEEDS, Elisabeth. *A sociologia do Brasil urbano*. Zahar Editores, Rio de Janeiro, 1978.
- MACEDO, Donald et FREIRE, Paulo. *Alfabetização : leitura do mundo leitura da palavra*. Rio de Janeiro, Editora Paz e Terra, 1990.
- MALHEIROS, Maria José. *L'urbanisation des invasions, réponse politique au problème de l'habitat populaire – Analyse sur les quartiers d'invasion à Salvador de Bahia*. Thèse de doctorat 3<sup>e</sup> cycle, soutenue à l'Institut d'Urbanisme de Paris, Université Paris XII, sous la direction d'Hélène Lamicq, 1990.
- PAUGAN, Serge (direction). *L'exclusion, l'état des savoirs*. Paris, La Découverte, 1996.
- SANTOS, Milton. *O espaço do cidadão*. São Paulo, Nobel, 1987.
- SANTOS, Milton. *Pobreza Urbana*. São Paulo/Recife, Hucitec, 1978.
- TODOROV, Tzvetan. *La vie commune – Essai d'anthropologie générale*. Paris, Éditions du Seuil, 1995.
- THOMPSON, Edward P. *La formation de la classe ouvrière anglaise*. Paris, Gallimard/Le Seuil, 1988.
- WEBER, Max. *Economia e sociedade*. Editora da Universidade Federal de Brasília (UNB). Brasília, 1991 (traduction brésilienne).
- WOLF, Leila. *La démocratie au quotidien : histoire d'un mouvement de quartier au Brésil*. Paris, Syros-Alternatives, 1993.
- ZALUAR, Alba. *A Máquina e a Revolta. As organizações populares e o significado da pobreza*, São Paulo, Brasiliense, 1985.



La collection *Établissements humains et environnement socio-culturel* a été créée en 1976 par la Division des Établissements Humains et de l'Environnement socio-culturel du Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO en partenariat avec le programme L'homme et la biosphère (MAB) du secteur des sciences naturelles et exactes. Elle s'adresse, entre autres, aux instituts de recherche et aux écoles d'architecture, d'urbanisme, et de géographie. Les grandes orientations de cette collection correspondent aux thèmes suivants :

- L'interaction individu-milieu ;
- L'équilibre entre les zones rurales et urbaines ;
- L'approche interdisciplinaire sur l'utilisation rationnelle des écosystèmes en relation avec une meilleure gestion de l'expansion des établissements humains ;
- L'adéquation entre l'habitat traditionnel et les besoins et aspirations d'une population rurale qui a préservé son cadre de vie socio-culturel et environnemental ;
- Les effets de l'accroissement des activités humaines sur l'environnement naturel ;
- La corrélation entre la réussite des projets de réhabilitation urbaine et l'ensemble des conditions sociales, économiques et culturelles, qui lui sont favorables sur tous les plans de la vie sociale ;
- L'impact du tourisme sur le développement des communautés traditionnelles et la préservation de l'environnement.

